

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

RÉCIT

MARINE LE PEN, LA REINE MAUDITE DU CAMP NATIONALISTE **PAGE 3**



JÉRÔME FOURQUET

« CE QUE RÉVÈLE L'INCENDIE DU MCDONALD'S DE MONTRABÉ PAR DES MILITANTS PRO-PALESTINIENS » **PAGE 16**



LE FIGARO SANTÉ



Une étude pour comprendre la dépression masculine **PAGE 13**

NUCLÉAIRE

Un premier contact « positif » entre l'Iran et les États-Unis à Oman **PAGE 4**

ÉTATS-UNIS

Aurora, ville symbole des politiques migratoires que veut démanteler Trump **PAGES 6 ET 7**

DIPLOMATIE

L'affaire Amir DZ menace la fragile réconciliation entre Alger et Paris **PAGE 10**

JUSTICE

« Financement libyen » : les pleins et les déliés d'un complexe procès **PAGE 11**

CHAMPS LIBRES

• Les chroniques de Nicolas Baverez et de Samuel Fitoussi **PAGE 17**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :

Guerre commerciale : face aux États-Unis, l'Union européenne doit-elle se rapprocher de la Chine ?

OUI 32% **NON 68%**

VOTANTS : 121 791

Seriez-vous prêt à acheter une voiture électrique chinoise ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

STEPHANIE LECOCQ/REUTERS; ARAMYAN - STOCK.ADOBE.COM; ILLUSTRATION FABIEEN CLAIREFOND

L'automobile européenne en pleine tourmente

Contraints de se convertir au tout-électrique, les constructeurs de voitures européens ne cessent de voir leur part se réduire sur leur propre marché face à la concurrence chinoise.

Depuis plus de dix ans, les constructeurs automobiles européens perdent du terrain sur le Vieux Continent comme dans le reste du monde. La production de véhicules

légers en Europe est passée de 18,7 millions en 2017 à 14,16 millions en 2024 selon les données d'un cabinet d'étude spécialisé. En France, elle est passée de 2,2 millions

d'unités en 2019 à 1,4 million en 2022. L'Hexagone représentait 19,6 % de la production de l'Europe et du Royaume-Uni en 2005. Il ne pèse plus que 9,1 % aujourd'hui.

La révolution de la voiture électrique accentue cette tendance, car l'automobile européenne lutte à armes inégales avec les constructeurs chinois. Cette concurrence

redoutable pousse les groupes européens à tirer le signal d'alarme et à demander à l'Union européenne de les soutenir. Il y va de leur survie.

→ LES VOITURES THERMIQUES FONT DE LA RÉSISTANCE EN EUROPE → LONDRES ASSOULIT LE PASSAGE AU TOUT-ÉLECTRIQUE **PAGES 20, 21 ET L'ÉDITORIAL**



La situation se complique pour Bayrou, sous la pression de LR et du RN

Alors qu'il est menacé de censure par le RN et de plus en plus critiqué par son allié LR, le premier ministre doit préparer le pays à de nouvelles coupes budgétaires pour 2026. Misant sur la pédagogie, il réunit mardi une conférence de sensibilisation des Français aux « pathologies » des finances publiques. **PAGE 2**

Darmanin accélère la construction de prisons en préfabriqué

Après des déplacements en Angleterre et en Allemagne, où il a visité la semaine dernière des infrastructures « modulaires », le ministre de la Justice a annoncé la construction, d'ici deux à trois ans, de 3000 nouvelles places pour les détenus les moins dangereux. Fabriquées en usine et assemblées sur place, ces structures peuvent sortir de terre en moins de deux ans, contre sept pour des cellules « en dur ». Une manière de lutter à la hâte contre la surpopulation carcérale, alors que l'objectif « 15000 places pour 2027 », annoncé par Emmanuel Macron en 2017, a été largement abandonné. **PAGES 8 ET 9**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Masochisme

La guerre commerciale déclenchée par Donald Trump donne à voir un spectacle fascinant : une crise économique et financière mondiale créée de toutes pièces. Mensongère et populiste, sa justification – une Amérique « pillée et violée » par le reste de la planète – peine à convaincre, de la part de la première puissance économique du monde, hégémonique à maints égards. Pas davantage que le protectionnisme, cette arme de défense à double tranchant, causant autant de dégâts chez l'agresseur que chez l'agressé. Enfin, la méthode – une litanie quotidienne d'embardees brutales et contradictoires – crée un climat d'incertitude et d'insécurité qui paralyse l'activité. Donald Trump veut rendre l'Amérique plus forte, mais il la punit en même temps que le reste du monde.

Il existe, dans l'histoire récente, un autre exemple ahurissant de masochisme auto-destructeur. L'automobile a longtemps symbolisé la puissance économique de l'Europe, avec ses grands constructeurs capables de tenir la dragée haute aux concurrents asiatiques ou américains. Pour l'industrie du continent, il s'agit d'un secteur crucial, assurant, en amont comme en

aval, l'activité de filières entières, de milliers d'usines et de millions de salariés. Par pure idéologie, il a été décidé, sous couvert d'écologie, de le saborder. Sans la moindre considération pour les conséquences à venir, Bruxelles lui a imposé d'autorité une intenable révolution industrielle, avec le basculement en quelques années vers le tout-électrique. Face à des clients méfiants et refusant de se saigner pour ces nouveaux modèles, les ventes s'effondrent. Ajoutons-y, chez nous, une chasse à

l'automobiliste, présenté comme le barbare des temps modernes qu'il faut évacuer du centre des villes. Le résultat de ce suicide économique est en train de se payer. En misant tout sur la voiture électrique, nous avons choisi de jouer sur un terrain où les constructeurs chinois disposent d'une décennie d'avance. Pour tenir, les groupes européens n'ont d'autre choix que de trouver des alliances avec eux. Ou comment passer de la souveraineté à la dépendance. ■

RICHARD MILLE

RM 43-01 FERRARI

A Racing Machine On The Wrist

LA PERFORMANCE MÉCANIQUE POUSSÉE À L'EXTRÊME

François Bayrou enchaîne les arrêts devant les stands. Une bouchée de rocamadour, une gorgée de saint-chinian, une autre de gewurztraminer... « J'ai plus consommé ici qu'au Salon de l'agriculture ! », s'amuse à ses côtés sa ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, près des champagnes Bombart.

Pour l'ouverture de la foire aux vins et aux fromages de Coulommiers (Seine-et-Marne), ce vendredi 11 avril, le premier ministre est venu « soutenir » des producteurs inquiets face à la guerre commerciale lancée par les États-Unis. En ce « moment terrible, totalement inattendu », « on est là pour les aider », lance-t-il dans le pavillon des bovins.

« Terrible », la période l'est aussi pour lui. Alors qu'il est menacé de censure par le Rassemblement national (RN) et de plus en plus critiqué par son allié des Républicains (LR) Laurent Wauquiez, le chef du gouvernement doit préparer le pays à de nouvelles coupes budgétaires pour 2026. Il prévoit d'esquisser ses orientations dès mardi, lors d'une conférence convoquée à Matignon.

L'occasion, selon lui, de « partager avec les Français tous les risques » : l'offensive douanière américaine, qui pèse sur la prévision de croissance, ramenée à 0,7 % de la richesse nationale pour 2025, mais aussi l'effort de réarmement annoncé. Sans compter les « pathologies » françaises auxquelles il jure de s'attaquer, comme le dérapage du déficit public. Il promet un exercice de « vérité », au moment où son image est atteinte par l'affaire Notre-Dame de Bétharram et où les Français peinent à comprendre son cap, selon les enquêtes d'opinion.

Scénario de censure

Avant la prise de parole de François Bayrou, plusieurs ministres ont alerté dimanche sur la situation des finances publiques. L'année prochaine, l'effort sera « considérable », avec quelque « 40 à 50 milliards » d'euros « à trouver », a prévenu la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, dans « Le Grand Jury RTL-M6-Le Figaro-Public Sénat ». « Essentiellement » des « économies », a assuré sur BFMTV le ministre de l'Économie, Éric Lombard, jugeant « hors de question d'augmenter les impôts ».

Une fois posé ce cadre contraint, François Bayrou sait que l'examen du budget à l'Assemblée nationale, à l'automne, risque de le faire chuter. Comme son prédécesseur, Michel Barnier, renversé lors des débats sur le « budget de la Sécu » faute de majorité absolue. « La question est : "Est-ce



François Bayrou au côté de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard (à droite), vendredi, à la foire aux vins et aux fromages de Coulommiers.

LIEWIG CHRISTIAN/POOL/ABACA

François Bayrou tente de se projeter malgré l'activisme de LR et les menaces du RN

Loris Boichot

Le centriste présentera mardi aux Français les futurs efforts budgétaires, au moment où Laurent Wauquiez et Marine Le Pen durcissent leur ligne.

qu'on décide de ne rien faire ou est-ce qu'on décide de traiter toutes les questions possibles ? » », a souligné le centriste vendredi, à Coulommiers.

L'interpellation s'adresse autant à ses oppositions, qui agitent le scénario de censure, qu'à l'aile droite de sa coalition. Ces dernières semaines, la ligne de ses partenaires LR s'est durcie. Sans aller jusqu'à la menace de censure - « Rien n'est pire que le chaos », selon lui -, Laurent Wauquiez multiplie les coups de pression, en pleine campagne face à Bruno Retailleau pour prendre la tête du parti, le 18 mai.

D'une réunion publique à l'autre, de-

volent les militants, le chef des 48 députés LR pointe « le risque » de l'« immobilisme », en utilisant volontiers le nom de François Bayrou comme un repoussoir. Dans *Le Figaro*, mardi, il qualifie de « comédie » le récent bras de fer du gouvernement avec l'Algérie, et de « mascarade » le refus de François Bayrou d'interdire le port du voile dans le sport - le premier ministre ne veut l'empêcher que dans les compétitions sportives. Le patron des députés du Mouvement démocrate (MoDem), Marc Fesneau, s'en agace en privé : « Je ne sais pas si on pourra travailler avec LR longtemps comme ça... »

Volontiers offensif les mardis matin, lors des réunions convoquées autour du premier ministre à Matignon, Laurent Wauquiez laisse ses députés s'opposer au gouvernement à l'Assemblée nationale. Contre les zones à faibles émissions dans les centres-villes, le 26 mars, ou contre l'instauration de la parité aux élections municipales dans les communes de moins de 1000 habitants, lundi dernier. « Il y avait un bloc central. Ce soir, il y aura un avant et un après », lance ce jour-là le député LR Pierre Cordier, soutien de Laurent Wauquiez.

Comme d'autres, le chef du gouvernement s'est étonné de voir le candi-

dat à la présidence de LR proposer d'« envoyer » à Saint-Pierre-et-Miquelon les « étrangers dangereux » sous obligation de quitter le territoire français (OQTF), dans *Le JDNews*. Une proposition « déroutante », de l'aveu de Bruno Retailleau. « Wauquiez le fait évidemment pour qu'on réagisse, pour que ça crée de la rupture et que ça altère un "socle commun" déjà fragile, avance la députée (Rennaissance) Maud Bregeon. Mais c'est tellement bas de gamme intellectuellement que ça n'en vaut pas le coup... »

Pour François Bayrou et ses soutiens, la principale menace reste que la gauche et le RN se coalisent contre eux. Eux aussi impliqués dans des élections intermédiaires jusqu'au 15 juin, les socialistes ne semblent pas vouloir passer à l'offensive, ne serait-ce que pour se différencier des Insoumis, analysés les proches du premier ministre.

Marine Le Pen demande des garanties

En revanche, Marine Le Pen, elle, continue de demander des garanties. Condamnée notamment à une peine d'inéligibilité immédiate pour détournement de fonds publics - elle a fait appel -, la patronne des 123 députés du RN assure qu'elle pourrait voter une motion de censure. « Je le ferai, s'il n'est pas tenu compte des difficultés que nous soulevons », a-t-elle insisté jeudi, dans « Le Club de l'Hémicycle ».

À l'entendre, sa revendication la plus pressante porte sur la politique énergétique, outre la priorité donnée à la lutte contre l'immigration et à l'instauration du scrutin proportionnel aux élections législatives. Alors que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui fixe la feuille de route énergétique de la France pour dix ans, doit être bientôt actée par décret, Marine Le Pen réclame un vote au Parlement avant toute décision.

Ce à quoi François Bayrou a répondu en promettant dans *Le Figaro* un débat et un vote sur une proposition de loi sénatoriale, sans préciser si son décret serait pris avant ou après. « Il en va de la vie de nos entreprises, de l'avenir des Français au travers de leur facture énergétique, de notre souveraineté énergétique », explique Marine Le Pen.

Dans l'incertitude, les soutiens du premier ministre s'en remettent à ses talents présumés de manœuvrier. « Je pense que le gouvernement va durer au moins jusqu'au prochain budget. Et, s'il passe le budget, il ira jusqu'au bout », pronostique le sénateur UDI Olivier Henno, qui voit en François Bayrou « un artiste de la politique politicienne, un maquignon à Matignon ». ■

Fin de vie: LFI, soutenu par le MoDem, élargit l'aide à mourir

John Timsit

Les députés ont approuvé la création d'un droit à l'aide à mourir, en élargissant les cas où la substance létale pourra être administrée par un soignant.

Si tôt de retour à l'Assemblée nationale, le texte sur la fin de vie électrise les débats. Scindé en deux propositions de loi, portant l'une sur les soins palliatifs, l'autre sur « l'aide à mourir ». Si le premier volet, plutôt consensuel, a été adopté à l'unanimité en commission des affaires sociales, le second, porté par le député (apparenté MoDem) Olivier Falorni, cristallise d'ores et déjà les tensions compte tenu du risque de s'éloigner de la feuille de route tracée par le gouvernement. En cause : l'adoption ce vendredi d'un amendement de l'Insoumise Élise Lebourcier, qui accorde à une personne souhaitant recourir à l'aide à mourir la liberté de choisir entre auto-administration et injection du produit létal par un médecin ou un infirmier.

« Le texte que j'ai découvert m'a stupéfié », a déclaré le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, dimanche sur LCI, jugeant que ce texte « tellement permissif » va « dans les très mauvais sens ». De quoi soulever des inquiétudes au sein du « socle commun » sur la philosophie du texte, dont la version initiale n'autorisait la deuxième option (par un professionnel de santé) que lorsque le patient « n'est pas en mesure physiquement (de) procéder » lui-même. Opposée au rapporteur Olivier Falorni, qui a donné un

avis de sagesse à l'amendement LFI, la droite est vent debout. C'est « tout sauf anodin », a attaqué le député LR Patrick Hetzel, selon qui « on est dans un encadrement juridique qui n'est plus de même nature », puisque le texte ne serait plus limité au « suicide assisté et (à) l'euthanasie » dans un certain nombre de cas limités », mais s'élargirait au « suicide assisté et (à) l'euthanasie ». Pour l'élu du Bas-Rhin, ce changement de paradigme remet en cause tout l'« équilibre » du projet.

Une victoire pour les Insoumis, qui ont bénéficié d'un rapport de force favorable en commission. « C'est ce que je craignais », confie la députée Horizons Agnès Firmin Le Bodo, qui entend déposer un amendement pour que la représentation nationale puisse faire marche arrière sur ce point controversé lors de l'examen du texte en séance publique. Avec l'espoir que celui-ci « revienne à l'équilibre ». « À l'origine, le texte a été construit autour de la liberté du patient, l'auto-administration devait être la règle, l'administration par le médecin l'exception », insiste l'élué philippiste.

Autre élément d'inquiétude pour la droite, les critères ouvrant le droit à l'aide à mourir. Là où le projet de loi originel prévoyait que le pronostic vital soit engagé « à court ou moyen terme » pour

enclencher la procédure, la nouvelle version évoque - entre autres garde-fous - « une affection grave et incurable, qui engage le pronostic vital, en phase avancée ou terminale », provoquant une « souffrance physique ou psychologique » réfractaire aux traitements ou insupportable. Un avis de la Haute Autorité de santé est attendu sur le sujet dans les prochains jours, avant que les députés reprennent leurs travaux fin avril à l'issue des congés parlementaires.

En attendant, le député LR des Hauts-de-Seine Philippe Juvin reste vigilant. « Une loi sur la mort ne peut reposer sur des notions floues et des critères subjectifs, elle exige rigueur, clarté, limites et contrôle », écrit-il dans une tribune publiée dimanche dans le JDD. « Dans sa rédaction actuelle, le texte n'érige aucun rempart contre les abus et s'éloigne de l'objectif affiché en préambule », s'inquiète celui qui est aussi le chef de service des urgences de l'hôpital parisien Georges-Pompidou. Et de crier haro sur la vision de la société « dans laquelle on invite les gens au suicide ». Seul lot de consolation pour LR, le rejet des amendements de la députée Danielle Simonnet (ex-LFI) autorisant l'aide à mourir en se basant sur les consignes anticipées des patients qui ne seraient plus en mesure d'exprimer leur volonté. ■

Budget 2026 : un « effort considérable » à fournir

Il va falloir trouver « 40 à 50 milliards d'euros d'économies », alerte la porte-parole du gouvernement.

Deux mois après l'adoption du budget de cette année, le gouvernement prépare déjà les esprits aux efforts qu'il faudra faire dans le budget de l'an prochain. Alors que le premier ministre a convoqué mardi 15 avril une conférence pour sensibiliser les Français aux « pathologies » des finances publiques, la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a vanté dimanche un « exercice de transparence » vis-à-vis de l'opinion. « François Bayrou y est très sensible, il ne faut pas infantiliser ou aller vers des recettes qui soient populistes, mais partager le constat et les solutions », a-t-elle fait valoir lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat ».

La situation est tellement tendue qu'elle nécessitera « des décisions politiques assez fortes » pour trouver entre « 40 à 50 milliards » d'euros d'économies dans le budget 2026, prévient-elle. La France va devoir réaliser « un effort supplémentaire de 40 milliards d'euros » l'an prochain, confirmait au même moment le ministre de l'Économie, Éric Lombard, sur BFMTV.

Reconnaissant que l'« effort (est) considérable » et l'équation, « difficile », Sophie Primas a rappelé que la fiscalité est une ligne rouge du premier ministre et du président de la République. En

clair, pas question d'augmenter les impôts. Quelles marges de manœuvre reste-t-il alors ? Éric Lombard a évoqué des efforts venant « essentiellement des économies » ou d'une « augmentation des recettes liées à la croissance ». Interrogé sur cette répartition, le patron de Bercy a évacué : « Nous sommes en avril (...) on parle du budget 2026, il est trop tôt pour donner ce détail. »

Revenir à un déficit de 3 % du PIB en 2029

L'objectif est de revenir à un déficit de 3 % du PIB en 2029, en tenant la prévision de 5,4 % cette année et de 4,6 % en 2026. C'est « une question de crédibilité sur les marchés », a insisté Sophie Primas, mettant en garde sur une perte de « souveraineté économique » de la France. « Si, demain, nous ne faisons pas face à la réduction du déficit, (...) nous ne pourrions plus décider de notre avenir », a alerté l'ancienne ministre chargée du Commerce extérieur. La perspective de ce tour de vis fait déjà bondir la gauche, en premier lieu le chef de file des Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, estimant sur le réseau social X que « le peuple de France est traité comme la Grèce en 2010 ». Et de souligner : « Ceux qui ont refusé de voter la censure sont eux aussi responsables de cette guerre sociale. » ■ J.T.

Marine Le Pen, la reine maudite du camp nationaliste

Paul Laubacher

À chaque fois que la « candidate naturelle » du Rassemblement national s'approche un tant soit peu de l'Élysée, un coup du sort semble s'abattre pour la faire trébucher. Comme une malédiction ?

Franck Allisio ressasse une idée qu'il a dans la tête. Le député RN des Bouches-du-Rhône, 44 ans, les cheveux et la barbe poivre et sel, n'est pas un pur frontiste. Il a rejoint le Front national en 2015, comme beaucoup de cadres UMP, à l'instar de Sébastien Chenu. L'homme, qui a fait une partie de sa jeune carrière dans les cabinets de Roger Karoutchi ou de Pierre Lellouche, est imprégné de l'histoire de la droite française. Il a, par exemple, créé une petite boutique pour réaliser, à l'échelle de Marseille, la fusion entre les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN). Elle s'appelle le RPR, comme un clin d'œil sans nuance à l'ancienne grande maison gaulliste.

Alors, quand Franck Allisio observe sa patronne, Marine Le Pen, il ne peut s'empêcher de penser à Nicolas Sarkozy, ou même à Jacques Chirac. Les deux derniers présidents de la République venus des rangs de la droite ont un point commun. Avant de conquérir le pouvoir, ils avaient vécu, pratiquement 10 ans plus tôt, une cuisante défaite, qui avait pratiquement foudroyé leur avenir politique. En 1999, Nicolas Sarkozy chute durement aux élections européennes. En 2007, le voilà à l'Élysée. En 1988, Jacques Chirac est battu sévèrement par François Mitterrand. « Les Français n'aiment pas mon mari », lâche même Bernadette Chirac. Sept ans plus tard, il monte enfin le perron du palais présidentiel.

Et Marine Le Pen alors ? À la présidentielle de 2017, la candidate nationaliste a vécu sa pire défaite, politique et personnelle, lors de son débat d'entre-deux-tours face à Emmanuel Macron. « Elle en pleurait encore des jours plus tard. Elle ne s'est rendu compte de l'effet dévastateur du débat que 24 heures après. C'est à ce moment-là que j'ai su que j'étais très attachée à elle », relate, huit ans plus tard, un ancien conseiller. De 2017 à 2027, est-ce le « long chemin de la victoire », la « grande traversée » de Marine Le Pen ? C'est ce que voulaient croire Franck Allisio et tant d'autres marinistes. Tous les cadres RN sont imprégnés d'une mythologie qui veut que, fatalement, leur championne accèdera un jour au pouvoir. « En 2022, Macron n'a pas gagné, nous avons perdu », répète à l'envi Jean-Philippe Tanguy, bras droit de la députée du Pas-de-Calais à l'Assemblée nationale.

« Personne n'est inatteignable, j'ai ressenti la violence politique de la décision, mais aussi la violence personnelle de l'incrimination, infamante, dont personne ne parle »

Marine Le Pen

Mais, voilà, à chaque fois que la « candidate naturelle » nationaliste s'approche un tant soit peu de l'Élysée, un coup du sort semble s'abattre pour la faire trébucher. Cette fois-ci, sa condamnation pour détournement de fonds publics, et sa peine d'inéligibilité de cinq ans avec exécution provisoire, semble avoir foudroyé les chances de Marine Le Pen de monter le perron de l'Élysée en 2027. Serait-ce le coup fatal pour celle qui s'est toujours relevée de tout ? La période est « évidemment difficile à vivre », affirme-t-elle lors d'une interview au média l'Hémicycle, jeudi soir.

« Personne n'est inatteignable, j'ai



Marine Le Pen, le 25 mars, à Paris, après avoir participé à un rassemblement en soutien à l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal.

ARAH MEYSSONNIER / REUTERS

ressenti la violence politique de la décision, mais aussi la violence personnelle de l'incrimination, infamante, dont personne ne parle », confesse-t-elle. « Le fait d'être condamnée, même en première instance, pour détournement de fonds publics, ce qui dans l'esprit des gens consiste à aller prendre de l'argent public pour aller le mettre dans sa poche - ce n'est pas du tout la nature de cette affaire -, me blesse et blesse mon honneur », renchérit-elle.

Est-ce une malédiction ? La nouvelle mythologie est née. « Queen Marine », comme l'avait surnommé Jordan Bardella après les législatives de 2022, et l'élection surprise de près de 90 députés RN, n'est-elle condamnée qu'à subir le mauvais œil ? C'est oublier que chaque destin se façonne, même celui de Marine Le Pen.

Le 3 mai 2017, la panique surgit au matin. Bruno Bilde, ami de vingt ans de Marine Le Pen, trouve sa candidate au bord de la panique, à moitié aveugle de l'œil gauche à cause d'« une migraine ophthalmique » qui pourrait terrasser un éléphant, comme le raconte le journaliste Olivier Faye, du Monde, dans un long récit publié à l'époque. Le soir même, le débat face à Emmanuel Macron doit avoir lieu.

Un documentaire remarquable, réalisé par Bruce Toussaint et Yannick Adam de Villiers, diffusé en 2018 un an après la catastrophe, raconte méthodiquement les 10 derniers jours de la campagne présidentielle de Marine Le Pen. Mais ce sont surtout les 24 heures avant le débat qui sont peut-être à l'origine de la déroute.

Pourquoi Marine Le Pen est-elle allée débattre d'immigration devant les membres d'une association africaine jusqu'à minuit, la veille du débat ? Pourquoi était-elle au « 20 Heures » d'une grande chaîne de télé ? Pourquoi la candidate frontiste et son équipe ont-

ils improvisé pendant deux petites heures seulement une répétition express pour se préparer au débat ? « On n'a pas fait ce qu'il fallait », raconte à l'époque Sébastien Chenu, face caméra. Le jour du débat, Marine Le Pen est fatiguée, son agenda n'a pas été suffisamment aéré pour donner du temps à la préparation. »

Les frères Philippet, Florian, le cerveau gauche de Marine Le Pen, et Damien, qui conseille discrètement la candidate frontiste, livrent un mémo lui proposant d'être « tout le temps dans l'offensive ». « L'objectif est de dégrader

La campagne présidentielle de 2022 n'a pas été celle dont Marine Le Pen avait rêvé. Elle qui voulait partir tard pour faire une campagne courte, et plus efficace, a dû reprendre d'urgence le volant pour contenir une menace existentielle : la candidature d'Éric Zemmour

l'image de Macron, quitte à perdre en crédibilité, pour pousser des gens dans l'abstention », écrivent-ils. Quelque mois après le débat, ils quitteront Marine Le Pen avec fracas.

Cinq ans plus tard, elle n'a pas voulu faire la même erreur. Pour son second débat face à Emmanuel Macron le 20 avril 2022, et probablement le dernier, elle s'est isolée deux jours dans une vaste demeure en Normandie, appartenant à un de ses conseillers secrets, François Durvy, proche du milliardaire, et exilé fiscal en Belgique, Pierre-Édouard Stérin. Avec sa garde rapprochée, la candidate du RN se prépare avec plus de rigueur. Elle ne veut surtout pas rééditer la catastrophe.

Mais la campagne présidentielle de 2022 n'a pas été celle dont Marine Le Pen avait rêvé. Elle qui voulait partir tard pour faire une campagne courte, et plus efficace, a dû reprendre d'urgence le volant pour contenir une menace existentielle : la candidature d'Éric

Zemmour. Face à l'ancien journaliste qui bouscule les codes et rêve d'unir les droites pour enterrer la dynastie Le Pen, la candidate RN se traîne « un troupeau d'éléphants morts » tétanisés. La campagne de premier tour vire à la « primaire sauvage » entre Marine Le Pen et l'éditorialiste, qu'elle ne pensait pas capable de se lancer dans la course à l'investiture suprême.

Et le 20 février 2022, Vladimir Poutine décide d'envahir l'Ukraine. Cela sauve Marine Le Pen d'Éric Zemmour, empêtré dans son admiration du dirigeant russe et sa radicalité face aux réfugiés ukrainiens. Mais cela gèle la campagne présidentielle. Emmanuel Macron, porté par un « effet drapeau », arrive en tête au premier tour et se fait réélire pour un second mandat, sans vraiment avoir fait campagne. Avec 41,45 % des voix, Marine Le Pen efface l'humiliation de 2017. Mais la patronne nationaliste pense aussi à ce qu'elle pourrait faire après la politique. Ce n'est qu'en juin 2022, au soir du second tour des législatives et de l'élection de près de 90 députés nationalistes qu'elle commence à entrevoir un chemin pour la présidentielle de 2027. Avec une certitude cette fois-ci : elle peut gagner.

Quand commence l'affaire dite des « assistants parlementaires européens du Front national », celle qui pourrait faire chuter Marine Le Pen. Il y a plus de dix ans. En 2014, par l'envoi d'un courrier anonyme à l'office européen de lutte antifraude (Olaf). Le 15 décembre 2016, le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire pour « abus de confiance », « recel d'abus de confiance », « escroquerie en bande organisée », « faux et usage de faux » et « travail dissimulé ». Le 22 septembre 2023, le parquet demande que Marine Le Pen, le parti, et 25 autres accusés soient jugés par un tribunal correctionnel pour détournement de fonds publics et complicité. Le 31 mars dernier, la championne est condamnée en première instance. Le jour même, elle annonce faire appel. Dix ans, c'est long pour une malédiction. Ce qui fait dire à Marine Le Pen, aujourd'hui, que « la vie n'est pas un long fleuve tranquille ». ■

CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Un plan B qui se précise malgré tout

Comme si de rien n'était, elle a pris la parole à l'Assemblée nationale. Pour parler de Mayotte, devenue son sujet ultramarin fétiche. Elle prépare maintenant sa prochaine bataille, celle de l'énergie. Si elle a obtenu de François Bayrou un débat, mais sans vote, sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, elle menace le premier ministre d'une censure s'il signe le décret découlant de cette PPE avant le vote de la proposition de loi sénatoriale dite « Gremillet » relative à ce secteur. Et elle s'est attelée à la préparation des municipales de 2026.

Deux semaines après sa condamnation en première instance, Marine Le Pen veut faire comme si de rien n'était. Parler en favorite des sondages, pas en candidate empêchée. « Je suis candidate à l'élection présidentielle. » La présidente du groupe RN parle à l'indicatif, jamais au conditionnel. Rendez-vous donc à l'été 2026, pour son procès en appel. Pas avant. Mais pas après non plus.

Pas avant, ce n'est pas une surprise. « Ils peuvent m'euthanasier mais que personne n'attende de moi que je me suicide », confie-t-elle, dans une métaphore de la prochaine actualité parlementaire, pour justifier son refus d'anticiper sa sortie du jeu. Pas question de jeter d'elle-même les gants après avoir « tout sacrifié à cet objectif depuis cinquante ans ». Précision significative : ces cinq décennies renvoient à cette nuit où une petite fille de 8 ans a été réveillée par le souffle d'une explosion détruisant l'appartement familial. Ce combat qui risque de s'achever aux portes de l'Élysée a commencé le jour où elle a compris tout ce qu'elle aurait à vivre et à subir au nom du patronyme Le Pen. Cela justifie de conserver jusqu'au bout cette combativité qui est sa marque de fabrique en dépit du coup de masse dont elle ne cherche pas à masquer la dureté ressentie.

Ne pas envisager de plan B avant l'été 2026, donc. Mais ne pas faire traîner plus longtemps après, car elle jugerait « irresponsable » de laisser son calendrier judiciaire personnel mettre en danger le calendrier politique du Rassemblement national. Si l'appel ne lui permet toujours pas d'envisager une candidature présidentielle, Marine Le Pen se pourvoira en cassation. Pour autant, elle cesserait ce jour-là de se dire candidate. Après un appel négatif, elle passerait le relais de la candidature à Jordan Bardella et continuerait à la rentrée 2026 un congrès du Rassemblement national chargé d'officialiser cette nomination. Afin de laisser à son dauphin le temps nécessaire pour entrer dans ses habits nouveaux.

De même, elle répète que son inéligibilité ne l'empêchera pas de faire tomber le gouvernement Bayrou si elle l'estime nécessaire. Et en cas de dissolution, Marine Le Pen ne pouvant pas se représenter, Jordan Bardella serait alors candidat aux législatives - ce qu'il n'avait pas été en 2022 ni en 2024 - et reprendrait alors la présidence du groupe RN à l'Assemblée. Si le plan B n'est pas d'actualité, il se dessine quand même. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Prolifération nucléaire: un premier contact « positif » entre l'Iran et les États-Unis à Oman

Georges Malbrunot

Les émissaires des deux pays poursuivront samedi leurs discussions indirectes sur le délicat dossier nucléaire.

La Maison-Blanche a salué « un pas en avant » et des discussions « très positives et constructives ». L'Iran a également qualifié les pourparlers de « constructifs », tenus dans une « atmosphère très respectueuse ». Une remarque inhabituelle de la part d'un pays ennemi juré des États-Unis depuis bientôt un demi-siècle.

Pendant deux heures et demie samedi à Mascate, la capitale du sultanat d'Oman, l'émissaire de Donald Trump, Steve Witkoff, et Abbas Araghchi, le ministre des Affaires étrangères iranien, ont échangé des propositions écrites via al-Badr al-Boussaïdi, le chevronné chef de la diplomatie omanaise qui, à quatre reprises, a fait la navette entre les deux délégations, installées dans deux salles séparées d'un même immeuble.

À la fin, MM. Witkoff et Araghchi ont eu quelques minutes d'entretien en face-à-face. Ce qui n'était pas prévu, compte tenu de l'hostilité affichée, jusque-là, par le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, tenant d'une ligne dure face au « Grand Satan ».

Dans un entretien avec des médias iraniens, et pour ne pas s'attirer les foudres des ultraconservateurs à son retour à Téhéran, Abbas Araghchi a minimisé cet échange avec Steve Witkoff, affirmant qu'à sa sortie des discussions, il est tombé sur la délégation américaine. « Suivant le protocole diplomatique, a-t-il dit, on a poliment échangé pendant quelques minutes en disant : "hello comment ça va ?" » Le ministre a pris soin de préciser qu'il n'y avait eu « aucun langage inapproprié » au cours de ces discussions indirectes, assurant

que les deux camps veulent un « accord global rapidement, acceptable par les deux parties ».

À bord de l'avion présidentiel Air Force One, Donald Trump a qualifié ces premières discussions de « OK », mais a refusé d'en dire davantage tant qu'elles ne sont pas terminées.

Washington et Téhéran se sont entendus pour poursuivre samedi prochain leurs discussions toujours sous médiation omanaise, un pays habitué à jouer ce rôle entre l'Iran et les États-Unis. « Le fait d'enchaîner les rencontres à ce rythme est un bon signe, cela montre que les choses avancent sérieusement », confie au Figaro un

Le chef de la diplomatie omanaise, al-Badr al-Boussaïdi, a assuré le lien entre les délégations iranienne (à gauche, avec le ministre des Affaires étrangères de Téhéran, Abbas Araghchi) et américaine (avec l'émissaire de Donald Trump, Steve Witkoff), samedi, à Mascate.

diplomate omanais. Ces nouveaux pourparlers se poursuivront de façon « indirecte », a fait savoir dimanche Téhéran, mais le lieu reste à déterminer.

« Définir un cadre »

« L'objet de ce premier round n'était pas de produire un accord mais de définir un cadre voire un contenu des prochains pourparlers », rappelle Nicole Grajewski, spécialiste de l'Iran aux États-Unis.

Dimanche, Téhéran a affirmé que les prochaines discussions auront pour « seul » sujet le nucléaire et la levée des sanctions. Ces dernières semaines, certains responsables américains, poussés par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, assuraient que l'objectif final des États-Unis était le démantèlement complet des installations nucléaires iraniennes, ainsi que l'arrêt de l'aide iranienne apportée à ses relais au Moyen-Orient, notamment en Irak et au Yémen. Samedi, Steve Witkoff n'aurait pas fait référence à de telles exigences maximalistes.

Pour Vali Nasr, spécialiste de l'Iran à l'université Johns-Hopkins, les États-Unis auraient assuré que leur « seul intérêt » était que Téhéran n'acquiesce pas la bombe, lui reconnaissant le droit à un certain niveau d'enrichissement d'uranium pour des activités nucléaires civiles.

Selon le site d'informations Amwaj, Abbas Araghchi a transmis à Steve Witkoff « les lignes rouges » de Téhéran, en soulignant que « la dénucléarisation n'était pas sur la table ». Mais il a ajouté que l'Iran était ouvert à des discussions sur un retour à un niveau d'enrichissement d'uranium tel que le prévoyait l'accord international nucléaire de 2015, signé entre Téhéran et les grandes puissances et dont Donald Trump s'était retiré en 2018, en échange d'une levée des sanctions qui mettent l'économie iranienne à genoux.

Pour Nicole Grajewski, « le but de Donald Trump est d'empêcher que l'Iran ait la bombe, alors que celui de l'Iran est d'éviter une confrontation militaire et de sécuriser un redressement économique dont le régime a

tant besoin ». Tous les commentateurs s'accordent cependant à reconnaître que le plus dur reste à faire. « Le programme nucléaire est beaucoup plus avancé qu'en 2015, notamment le stock d'uranium enrichi à 60 % grâce à des nouvelles centrifugeuses », fait valoir M^{me} Grajewski.

Selon elle, « tout nouvel accord devra aborder les questions délicates des inspections intrusives pour restaurer la surveillance par l'Agence internationale de l'énergie atomique, des limitations strictes des niveaux d'enrichissement d'uranium, la réduction des stocks d'uranium enrichi à des niveaux élevés et avoir une vue générale sur la production et le déploiement des centrifugeuses avancées ».

Les pays arabes du Golfe, traditionnellement inquiets des ambitions nucléaires de leur voisin, ont salué les résultats de ces premiers contacts – un saisissant contraste avec leur défiance de l'accord international de 2015. Israël ne devrait pas tarder à exprimer ses réserves. ■

Au moins 32 morts dans une frappe russe en Ukraine

Une frappe russe de missiles en ce dimanche des Rameaux a tué au moins 32 personnes et fait près de cent blessés à Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine. Cette attaque contre des civils, qui intervient deux jours après la visite d'un haut responsable américain en Russie, est la frappe la plus meurtrière depuis la reprise de contact entre Washington et Moscou, décidée mi-février par le président américain Donald Trump, et l'amorce de négociations en vue d'un cessez-le-feu. Les autorités de Soumy ont publié des images de corps étendus dans la rue et de personnes courant se mettre à l'abri, de voitures en flammes et de civils blessés à terre. L'attaque a eu lieu « un jour où les gens vont à l'église : le dimanche des Rameaux... Seuls des salauds peuvent faire cela », a lancé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'émissaire américain pour l'Ukraine, Keith Kellogg, a estimé que la frappe contre Soumy « dépasse les limites de la décence ». Le président français, Emmanuel Macron, s'est indigné, affirmant que la Russie poursuit la guerre « au mépris des vies humaines, du droit international et des offres diplomatiques du président Trump ». « Cette guerre, chacun sait que c'est la Russie, seule, qui l'a voulue. Aujourd'hui, il est clair que c'est la Russie qui, seule, choisit de la poursuivre », a-t-il ajouté sur X. Le gouvernement polonais et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont dénoncé une frappe « barbare » tandis que la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, a condamné une « attaque russe horrible et lâche ». (AFP)



Steve Witkoff, l'« émissaire à tout faire » de Donald Trump

Hélène Vissière
Washington

Steve Witkoff fait un peu penser à Forrest Gump. Comme le héros du film, il semble être de tous les événements historiques. Il était en train de golfer avec Donald Trump lorsque celui-ci a échappé en septembre à une tentative d'assassinat. Plus récemment, il fut le premier représentant de la Maison-Blanche à rencontrer Vladimir Poutine depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Samedi dernier, il s'est entretenu avec des responsables iraniens lors du premier dialogue entre les deux pays depuis des années. Cet homme de 68 ans aux cheveux grisonnants a émergé comme le diplomate en chef de la nouvelle Administration. Le président le dépêche de Doha à Moscou pour gérer les crises insolubles.

Il le connaît depuis plus de quarante ans et lui fait confiance. Tout a commencé entre eux par un sandwich jambon-fromage. Ce fils d'un fabricant de manteaux pour dames, après des études de droit, travaille dans une firme spécialisée dans l'immobilier. L'un de ses clients n'est autre que Donald Trump. Un soir, après

de longues discussions sur un contrat, le jeune avocat le retrouve dans une épicerie et lui offre un sandwich car il n'a pas d'argent sur lui. Au fil des ans, les deux hommes deviennent proches. Entre-temps, Steve Witkoff s'est lancé dans l'immobilier. Il rachète des bâtiments pas chers à Harlem et dans le Bronx pour les louer. Puis il se diversifie avec succès dans l'immobilier de bureaux bradé après le krach de 1987. À la fin des années 1990, on murmure qu'il a pris beaucoup de risques et s'est lourdement endetté. Il évite cependant la faillite et continue à développer des projets immobiliers aux États-Unis et dans le monde. Sa fortune, selon Forbes, est estimée à deux milliards de dollars. Si les deux hommes s'entendent si bien, c'est qu'ils ont de nombreux points communs. New-Yorkais de souche, passionnés de golf, ils ont fait carrière dans l'immobilier à Manhattan avant de migrer en Floride en laissant la gestion de leur empire à leurs fils.

Donald Trump est « la personne la plus gentille et compatissante que j'ai jamais rencontrée », a déclaré Steve Witkoff lors d'un discours à la convention républicaine, l'été dernier. Il l'a reconforté lorsque l'un de ses fils est mort d'une overdose. Depuis, le promoteur lui est resté très fidèle même après la tentative du président de se maintenir au pouvoir en 2020. Il a témoigné en sa faveur lors de son procès pour corruption en 2023. Les deux familles sont très proches. Son petit-fils porte le prénom de Don. Ses deux fils sont cofondateurs de l'entreprise de cryptomonnaie lancée à l'automne par le clan Trump. Il a également donné des millions de dollars aux campagnes électorales de son ami.

Dès son élection, Donald Trump a fait de Steve Witkoff son envoyé spécial au Moyen-Orient pour négocier un cessez-

le-feu entre Israël et le Hamas. Avec les Qataris et le représentant de l'Administration Biden sur le départ, il a réussi à imposer une trêve et à faire libérer 30 otages en échange de prisonniers palestiniens. Très impressionné, le président s'est mis alors à lui confier d'autres dossiers épineux au risque d'éclipser Marco Rubio, le secrétaire d'État. En plus du conflit entre Israël et le Hamas, il s'occupe de négocier la paix entre la Russie et l'Ukraine et mène des pourparlers avec l'Iran sur son programme nucléaire. « Witkoff, l'émissaire à tout faire », l'a surnommé sur X Aaron David Miller, un ancien diplomate spécialiste du Moyen-Orient. L'occupant du Bureau ovale le consulte aussi sur toutes sortes de sujets de politique intérieure.

Des résultats mitigés

Le nouvel envoyé spécial n'a aucune expérience diplomatique. Mais il entretient des liens d'affaires avec le Qatar et Abu Dhabi, à qui il a vendu un de ses hôtels de Manhattan. Il a recours aux tactiques de négociation qu'il a employées comme promoteur, un mélange de charme, de flatterie et de ténacité. Ceux qui l'ont fréquenté le décrivent comme un monsieur énergique, enthousiaste, peu enclin à la confrontation. Pendant la campagne, Donald Trump l'a chargé de le rabibocher avec des républicains qu'il avait insultés, notamment Ron DeSantis, son rival lors des primaires.

Le plus gros atout de Steve Witkoff, c'est qu'il a l'oreille du chef de l'État et parle en son nom. « Le meilleur négociateur est celui qui a une relation avec le président », estime Elliott Abrams, spécialiste du Moyen-Orient au think-tank Council on Foreign Relations, qui se demande cependant comment il va gérer

tous ces dossiers complexes. « C'est une très grosse charge à mettre sur les épaules d'une personne », poursuit-il. Witkoff fera-t-il le poids face aux redoutables négociateurs iraniens, alors qu'il ne connaît rien aux subtilités de l'enrichissement de l'uranium ? Dans un entretien au Wall Street Journal, il a expliqué qu'il voulait établir une relation de confiance avec Téhéran et que l'objectif de l'Administration était d'empêcher l'Iran de produire l'arme nucléaire. Pas exactement la position de Michael Waltz, le conseiller à la Sécurité nationale, qui, lui, milite pour le démantèlement total du programme nucléaire.

Jusqu'ici, les résultats du super-émissaire restent mitigés. Outre le cessez-le-feu et la libération d'une partie des otages israéliens, il a œuvré à faire relâcher Marc Fogel, un enseignant américain détenu en Russie. Mais Benjamin Netanyahu a depuis repris ses attaques contre Gaza et plus d'une vingtaine d'Israéliens restent toujours aux mains du Hamas. Il n'y a pas non plus de cessez-le-feu entre Kiev et Moscou. Steve Witkoff s'est entretenu plus de trois heures avec Vladimir Poutine en février. Il a « développé une amitié, une relation » avec le leader russe, a-t-il raconté lors d'une conférence. Mais il a adopté, en passant, la propagande du Kremlin. Dans une interview très remarquée sur un podcast, il a décrit Vladimir Poutine comme un homme « gracieux », « intelligent » et « franc ». Il a laissé entendre que la Russie devrait garder quatre des régions qu'elle a annexées et soutient qu'il est « grotesque » de croire que son but est d'envahir l'Europe. Depuis, il est retourné à Moscou, poussé par Donald Trump qui s'impatiente du manque de progrès. Aura-t-il plus de chance avec les Iraniens ? ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE



« Chouette ! »

s'exclame Maurice en voyant
les lampadaires de son village s'éteindre.
Enfin l'heure pour les oiseaux de nuit
de profiter de la soirée.

Enedis branche les collectivités
à des solutions innovantes pour lutter
contre la pollution lumineuse*.

ENEDIS

Bienvenue dans la nouvelle France électrique.

On recrute, rejoignez-nous.

Aurora, la ville symbole des politiques migratoires que veut démanteler Trump

Adrien Jaulmes Envoyé spécial à Aurora (Colorado)

La cité de la banlieue de Denver, où le gang vénézuélien Tren de Aragua était actif, est devenue l'épicentre de la lutte contre l'immigration.

Les immeubles ont été évacués et les habitants relogés. Les portes et les fenêtres sont bouchées par du contreplaqué, et tout le périmètre est entouré par des grilles qui courent le long des trottoirs. Des caméras en haut d'un mât télescopique surveillent la rue. Malgré sa fermeture en février dernier, The Edge at Lowry, lotissement de six petits immeubles de brique à deux étages dans un quartier en damiers de la ville d'Aurora, l'une des municipalités de la grande banlieue de Denver, reste au centre d'une crise politique nationale, qui oppose l'Administration Trump à la justice américaine.

Plusieurs faits divers qui se sont déroulés dans des appartements de The Edge ont servi à Donald Trump d'argument pour dénoncer pendant la campagne électorale le laxisme des démocrates en matière d'immigration clandestine, et la présence sur le territoire américain de gangs comme le Tren de Aragua (Le Train d'Aragua, nom du pénitencier vénézuélien où il est apparu et dont il avait pris le contrôle), qui a essaimé jusqu'aux États-Unis avec les migrants venus de ce pays.

The Edge at Lowry, lotissement HLM administré par une société basée à New York, était connu localement pour sa vétusté et le peu d'attention qu'y portent ses propriétaires. Les locataires étaient en majorité des immigrants récents. Entre 2022 et 2023, quelque 43 000 nouveaux immigrants se sont installés dans la grande ville du Colorado.

Aurora, qui compte environ 400 000 habitants, voit affluer un grand nombre de réfugiés en provenance du Venezuela. Des associations d'aide aux immigrants logent des familles dans des lotissements à loyers peu élevés, comme The Edge. Mais des membres d'organisations criminelles, tel que le Tren de Aragua, font aussi partie de ces migrants. Certains squattent des immeubles fermés pour insalubrité, comme un autre complexe voisin, qui appartient à la même société de « marchands de sommeil ». La criminalité augmente parallèlement. Dans l'atmosphère fiévreuse de la campagne présidentielle, Aurora est propulsée dans le débat national en août dernier, quand un vidéo circule montrant des hommes armés dans les couloirs de l'un des immeubles. Elle est reprise par une élue du conseil municipal d'Aurora, Danielle Jurinsky.

Cette restauratrice, récemment élue, ulcérée par les politiques d'accueil des migrants, accuse la municipalité d'Aurora et l'État du Colorado, tous

deux démocrates, de favoriser l'immigration au détriment des habitants. « Le gouverneur Jared Polis et le maire de Denver, Mike Johnston, ont conspiré pour faire entrer subrepticement des milliers de migrants dans notre ville, en utilisant plusieurs organisations à but non lucratif, ce qui met en danger la sécurité de nos citoyens », lance-t-elle. En pleine campagne, Jurinsky devient une célébrité nationale, et est invitée sur Fox News pour mettre en garde contre les dangers de l'immigration incontrôlée. Trump se saisit de l'affaire d'Aurora, qu'il cite dans ses discours. Il vient même en octobre dernier tenir un rassemblement dans cette ville. Il fait monter Danielle Jurinsky sur scène, et promet des expulsions massives dans un plan qu'il baptise « Opération Aurora ».

« Je suis tout à fait en faveur de l'immigration légale mais l'immigration illégale doit être contrôlée. Les premiers victimes des gangs criminels qui s'installent sont les immigrants du pays auquel ils appartiennent »

John Fabbriatore Ancien directeur du bureau de ICE à Denver

Plusieurs hommes figurant sur la vidéo ont été arrêtés ultérieurement, dont deux sont membres du Tren de Aragua. En décembre, un autre fait divers survient dans The Edge, quand un couple de Vénézuéliens est séquestré et torturé par des gangsters dans l'un des appartements. Ce dernier événement et les plaintes répétées contre l'insalubrité des immeubles conduisent un juge à ordonner la fermeture du lotissement. Les habitants sont relogés. Mais Aurora est devenue la ville symbole de la criminalité des gangs étrangers et du laxisme démocrate.

Depuis son élection, Trump mentionne de nouveau Aurora et le Tren de Aragua dans son discours au Congrès. Il tient sa promesse de campagne. Le gang lui sert de justification pour mettre en place un nouveau modèle d'expulsions de clandestins qui défie le système judiciaire américain. Le jour de son investiture, Trump signe un décret désignant les cartels sud-américains comme organisations terroristes. Un mois plus tard, le 19 février, le Département d'État place le Tren de Aragua dans la liste des « organisations terroristes étrangères », au même titre qu'al-Qaïda

ou l'État islamique. Le 15 mars, Trump invoque l'acte sur les ennemis étrangers (Alien Enemy Act de 1789) et accuse le gang de mener une « guerre irrégulière » visant à déstabiliser les États-Unis sur l'ordre de Nicolas Maduro, le président du Venezuela.

La loi, prévue pour être utilisée en temps de guerre, a été invoquée pour la dernière fois pendant la Seconde Guerre mondiale pour incarcérer les Américains d'origine japonaise. Elle lui donne le pouvoir d'expulser sommairement toute personne accusée d'appartenir au Tren de Aragua. Le soir même, trois vols transportant 238 Vénézuéliens et 23 ressortissants salvadoriens soupçonnés d'appartenir à des gangs s'envolent pour le Salvador. Ce pays est payé par les États-Unis pour les incarcérer pendant au moins un an dans un Cecot, centre de confinement des terroristes, prison de haute sécurité créée par le président Nayib Bukele pour lutter contre la criminalité. 137 des expulsés l'ont été en vertu de la loi sur « les ennemis étrangers ». L'expulsion a aussi défié la décision d'un juge fédéral américain, qui avait ordonné sa suspension, en attendant que les cas soient examinés, et le retour des avions déjà en vol. L'épisode marque le début d'une épreuve de force avec la justice. Trump a appelé à la « destitution » du juge. Tom Homan, le tsar des frontières nommé par Trump pour lutter par tous les moyens contre l'immigration clandestine, a expliqué qu'il allait respecter les décisions de justice, mais qu'il ne se soucie pas de l'opinion des juges sur la loi sur les ennemis étrangers.

L'affaire a depuis été portée devant la Cour suprême. Divisée, celle-ci a autorisé lundi le recours à la loi sur les « ennemis étrangers » pour expulser des migrants vénézuéliens. Mais les juges rappellent qu'ils ont droit à une audience devant un tribunal, dans un « délai raisonnable », avant d'être expulsés. L'appartenance des expulsés à des gangs criminels a été aussi questionnée. Un Salvadorien réfugié dans le Maryland, Kilmar Armando Abrego Garcia, aurait ainsi été expulsé par erreur, soupçonné à tort d'appartenir au gang MS-13, et envoyé dans la prison Cecot. Son cas a aussi été porté devant la Cour suprême, qui a ordonné à l'administration de « faciliter » son retour.

Le bras de fer entre l'Administration Trump et la justice continue aussi à Aurora. L'agence fédérale ICE (Immigration and Customs Enforcement), chargée d'appliquer les lois sur l'immigration, a arrêté le 18 mars une militante pro-immigration, Jeanette Vizguerra.

Le président du Salvador reçu par son homologue américain après lui avoir ouvert

Patrick Bèze

Le président salvadorien, Nayib Bukele, sera reçu à Washington lundi 14 avril par Donald Trump. Il fait tout ce qu'il peut pour se montrer le meilleur allié de l'hôte de la Maison-Blanche. Le 16 mars, son pays a reçu 238 Vénézuéliens expulsés des États-Unis. Parmi eux, 137 sont soupçonnés d'appartenir au groupe mafieux Tren de Aragua. Ils ont été expulsés en vertu de l'Alien Enemies Act datant de 1798, qui permet de déporter des étrangers résidant légalement aux États-Unis. Cette loi n'a été utilisée qu'en 1812 puis pendant les deux guerres mondiales. Les 101 autres Vénézuéliens ont été expulsés pour immigration illégale.

C'est lors de la visite du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, en Amérique centrale, début février, que Nayib Bukele a fait la proposition à Washington de recevoir dans son pays des personnes que la Maison-Blanche souhaite expulser, quelle que soit leur nationalité. Elle

revient à faire de son pays une espèce de Guantanamo centraméricain. « Nous avons proposé aux États-Unis l'opportunité d'externaliser une partie de leur système carcéral (chez nous), a expliqué le président salvadorien, Nous sommes disposés à accueillir les criminels convaincus, dont des criminels américains, dans notre "mégaprison" (Cecot, ou centre de confinement du terrorisme, NDLR) en échange d'une rémunération. Celle-ci sera relativement bon marché pour les États-Unis mais significative pour nous, et cela financera notre système carcéral. »

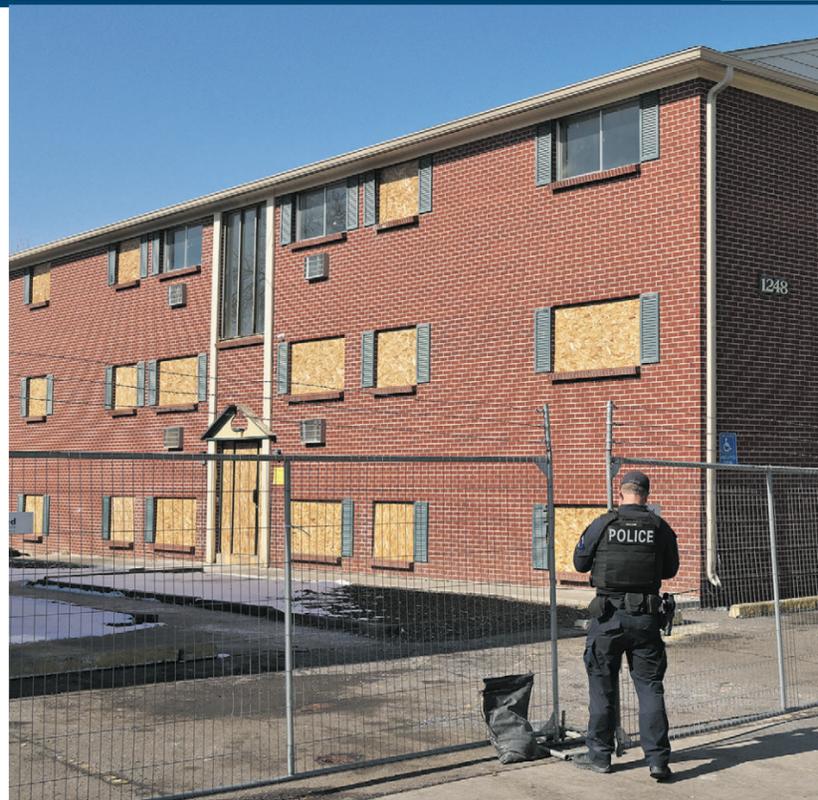
On ne connaît pas exactement la contrepartie financière de ce « deal ». Certains parlent de 6 millions de dollars. D'autres de 15. Le chiffre de 20 000 dollars par personne expulsée est également évoqué. Reste que la proposition du président salvadorien a été reçue avec enthousiasme par Marco Rubio : « Aucun pays n'a jamais fait une telle offre amicale. Nous lui en sommes profondément reconnaissants. J'en ai parlé au président Trump. »

La secrétaire américaine à la Sécurité du territoire, Kristi Noem, s'est affichée

la semaine devant des détenus dans la mégaprison de 40 000 places construite par le président Bukele. « Si vous commentez un crime, voici l'une des conséquences auxquelles vous pourriez faire face, a-t-elle déclaré. Tout d'abord, ne venez pas dans notre pays illégalement. Vous serez expulsés et vous serez poursuivis. Mais sachez que cette installation est l'un des outils de notre arsenal, que nous utiliserons si vous commettez des crimes contre le peuple américain. »

Un vide juridique abyssal

Pour Bukele, c'est aussi un moyen de légitimer son système répressif, largement contesté par les organisations de défense des droits de l'homme. C'est aussi une façon de s'imposer au cœur de la révolution conservatrice en cours à travers le monde, malgré la modestie de son pays. C'est enfin un moyen de financer le gigantesque système carcéral qu'il a mis en place pour lutter contre les maras, ces bandes mafieuses qui ont longtemps rendu cauchemardesque la vie des Salvadoriens.



ra. Entrée illégalement aux États-Unis, cette mère de famille était devenue célèbre en 2017 quand elle s'était réfugiée dans une église de Denver pendant trois ans, pour éviter son expulsion durant le premier mandat de Trump. Cette arrestation symbolique est un message directement envoyé aux activistes qui s'opposent aux pratiques d'ICE. « Elle a été arrêtée délibérément pour intimider les militants qui s'opposent aux politiques d'expulsions », explique Katie Leonard, militante du Parti pour le socialisme et la libération, lors d'une manifestation de soutien devant le centre de détention de ICE à Aurora, « son arrestation fait partie d'un plan plus général contre les défenseurs des migrants ». Dans ce centre, géré par la compagnie privée GEO, sont détenus

des immigrants clandestins en attente d'être expulsés, et les militants craignent que Vizguerra soit extradée.

Après l'invoquer de la loi sur les « ennemis étrangers », et le défi lancé au système judiciaire, l'Administration Trump s'en prend aussi aux « sanctuaires », ces villes et ces États américains gouvernés par des démocrates, qui refusent de coopérer avec les autorités fédérales. « Fini les villes sanctuaires ! Elles protègent les criminels, pas les victimes. Elles déshonorent notre pays et font l'objet de moqueries dans le monde entier », a écrit jeudi Donald Trump sur son réseau Truth Social. « Je travaille sur des documents visant à suspendre tout financement fédéral pour toute ville ou tout État qui permet à ces pièges mortels d'exister ! »



Expulsés des États-Unis en vertu de l'Alien Enemies Act, des membres présumés du gang vénézuélien Tren de Aragua sont, depuis mi-mars, incarcérés au Centre de confinement du terrorisme, à Tecoluca, au Salvador.



Ci-contre : The Edge at Lowry, un lotissement HLM d'Aurora qui accueillait des immigrants, a été évacué en février, à la suite de faits divers impliquant un gang vénézuélien.

En bas : des officiers de l'agence fédérale chargée du contrôle des frontières et de l'immigration (ICE) procèdent à une arrestation, le 5 février, à Denver.

agents fédéraux de l'immigration et des douanes. Le gouvernement fédéral n'a jamais imposé à un Etat d'envoyer ses policiers appliquer les lois sur l'immigration», explique-t-il, «dans la plupart des cas, les services d'immigration ne demandent que des informations. Or les villes sanctuaires limitent ces informations. La police d'Aurora est même allée jusqu'à cesser de remplir la case du lieu de naissance dans les rapports d'arrestation», ajoute-t-il. «De nombreuses villes sanctuaires excluent délibérément cette information, qui ne figure donc pas dans les fichiers centralisés gérés par le FBI. Cela montre clairement qu'elles essaient de contourner la loi fédérale sur l'immigration en ne partageant pas ces informations.»

Fabbricatore, qui a démissionné de son poste en 2022, «exaspéré par l'Administration Biden et la façon dont elle gérait la situation à la frontière», est l'auteur d'un ouvrage où il dénonce les dérives des cités sanctuaires : *De-ICEd : L'Amérique à l'ère des frontières ouvertes et de l'immigration incontrôlée* (non traduit). Candidat aux élections au Congrès en novembre dernier pour la circonscription d'Aurora, il a été battu par son adversaire démocrate, Jason Crow. Il n'en continue pas moins de critiquer les politiques, selon lui laxistes, du Colorado.

Cet Etat, l'un des rares situés au centre de États-Unis mais à majorité démocrate, a été le premier à légaliser la marijuana et est vu comme un laboratoire des politiques progressistes. «L'un de ces avantages du Colorado pour les immigrants clandestins, poursuit John Fabricatore, est qu'il délivre des permis de conduire sans demander une durée minimale de résidence (le permis de conduire sert de document d'identité aux États-Unis). Il permet également aux étrangers en situation irrégulière d'aller à l'école gratuitement, y compris à l'université, de bénéficier des prestations sociales de l'Etat, qui s'alignent sur les prestations fédérales. Le Colorado a ouvertement déclaré qu'il cachait les étrangers en situation irrégulière recherchés par ICE, et a adopté une loi empêchant les agents fédéraux d'entrer dans un palais de justice pour arrêter des étrangers en situation irrégulière qui ont été reconnus coupables de crimes par un tribunal.»

«Je suis tout à fait en faveur de l'immigration légale, dit Fabricatore, mais l'immigration illégale doit être contrôlée. Les premières victimes des gangs criminels qui s'installent sont les immigrants du pays auquel ils appartiennent. Il est faux de dire que les Vénézuéliens qui sont arrivés sont des criminels, mais sur quelle 40 000 Vénézuéliens arrivés au Colorado, entre 400 et 700 membres de gangs se sont glissés parmi eux. Et c'est beaucoup lorsqu'ils sont concentrés dans une petite ville.» ■

les portes de sa prison géante

«85 000 personnes ont été arrêtées au Salvador dans le cadre de la lutte contre les maras, rappelle Jimena Reyes, directrice du bureau des Amériques de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La plupart n'ont toujours pas été jugés. Et pour ceux qui l'ont été, il s'agissait de parodie de jugement avec des procès de masse concernant 800 à 900 personnes en même temps.» Jimena Reyes relève que pour les Vénézuéliens récemment expulsés des États-Unis, on se trouve dans un vide juridique abyssal. Ils ont été conduits dans la mégaprise sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux par les autorités salvadoriennes. Ils ne pourront pas bénéficier de l'assistance de leur pays, car il n'y a plus de représentation consulaire vénézuélienne à San Salvador.

Les conditions de détention dans le Cécot sont particulièrement drastiques. Les prisonniers sont soumis à une lumière artificielle 24 heures sur 24. Ils sont continuellement sous l'œil d'une vidéosurveillance. Ils mangent avec les doigts des haricots et du riz car tout couvert est

banni. Ils sont la plupart du temps pieds et poings liés. Les murs sont dépourvus de fenêtre. Le seul air frais vient d'une ouverture dans le toit des bâtiments. Rencontré par le quotidien espagnol *El País*, le directeur de l'établissement expliquait qu'il est «impossible de s'évader. Ces psychopathes vont passer le reste de leur vie derrière ces barreaux». Les détenus ne peuvent avoir de contacts avec un avocat ou leur famille. Beaucoup n'ont jamais été jugés. Certains ont été arrêtés parce qu'ils portaient un tatouage.

Cette politique de la *mano dura* a porté ses fruits. Quand Bukele a accédé en 2019 au pouvoir, le taux d'homicide était de 87 pour 100 000 habitants. Le Salvador était l'un des pays les plus violents du monde. En 2023 il n'était plus que de 2,41. Le pays est en état d'urgence permanente depuis 2022. L'écrivain Giuliano da Empoli disait dans nos colonnes cette semaine : «Chez Mohammed Ben Salman et Nayib Bukele, on retrouve l'idée machiavélique typique selon laquelle la fin justifie les moyens. Ils transgressent donc les règles de façon extrêmement brutale.» ■

En Pologne, le PiS tente de combler son retard avant la présidentielle

Adam Hsakou Varsovie

À un mois du premier tour, le défilé soutenu par le parti conservateur a rassemblé ce week-end des dizaines de milliers de participants.

«**N**ous voulons une Pologne avec des aspirations. (...) Nous avons un devoir envers ceux qui nous ont précédés et ceux qui nous suivront. Nous voulons une grande Pologne!», lance avec entrain, tout sourire et bras levés, au centre de la place du Château à Varsovie, Karol Nawrocki, le candidat présidentiel soutenu par le parti national-conservateur Droit et Justice (PiS). Sous un soleil printanier rayonnant, ils sont des dizaines de milliers à s'être réunis pour célébrer le millième anniversaire du couronnement de Boleslas le Vaillant, premier souverain du pays, et la cinquantième bougie de l'hommage prussien, moment historique où le duc de Prusse, grand maître de l'ordre Teutonique, plia le genou devant le roi de Pologne, Sigismond.

Mais ce rassemblement va bien au-delà de la marche mémorielle. «C'est un moment important de la campagne présidentielle», confie au *Figaro* Jaroslaw Kaczynski, le chef de file du PiS. Entouré de parlementaires issus de la droite dure et protégé par un cordon de sécurité, le leader politique défile, acclamé par les vivats de ses partisans, vêtus aux couleurs du pays et agitant des drapeaux rouge et blanc dans les airs.

À bientôt un mois du premier tour de l'élection présidentielle, le défilé constitue un tour de force du camp souverainiste, qui a activement soutenu son organisation pour susciter l'engouement autour de son candidat, Karol Nawrocki, à la peine dans les enquêtes d'opinion. Le quadragénaire, directeur de l'Institut de la mémoire nationale, est un novice en politique, non encarté chez Droit et Justice,

et encore inconnu du grand public il y a quelques semaines.

Sa candidature est un pari signé Jaroslaw Kaczynski. L'homme fort de la droite polonaise depuis deux décennies a misé sur un nouveau visage, censé renouveler le courant nationaliste-conservateur, usé par les affaires après huit années de pouvoir tumultueux, de 2015 à 2023. Depuis, le parti a perdu les élections législatives d'octobre 2023, qui ont vu triompher le camp libéral mené par le pro-européen Donald Tusk. Mais les souverainistes ne comptent pas lâcher la présidence, qu'ils contrôlent encore par l'intermédiaire d'Andrzej Duda, capable de bloquer les initiatives gouvernementales grâce à son droit de veto.

«L'élection présidentielle sera un référendum sur le gouvernement de Tusk. Je suis convaincu que les gens vont rejeter son action, ainsi que son dauphin, Trzaskowski»

Mariusz Blaszczak
Un ancien ministre PiS

Le prochain scrutin pourrait toutefois mettre un terme à la cohabitation : le centriste Rafal Trzaskowski, maire de Varsovie et candidat malheureux lors de la présidentielle de 2020, fait la course en tête cette année, avec 33 % des intentions de vote, tandis que Nawrocki fait dix points de moins. L'emprise des libéraux sur le paysage politique serait un cauchemar pour le PiS. «L'élection présidentielle sera un référendum sur le gouvernement de Tusk. Je suis convaincu que les gens vont rejeter son action, ainsi que son dauphin, Trzaskowski. La vie

chère, la qualité des soins de santé, la sécurité, ses positions sur le pacte migratoire et le pacte vert sont autant de sujets sur lesquels les gens ne sont pas satisfaits», estime, au cœur du cortège, Mariusz Blaszczak, ministre de l'Intérieur puis de la Défense dans les gouvernements successifs du PiS de 2015 à 2023, et actuel chef de son groupe parlementaire à la Diète.

Dans une société où la polarisation politico-médiatique atteint des sommets, les manifestants ne cachent pas leur hostilité à l'égard de Donald Tusk, l'actuel premier ministre. «Les thèmes clés sont l'économie, l'immigration et la sécurité. Je crains que les nouvelles dotations accordées aux retraités soient supprimées, et que les migrants du Sud continuent d'affluer», s'indigne Maciej, 56 ans, qui a fait plus de trois heures de voiture depuis la ville de Wrocław pour se joindre aux festivités.

Justement, la moyenne d'âge de la foule est élevée : les cheveux poivre et sel dominent largement. «Ce sont les plus de 40 ans qui décident de l'élection en Pologne», se rassure le député PiS Sebastian Lukaszewicz. Certes, le PiS excelle dans cette catégorie. Mais cela sera-t-il suffisant ? Le parti Confédération, à l'extrême droite de l'échiquier politique, compte 18 % de soutien et lorgne une entrée inédite au second tour. Dans les prochains jours, l'appareil de Droit et Justice va redoubler d'effort pour rester l'hégémon conservateur du pays. «Notre leader Jaroslaw Kaczynski nous a demandé de visiter plusieurs dizaines de communes pour soutenir Nawrocki. Il m'en reste cinq à visiter», sourit le député, tandis que les pavés de Varsovie résonnent sous le pas de danseurs ambulants, décidés à battre le record du monde de couples dansant la polka, haut symbole de la culture polonaise. ■

La fronde naissante de militaires israéliens contre la guerre à Gaza

Marc Henry Tel-Aviv

Plusieurs centaines de pilotes réservistes, de marins et de soldats spécialisés dans le renseignement ont signé des pétitions réclamant l'arrêt des combats.

Un début de sédition ébranle de nouveau l'armée israélienne. Un millier de pilotes réservistes ou à la retraite, plusieurs centaines de marins et de membres de l'unité 8200 spécialisée dans la cyberguerre, ainsi que des médecins du cadre de réserve ont signé une série de pétitions pour réclamer la fin de la guerre dans la bande de Gaza. Cette initiative survient au moment où l'armée a relancé ses opérations contre le Hamas dans la bande de Gaza, en réoccupant près d'un quart de la superficie de cette enclave.

Les signataires dénoncent cette offensive qui risque, selon eux, de mettre en danger les 59 otages, dont 24 seraient encore en vie, détenus par le mouvement islamique depuis les massacres du 7 Octobre dans le sud d'Israël. Les contestataires estiment que le gouvernement de Benjamin Netanyahu veut prolonger la guerre pour des «raisons personnelles et politiques». Autrement dit : le premier ministre aurait pour priorité de croire à sa majorité, qui menacé de provoquer la chute du gouvernement au cas où il mettrait fin «prématurément» aux combats sans avoir éradiqué le pouvoir que le Hamas exerce sans partage dans la bande de Gaza depuis 2007. La prolongation du conflit présenterait aussi l'avantage de

fournir au chef du gouvernement un prétexte pour repousser la nomination d'une commission d'enquête présidée par un juge de la Cour suprême. Une telle instance risque fort de mettre en cause sa responsabilité dans le fiasco sécuritaire, qui a abouti au 7 Octobre.

La question des otages

À ce réquisitoire, Benjamin Netanyahu a répliqué vertement. Selon lui, les signataires ne sont qu'un «petit groupe bruyants d'anarchistes qui envoient un message de faiblesse au Hamas». Il souligne par ailleurs qu'un grand nombre d'entre eux n'ont pas servi depuis des années. Il a prévenu qu'un tel mouvement de contestation ne parviendra pas à ses fins. Une allusion aux centaines de pilotes qui avaient menacé de ne plus accomplir leurs périodes de réserve pour protester contre une réforme judiciaire du gouvernement qu'ils jugeaient liberticide, quelque mois avant le déclenchement de la guerre à Gaza. Le mouvement, ainsi que les énormes manifestations déclenchées contre ce projet, avait pris une telle ampleur que Benjamin Netanyahu avait gelé le dossier en attendant des jours meilleurs. Il a par la suite accusé ces manifestants d'avoir encouragé le Hamas à passer à l'action, au vu des fractures mises au jour dans la société israélienne.

Détail important : les signataires des pétitions ont cette fois pris la précaution de ne pas appeler à refuser d'effectuer des périodes de réserve, contrairement à la précédente contestation au sein de Tshahal. Sur le plan disciplinaire, le commandant de l'armée de l'air, le général Tomer Bar, a pris des sanctions et annoncé que les réservistes signataires ne pourront plus voler. Le chef de la marine a pris des décisions comparables.

Reste à savoir, si cette contestation va faire tache d'huile. Seule certitude : les signataires sont sur la même longueur d'onde que l'opinion publique. Des sondages récents indiquent que plus des deux tiers des Israéliens estiment que la libération des otages doit être prioritaire, y compris au prix de l'arrêt des combats avant une «victoire totale» sur le Hamas et de la libération de centaines, voire de milliers de Palestiniens détenus par Israël, y compris des auteurs de sanglants attentats condamnés à des peines de prison à perpétuité. Les familles des otages continuent également leur campagne en ce sens. Tout pourrait dépendre de Donald Trump, à qui Benjamin Netanyahu peut difficilement refuser quoi que ce soit. Pour le moment, le président américain, qui a reçu à plusieurs reprises des familles d'otages, semble être le seul en mesure de forcer la main du premier ministre. ■

Surpopulation carcérale : Gérard Darmanin engage de 3 000 places de prison en préfabriqué

Paule Gonzalès

Le ministre de la Justice a visité en Allemagne vendredi des infrastructures « modulaires » destinées aux détenus les moins dangereux. Le premier établissement français de ce type sortira de terre à l'automne 2026 dans l'Aube.

Façon « team building ». Gérard Darmanin n'a pas mené le ministère de l'Intérieur par la force, il ne le fera pas davantage Place Vendôme. Question de temps et de tempérament : le ministre de la Justice en poste préfère gouverner à la conviction et, comme il le dit, « emmener les professionnels vers les projets pour qu'ils nous accompagnent ». « Il y a des résistances, mais il faut écouter et convaincre », ajoute-t-il.

C'est le cas dans le dossier des prisons préfabriquées, ces infrastructures que le garde des Sceaux souhaite voir sortir de terre pour incarcérer les détenus en fin de peine ou condamnés pour de courtes durées. Un projet loin de faire l'unanimité chez les surveillants pénitentiaires, inquiets d'une dégradation rapide de ces prisons « modulaires » et de leurs conditions de travail. C'est pourquoi Gérard Darmanin – qui s'était rendu en Angleterre sur le même thème il y a quinze jours – a embarqué cette fois les quatre grandes organisations syndicales de la pénitencière (la CGT, le SPS, FO-surveillants et Ufap-surveillants) dans le nord de l'Allemagne, en Basse-Saxe, au sein du complexe pénitentiaire de Meppen.

Son but : convaincre les professionnels de la pénitencière que la France n'a « plus le choix face à l'évolution de la surpopulation carcérale ». « Il faut construire beaucoup et plus vite », rappelle-t-il dans les allées de la prison « modulaire » modèle. Elle lui est présentée par la ministre de la

Justice du Land, Kathrin Wahlmann, qui reçoit le garde des Sceaux.

Depuis son arrivée Place Vendôme il y a quatre mois, Gérard Darmanin a une conviction : au nom du principe de réalité, l'une des solutions à la surpopulation carcérale endémique « passe par la construction de structures légères, moins coûteuses en termes de sécurité, car nous pourrions y incarcérer les profils les moins dangereux. On compte 15 000 détenus pour délits routiers, tout de même », rappelle-t-il. Il faut y ajouter 18 000 détenus pour violences conjugales et 25 600 détenus avec un reliquat de peine de moins d'un an. En sacrifiant à une cote mal taillée, l'administration pénitentiaire estime qu'un tiers des 82 000 détenus actuels pourraient vivre sous un régime carcéral plus souple et moins coûteux.

Or, « aujourd'hui », rappelle Sébastien Cauwel, directeur de l'administration pénitentiaire, ce sont 800 détenus en plus que l'on compte en détention chaque mois. « Sur la seule semaine dernière, 400 nouveaux détenus sont arrivés ; 5 000 détenus dorment actuellement sur des matelas au sol et, dans certaines régions, il n'y a plus de marge de manœuvre. Le risque principal est donc de ne rien faire », prévient-il.

Un constat que partage Gérard Darmanin, lui qui avance au pas de charge depuis janvier, quitte à bousculer la lenteur de son administration et de ses procédures, pour mettre tout le monde sous adrénaline : recension des domaines pénitentiaires, étude comparative in situ des structures légères



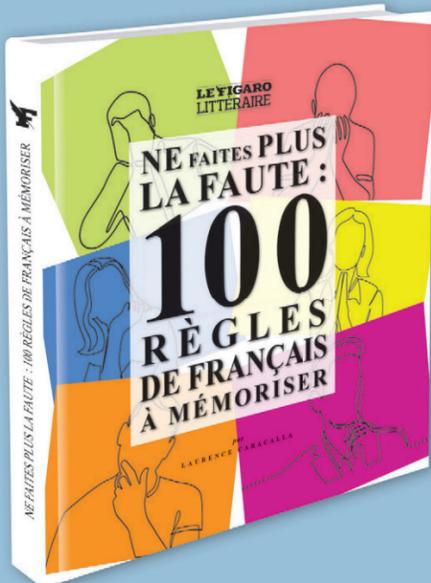
Gérard Darmanin, lors de sa visite du complexe pénitentiaire de Meppen (Basse-Saxe), vendredi. Le garde des Sceaux y avait importantes organisations syndicales de la pénitencière afin de les convaincre de la pertinence de son projet.

NOUVEAU

LE FIGARO
LITTÉRAIRE

présente

Pour en finir
une bonne fois pour toutes !



Connection ou connexion
Diagnostic ou diagnostic
Colorer ou colorier
Regrets ou remords

Ligne « un » ou ligne « une »

Il s'assoie ou il s'assoit

Payer en carte ou payer par carte

Etc, etc...

9€₉₀ | 150 pages, EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

res existantes en Europe, visite ce lundi des industriels de la construction « hors site », lancement d'un premier appel d'offres d'ici à la fin du mois... Le ministre a déjà un plan : « D'ici à 2027, voire 2028, je souhaite la création, sur les domaines pénitentiaires, de quinze structures de semi-liberté – soit 1500 places – et 10 structures dédiées aux courtes peines – également 1500 places. Soit en tout 3000 places, constructibles en dix-huit mois. Nous lançons dès à présent une première structure de 50 places sur le domaine pénitentiaire de Troyes-Lavau, pour une livraison à l'automne 2026 », confie-t-il au Figaro.

Dans l'enceinte des établissements pénitentiaires, le ministre sera maître chez lui et pourra contourner quelques obstacles, comme les permis de construire ou les contentieux en tout genre. En revanche, les syndicats de surveillants ont obtenu que les constructions se fassent certes sur les domaines pénitentiaires, mais en dehors des murs d'enceinte existant, « pour éviter que ne s'aggravent la porosité des établissements, les projections et l'introduction massives de produits illicites. La situation étant déjà catastrophique », note Hervé Segaud, représentant de FO-surveillants.

Consultées et associées à la réflexion de leur ministre, les organisations syndicales évoluent progressivement, convaincues qu'il faut laisser sa chance au produit « avec quelques réserves cependant, car il faudra bien trouver le personnel », souligne Emmanuel Chambaud, secrétaire général de l'Ufap, qui rappelle que « la pénitencière souffre d'un déficit de 7000 agents » tout de même.

Dans l'équation du ministre, outre le profilage des détenus selon leur dangerosité, la réduction du temps de construction des prisons. « Cela ne prend pas moins de sept ans aujourd'hui, notamment à cause de cahiers des charges trop gourmands », déplore-t-il. La question financière a également son importance : « une place de prison coûte aujourd'hui au contribuable 350 000 euros. On doit pouvoir descendre le coût significativement, à 200 000 en rythme de croisière », espère-t-il, les yeux braqués sur le plan 15 000 places de prison, promis pour 2027 et déjà revu à la baisse. « Nous allons construire autant de places que prévu, mais en moins cher et plus vite », promet-il.

En ligne de mire, aussi, l'horizon budgétaire de la loi de finances 2026. Car Gérard Darmanin est déjà à la recherche de tous

La maison d'arrêt de Nice rongée

Vincent-Xavier Morvan
Nice (Alpes-Maritimes)

« Le parler ! » À ce cri poussé par le surveillant qui ouvre la porte, la petite troupe massée sur le trottoir s'avance pour répondre à l'appel et passer le portique de sécurité, formalité indispensable pour entrer en prison. Comme nous sommes mercredi, des enfants sont présents pour visiter un parent. Jean-Pierre, un septuagénaire, est venu voir son fils, comme il le fait deux fois par semaine depuis juillet 2023. « Il vient de fêter ses 50 ans », explique le retraité au blouson de motard. « Il vit avec deux autres détenus dans une cellule de 9 mètres carrés, sans compter les cafards, deux cents par jour. Ils les attrapent avec du papier autocollant, c'est facile de les compter », glisse l'homme avec quelque chose de triste dans le regard.

Bienvenue à la maison d'arrêt de Nice, « la cinquième ville du pays, peut-être la plus riche et qui a pourtant la prison la plus pourrie de France », pointe Nordine Souab, délégué syndical Ufap-Unsa-justice, en poste dans l'établissement depuis vingt-cinq ans et « écaillé du paradoxe ». « Pas d'eau chaude en cellule, juste un évier avec de l'eau froide. Une douche à la durée limitée tous les deux jours. En été, les détenus se lavent quand même au lavabo dans leur cellule et inondent les coursives à la grande colère des "auxi", les prévenus employés au nettoyage », raconte le délégué. En service depuis 1887, la prison de Nice n'a pas de climatisation, rendant l'été infernal.

À la vétusté s'ajoute un taux d'occupation record. « Au 31 mars, sur 270 places hommes, on est à 538 personnes hébergées, et sur 39 au quartier des femmes, à 51 détenues », constate Damien Martinelli, le procureur de la Ré-

ge la construction



emmené les représentants des quatre plus

sence du moindre détenu enfermé le temps de la visite, on hésite entre la représentation idyllique de la prison qui réinsère et une évocation dystopique. Les cellules aux murs clairs sont meublées dans le style scandinave, tandis que les espaces destinés aux personnels impressionnent les syndicalistes français.

En 2018, la direction de l'administration pénitentiaire de Basse-Saxe, elle aussi confrontée à la surpopulation carcérale, démarre une expérimentation sur son domaine pénitentiaire, qui compte 400 détenus répartis entre une maison d'arrêt et un quartier de semi-liberté : la construction en préfabriqué d'un nouveau quartier dédié à un public vulnérable - handicapés, fragilités psychiques, délinquants sexuels et médiatiques. Une quarantaine de détenus, malgré tout dangereux, dont « les peines vont jusqu'à 15 ans de prison » pour 21 personnels, souligne Stephanie Springer, directrice de l'administration pénitentiaire, qui a piloté ce programme. En filigrane, l'idée que la construction modulaire n'empêche pas une sécurité maximale.

« Nous avons commencé par les prisons de haute sécurité, qui, sans M. Amra, n'auraient peut-être pas existé. Nous repensons aujourd'hui tout le monde des murs. Nous continuerons demain sur celui des peines »

Gérald Darmanin
Ministre de la Justice

« Nous avons lancé la construction en 2021 », détaille Jürgen Thiem, qui dirige l'entreprise familiale éponyme basée à Leipzig (Saxe) et spécialisée dans la construction carcérale. « Il ne s'est écoulé que dix mois entre la conception et la livraison finale. Une seule entreprise exécute le cahier des charges et non une multitude, avec leur délai et des approximations. D'autre part, nous ne sommes pas soumis aux risques météo, facteur de retards et de surcoûts, puisque tout est construit en usine », explique le dirigeant. Il insiste en revanche sur la nécessité d'une logistique millimétrée et d'un degré de précision maximal lors de la conception, car les infrastructures électriques et sanitaires sont définitivement intégrées au bâti. Après une simulation de l'ensemble en usine, les modules sont transportés par camion, « assemblés comme des Lego » et branchés à une dalle technique en trois jours. L'achèvement des travaux d'aménagement et la mise en service ne dépassent pas douze semaines.

Contrairement au modèle anglais, plus proche de l'Algeco métallique, bruyant, mal isolé, et vite défraîchi, les 23 modules allemands en béton armé, insensibles à toute dégradation, restent flambant neufs quasi quatre ans après leur mise en service. « Chaque détenu signe en entrant un état des lieux. Des tours de rangement et de ménage sont organisés si bien que nous savons exactement ce dont chacun est responsable », souligne Bernhard Saalfeld, directeur adjoint du centre pénitentiaire de Meppen. ■



En mars, les prisons françaises (ici, à Toulouse-Seysse) accueillent 82 000 détenus pour 62 000 places net, et, au regard des arrivées, ce record devrait être battu le mois prochain. LIONEL BONAVENTURE/AFP

Des infrastructures légères pour combler l'absence de nouvelles cellules « en dur »

La surpopulation carcérale, sujet brûlant. Les derniers chiffres de la pénitentiaire, en mars 2025, affichent 82 000 détenus pour 62 000 places net. Au vu des entrées actuelles, un nouveau record sera battu le mois prochain. « La direction de l'administration pénitentiaire anticipait 85 000 détenus en 2030. Mais à ce rythme, nous savons que ce n'est plus qu'une affaire de mois », prévient-on dans les milieux pénitentiaires. Laurent Ridet, inspecteur général de la justice et ancien directeur de l'administration pénitentiaire, aime à rappeler que « la pénitentiaire est le seul service public qui ne dit jamais "stop" ».

Dans le grand Sud, particulièrement impacté, la marge de manœuvre est inexistante. Entre les établissements de Toulouse totalement sinistrés, ceux de Perpignan, pour lesquels le directeur de l'administration pénitentiaire a dû imposer des transferts l'an dernier et ceux de Nîmes, totalement asphyxiés, « nous pouvons encore ajouter 200 matelas, mais pas un de plus », laisse-t-on filtrer. Les quartiers de semi-liberté ne sont pas épargnés, avec déjà 94 % d'occupation, « et parfois des pics à 150 % », note Wilfried Fonck de l'Unsa-surveillants pénitentiaires (Ufap), qui rappelle que ces structures servent de déversoir aux maisons d'arrêt.

Les sorties automatiques à quatre mois de la fin de peine n'endiguent pas le flot. Quant à celles liées à un aménagement de peine, elles n'ont cessé d'augmenter pour atteindre 46,9 % des sorties totales, contre 30 % en 2021, alors que 38,1 % tout de même concernent des atteintes aux personnes. Pour des raisons de coût, la détention à domicile sous bracelet électronique est souvent privilégiée, mais la semi-liberté représente toujours 30 % des aménagements de peine.

Pour autant, à son arrivée Place Vendôme, le garde des Sceaux a douché froidement les espoirs de la direction de l'administration pénitentiaire (DAP), qui rêvait d'une régulation carcérale façon Covid : en 2020, 13 000 détenus avaient été libérés en quelques semaines, ce qui avait fait passer pour la première fois depuis plus d'une décennie le nombre de détenus en dessous du nombre de places. Seuls 18 mois avaient suffi pour renouer avec la surpopulation carcérale. La faute à la multiplication par trois des incarcérations pour violences intrafamiliales et à l'embrasement du trafic de stupéfiants ces dernières années : 17 000 individus, dont 5 000 réputés dangereux, sont aujourd'hui détenus pour des infractions liées au narcotrafic.

« La pénitentiaire est le seul service public qui n e dit jamais "stop" »

Laurent Ridet
Inspecteur général de la justice

C'est pour cette raison qu'en plus d'une réforme des peines, Gérald Darmanin a promis, d'ici à la fin 2027 voire à 2028, la construction de 3 000 places de prison « légères ». Le document de présentation de la loi de finances 2025 pour la pénitentiaire, transmis aux organisations syndicales le 21 mars dernier, évoque déjà une enveloppe distincte non déterminée « qui permettra de financer un plan d'urgence immobilier visant à accroître les capacités d'accueil des établissements par l'implantation de constructions modulaires sur les domaines pénitentiaires existants ».

« Les nouvelles places faites pour les délits les plus faibles seront moins onéreuses que celles d'établissements sécurisés, jusqu'à une fois et demie moins

cher. Mais cela veut dire que Vendôme cherchera aussi à dégager une marge sur les frais de personnels, puisqu'il n'y aura pas de mirador, pas d'atelier et pas d'activités comme en détention classique. Cela dégagera du budget pour faire autre chose », analyse Emmanuel Chambaud, secrétaire général Ufap-Unsa-justice.

Au total, pour l'année 2025, les crédits d'investissement immobilier dévolus aux opérations pilotées par l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) se montent à 448 millions d'euros pour « le programme 15 000 places ». Ils permettront notamment « la livraison du DAC de Nîmes, du centre pénitentiaire de Baumettes 3 et de la structure d'accompagnement vers la sortie (SAS) de Ducos, ainsi que la livraison de la première phase de la maison d'arrêt de Basse-Terre. Ces opérations totaliseront 1 010 places supplémentaires », se félicite le document. Elles s'ajouteront donc aux 4 099 nouvelles places nettes créées, depuis le temps où Jean-Jacques Urvoas était garde des Sceaux, après le gel imposé par Christiane Taubira.

La Chancellerie atteindra donc, fin 2025, à peine un tiers de l'objectif des 15 000 places annoncées par Emmanuel Macron en 2017. Des places qui avaient été décidées lors du quinquennat Sarkozy entre 2007 et 2012. En 2024, les coups de rabot budgétaire intempestifs avaient aussi ralenti les travaux et endigué tous les financements promis.

Aujourd'hui, la direction de l'administration pénitentiaire affirme que « les travaux se poursuivront en 2025 sur plusieurs opérations en chantier : Bordeaux-Gradignan, Baie-Mahault, Basse-Terre, Arras, Entraigues (nouvelle maison d'arrêt de Rivesaltes) et Tremblay ». Cette dernière maison d'arrêt doit décharger celle de Villepinte, championne de France de la surpopulation carcérale avec 200 % de taux d'occupation. Ensemble, elles totaliseront 2 000 détenus. Des mastodontes qui semblent passés de mode à l'heure des structures légères. Aussi, nul ne sait à quel rythme ces derniers avanceront et il est probable qu'un net ralentissement leur sera infligé.

En suspens aussi, les travaux des maisons d'arrêt de Vannes et de Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, pourtant urgents. Tous les autres projets qui ne sont qu'à l'état d'étude, à l'exception de la maison d'arrêt d'Angers, sont tout bonnement abandonnés. De quoi inquiéter les professionnels, qui font remarquer qu'il n'y a pas que des délinquants légers qui vont en prison. « Il serait très périlleux de renoncer à rechercher du foncier pour les plus grandes opérations, notamment pour la région parisienne saturée. Chaque projet suspendu impliquera des coûts majorés à la reprise, car il faut relancer tous les processus d'appel d'offres et d'embauches. Plutôt que d'abandonner complètement les grands projets nécessaires, peut-être faudrait-il commencer à revoir ceux qui pourraient être revus à la baisse en termes de coûts, en réduisant l'exigence de normes », tente-t-on de proposer du côté des professionnels de l'immobilier pénitentiaire. ■ P. G.

par l'insalubrité et en proie aux tensions

publique de la ville. « Près de 200 % d'occupation pour les hommes, c'est un plateau record. Pour les femmes, on assiste à une croissance lente mais continue, après être resté longtemps sous les 100 % d'occupation », observe le magistrat, qui a demandé à être informé, chaque semaine, des statistiques. « Elles traduisent la fermeté de la réponse pénale, mais aussi l'inadéquation de l'outil aux besoins. Il est insuffisant par rapport à la délinquance du ressort », constate le procureur. Le recours accru aux peines aménagées et aux TIG ne suffit pas à juguler la surpopulation carcérale.

« Dans 9 mètres carrés, si l'on enlève la surface des trois lits superposés, du lavabo et du W.-C., il reste peut-être 5 mètres carrés d'espace vital », calcule Nordine Souab. « Cette promiscuité occasionne de plus en plus de tensions. Nous intervenons deux à trois fois par jour pour des bagarres », remarque-t-il. « Les chefs ont du

mal à trouver des solutions, car il n'y a aucune marge de manœuvre », constate-t-il. « Dans une situation de surpopulation, on peut moins isoler les détenus qui posent des problèmes, par exemple les plus influents », note Damien Martinelli.

« Cette promiscuité occasionne de plus en plus de tensions. Nous intervenons deux à trois fois par jour pour des bagarres »

Nordine Souab
Délégué syndical Ufap-Unsa-justice

C'est le cas des membres de la DZ Mafia, une organisation marseillaise dont les ramifications s'étendent jusqu'à Nice. « On a quelques femmes concernées », confirme Nordine Souab, expliquant que les juges de Marseille préfèrent en incar-

ner certaines à Nice pour les séparer de complices envoyées aux Baumettes, l'autre prison pour femmes de la région. « On a aussi des "TIS", des terroristes islamistes, mais celles-là sont très tranquilles », note le délégué syndical.

Les « vulnérables », notamment les « pointeurs » (les voleurs), sont regroupés au même étage, ne risquant pas ainsi de croiser d'autres détenus lors de la promenade. Deux fois par jour, deux heures le matin et deux l'après-midi, les détenus peuvent aller prendre l'air. Le reste du temps, il y a la télé, les coups de fil à la famille ou l'emprunt de livres. « Mon fils en a lu plus de deux cents et était juré au Goncourt des détenus », raconte Jean-Pierre. Les prisonniers peuvent aussi faire du sport sur un terrain qui sert accessoirement de réceptacle pour les téléphones, stupéfiants ou aliments lancés par-dessus le mur depuis la cité voisine. Quand l'envoi est réussi,

le paquet atterrit au pied des bâtiments, ce qui permet aux prisonniers, grâce à une ficelle au bout de laquelle ils accrochent une fourchette pliée, de récupérer en quelques secondes les produits illicites en déjouant la surveillance.

Depuis des années, le sujet de la construction d'un nouvel établissement dans les Alpes-Maritimes revient à intervalles réguliers, sans qu'aucun projet ne se concrétise. Une nouvelle prison est attendue au Muy, dans le Var. L'agrandissement de celle de Grasse est envisagé. « Si l'on pouvait déjà investir ici pour mettre un peu d'humanité, avec comme ailleurs deux détenus par cellule et une douche, cela permettrait de mieux les accueillir. Notre mission, c'est de les garder mais aussi de faire de la prévention. Avec autant de personnes, on n'a pas le temps, d'autant que nous sommes en sous-effectif. On est censé être 200 et on n'est même pas 150 », déplore Nordine Souab. ■

Adam Arroudj
Alger

La détention provisoire d'un agent consulaire algérien qui serait impliqué dans la séquestration de l'influenceur opposé au président Tebboune, pourrait compromettre les voies de sortie de crise.

« C et incident aura inévitablement des répercussions sur la dynamique de réconciliation. » Dimanche matin, à Alger, l'inquiétude commençait à gagner l'écosystème complexe de la relation bilatérale, après la publication du dernier communiqué du ministère des Affaires étrangères algérien.

En regrettant un « tournant judiciaire malheureux et malvenu », les autorités algériennes ont condamné la mise en détention provisoire d'un de leurs agents consulaires en poste en France, « pour arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire suivie de libération avant le 7^e jour » d'Amir Boukhors.

Cet influenceur, surnommé Amir DZ, 41 ans, est un des « subversifs », nom donné par Alger à ces opposants en exil qui attaquent le pouvoir algérien depuis la France via YouTube ou les réseaux sociaux. L'Algérie a émis neuf mandats d'arrêt internationaux à son encontre, l'accusant d'escroquerie et d'infractions terroristes. En 2022, la justice française a refusé son extradition. Amir DZ, suivi par plus de 1 million d'abonnés sur TikTok, a obtenu l'asile politique en 2023.

« Alger pense que c'est une manœuvre du ministère de l'Intérieur, on le sait pertinemment, mais ces arrestations n'obéissent qu'à une seule donnée, le temps de la justice »

Une source diplomatique française

Son avocat affirme que, en 2022 et 2024, Amir Boukhors a fait l'objet de « deux agressions graves », « une action violente sur le sol français par l'intimidation et la terreur » qu'il attribue à l'Algérie. « Ce nouveau développement inadmissible et inqualifiable causera un grand dommage aux relations algéro-françaises et ne contribuera pas à l'apaisement », ajoute le communiqué en menaçant : « L'Algérie n'a pas l'intention de laisser cette situation sans conséquences, tout



Le blogueur algérien Amir DZ, lors d'un rassemblement de ses partisans, le 3 mars 2019, place de la République, à Paris.

AUGUSTIN LE GALL/HAYTHAM/REA

L'affaire Amir DZ menace la fragile réconciliation entre Alger et Paris

comme elle veillera à assumer pleinement et résolument la protection de son agent consulaire. »

Stéphane Romatet, l'ambassadeur de France en Algérie, a une nouvelle fois été reçu au ministère des Affaires étrangères, où les autorités ont exprimé « leur vive protestation ». Cette nouvelle poussée de fièvre, qui vient heurter le fragile processus de la réconciliation entre Paris et Alger, pourrait, selon les acteurs de la relation bilatérale, freiner la reprise de la coopération de manière générale, en particulier entre les services de renseignements.

Elle pourrait hypothéquer la venue annoncée pour les prochaines semaines de Gérard Darmanin. « Le ministre français de la Justice refoulé d'Alger avant même d'y mettre les pieds », commente le site souverainiste Algérie patriotique, prévoyant que sa visite sera « en toute logique annulée par l'Algérie, laquelle promet une riposte à la mesure de l'affront qui lui a été fait par les dirigeants français ».

Des réserves sont également exprimées quant à la visite prochaine à Alger de Rodolphe Saadé, le PDG de CMA CGM, qui, au milieu de ses réunions de haut niveau, doit être reçu par le président Tebboune. « Un investisseur de cette taille n'aime pas l'imprévisibilité », souffle-t-on dans les milieux économiques.

Enfin, cette affaire politico-judiciaire menace aussi de retarder « la sortie de Boualem Sansal ». « L'idée d'une libération rapide, pour l'écrivain franco-algérien condamné à 5 ans de prison ferme, est aujourd'hui à écarter », anticipe une source proche du dossier.

L'autorité judiciaire française « agit en toute indépendance » a rappelé dimanche une source diplomatique française alors qu'à Alger le coupable est tout désigné. « Alger pense que c'est une manœuvre du ministère de l'Intérieur, on le sait pertinemment, mais ces arrestations (au total, trois hommes ont été interpellés, NDLR) n'obéissent qu'à une seule donnée, le temps de la justice, com-

ment-t-on à Paris. Après, on peut se demander pourquoi l'Algérie n'a pas exfiltré plus tôt son agent consulaire ? On est quand même en train de parler d'une affaire traitée par le Parquet national antiterroriste ! » Les trois hommes arrêtés sont aussi accusés d'association de malfaiteurs terroriste criminelle. Par ailleurs, Paris insiste sur le fait que l'agent consulaire en question ne bénéficie que d'une immunité consulaire. En clair : quand il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, contrairement à l'immunité diplomatique, il doit répondre de ses actes comme un citoyen normal.

Si l'affaire est aussi sensible, c'est parce qu'elle touche un des « irritants » les plus toxiques de la relation bilatérale : les subversifs. En 2021, à la suite du Hirak, vaste mouvement de protestation qui a conduit à la chute d'Abdelaziz Bouteflika, un nouveau service de renseignement avait été mis en place pour surveiller l'opposition : la Direction générale de la lutte contre la subversion

(DGLS), autrefois placée sous l'autorité de la présidence de la République, aujourd'hui disparue des radars, au point que l'on ne sait plus si elle existe encore. Dans son collimateur : les Amir DZ, Hichem Aboud et autres Abdou Semmar, souvent instrumentalisés par les différents courants du pouvoir pour des règlements de comptes internes au système.

Aux demandes répétées d'extradition formulées par Alger, Paris invoque systématiquement « la séparation des pouvoirs ». En clair, si la justice ne veut pas les rendre à l'Algérie, ce n'est pas à l'exécutif de s'en mêler. Un discours inaudible pour Alger, qui cite en exemple Madrid. En 2021 et en 2022, l'Espagne avait accepté sans résistance d'expulser vers l'Algérie un ex-gendarme et un ex-coporal islamiste algériens.

En attendant des signaux négatifs, ou pas de signaux du tout, du côté français, « on envoie des messages à Alger pour appeler à la responsabilité de tous ». ■

Qui est cet influenceur opposé au régime algérien qui aurait été enlevé et séquestré en France ?

Emma Ferrand et Jeanne Durieux

C'est une affaire mystérieuse qui dure depuis près d'un an. Vendredi, trois hommes, dont un travaille dans l'un des consulats d'Algérie en France, ont été mis en examen à Paris, soupçonnés d'être impliqués dans l'enlèvement et la séquestration fin avril 2024 d'un opposant au régime algérien, l'influenceur Amir Boukhors.

Amir Boukhors est davantage connu sur les réseaux sociaux sous le pseudonyme d'« Amir DZ ». Avec plus de 1,1 million d'abonnés sur TikTok, 241 000 sur X et 154 000 sur Instagram, l'influenceur algérien, âgé de 41 ans, se présente comme journaliste d'investigation. Ses vidéos critiquant le régime algérien comptabilisent chaque jour des dizaines de milliers d'internautes. Depuis plusieurs années, l'homme vit en France pour éviter les pressions d'Alger. Il y a obtenu le statut de réfugié politique en novembre 2023.

Chawki Benzehra, blogueur kabyle à l'origine des signalements qui avaient

permis l'interpellation de plusieurs influenceurs algériens appelant à la violence sur le sol français en janvier, connaît bien Amir DZ. « C'est un opposant au régime en vigueur à Alger depuis quelques années », explique le blogueur, également réfugié politique en France. Il s'est fait connaître sur les réseaux sociaux dans les années 2015. »

Amir DZ révélait régulièrement des scandales touchant des proches du régime de l'ex-président algérien Abdelaziz Bouteflika. Entre 2015 et 2019, il avait été condamné à sept reprises par les tribunaux de Relizane, Sidi M'Hamed, Chlef, Cheraga et Ain Defla pour escroquerie, menaces, diffamation et chantage à la divulgation d'informations obscènes en vue de l'obtention de sommes d'argent, calomnie et atteinte à la vie privée, ou encore outrage à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Il avait également fait l'objet de deux demandes d'extradition en avril 2021 pour « adhésion et affiliation à un groupe terroriste dans le but de répandre la terreur parmi la population », « adhésion à un groupe terroriste subversif et organisation visant à nuire aux intérêts de l'Algérie », « incitation des

citoyens à prendre les armes contre l'autorité de l'État » et « éloge des actes terroristes ».

La cour d'appel de Paris s'était cependant opposée à toute demande d'extradition, craignant que ses droits et libertés fondamentales ne soient pas préservés dans son pays d'origine, précisait en 2023 le magazine *Jeune Afrique*. La cour avait ainsi émis un avis défavorable à sept demandes d'extradition fondées sur autant de mandats d'arrêt délivrés entre 2015 et 2019 à l'opposant, et ordonné la levée du contrôle judiciaire, régime sous lequel il était placé, en France, depuis le 7 juillet 2020.

« Ce tournant judiciaire (...) révèle aussi que les faits du 29 avril 2024 sont une affaire d'État. L'instruction ouverte permettra de mesurer l'implication d'Alger »

M^e Éric Plouvier
Avocat d'Amir Boukhors

Amir Boukhors aurait été forcé d'entrer dans une voiture munie d'un gyrophaire par quatre hommes, alors qu'il s'apprêtait à regagner son domicile dans le Val-de-Marne le 29 avril 2024. Il aurait été ensuite transporté vers l'est du pays, selon les panneaux qu'il a pu apercevoir sur l'autoroute, avant que ses ravisseurs ne lui indiquent qu'il allait être conduit à Amsterdam. La voiture se serait ensuite arrêtée dans une zone d'activité. Amir Boukhors aurait été drogué et menacé par huit hommes et femmes, en français et en arabe, avant d'être relâché la nuit suivante en pleine forêt, sans explications.

Selon l'avocat d'Amir Boukhors, M^e Éric Plouvier, la séquestration aurait duré près de vingt-sept heures au total. « Ce tournant judiciaire de l'enquête avec l'arrestation d'agents liés au régime algérien et leur présentation à un juge révèle aussi que les faits du 29 avril 2024 sont une affaire d'État », a-t-il précisé ce vendredi. Avant d'ajouter : « L'instruction ouverte permettra de mesurer l'implication d'Alger. » Contacté par l'AFP, Éric Plouvier a par ailleurs indiqué qu'Amir Boukhors avait été victime d'une autre agression en 2022. ■

EN BREF

Joggeuse disparue : le parquet annonce des recherches « sur un secteur restreint »

Les recherches pour retrouver la joggeuse de 28 ans disparue jeudi dans la Vienne menées sur une zone de 100 km², ont été resserrées dimanche en fin d'après-midi « sur un secteur restreint » au sud de Poitiers, a annoncé le parquet. Quelque 50 gendarmes ont été mobilisés dimanche dans les environs de Vivonne, à 20 km au sud de Poitiers, là où Agathe Hilaret, coureuse expérimentée de frêle corpulence (1,65 m, 35 kg), n'a plus donné signe de vie depuis jeudi matin.

Délinquance à Paris : « des résultats tangibles », selon le préfet de police

Le préfet de police Laurent Nuñez a fait état dimanche de « résultats tangibles » sur les six derniers mois dans la lutte contre la délinquance à Paris et dans son agglomération, citant notamment une baisse de 32 % des vols avec violence dans les transports en commun. Les vols violents, eux, sont en baisse de 18 % sur l'agglomération et de 23 % à Paris.

Après trois mois de débats, sept ans de prison ont été requis contre Nicolas Sarkozy. La preuve d'un pacte de corruption avec Kadhafi a-t-elle été apportée ?



PAR
Stéphane Durand-Souffland

Corruption. Pour le commun des mortels, elle consiste d'un côté à donner de l'argent en échange d'un passe-droit et de l'autre à le recevoir. Pour le juriste, c'est plus subtil : le pacte corruptif est établi dès lors qu'est validé le principe de la réception d'argent de quelqu'un qui la fait miroiter (ou vice versa). L'intention suffit.

Le procès dit du « financement libyen » a tourné autour de cette définition. Pour la défense, pas un sou venu de Tripoli n'a été retrouvé en dix ans de procédure dans la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy : la preuve que le prétendu pacte n'est qu'une « fable ». De l'autre côté de la barre, le Parquet national financier (PNF) s'est octroyé deux jours et demi de réquisitions afin d'édifier un faisceau de présomptions suffisant, de son point de vue, pour demander des peines fermes contre tous les prévenus – dont 7 ans à l'encontre de l'ancien président de la République, qui en encourt 10.

Si tout était simple, l'affaire serait pliée, dans un sens ou dans l'autre. Le fait qu'elle ne le soit pas avant le jugement du 25 septembre prochain oblige à se confronter à une extrême complexité due à la multiplicité des prévenus (12) et des chefs de poursuite. À titre d'exemple, Claude Guéant répond de 8 délits, Nicolas Sarkozy, de 4, l'intermédiaire Alexandre Djouhri, de 10. La complexité n'est pas forcément l'ennemie de la défense. Elle a notamment permis à l'un des quatre avocats de Nicolas Sarkozy de proposer une théorie argumentée selon laquelle le décorticage de l'écheveau des flux financiers reliés à l'affaire en fuite Ziad Takieddine prouve que ce dernier a tout mis dans sa poche – il ne peut être contesté que quelque 6 millions d'euros lui ont été virés par l'État libyen.

Le récit de la défense est tout autre. Les deux officiels français ont été « piégés » lors de leur bref passage en Libye. Claude Guéant en a ressenti une telle honte qu'il n'a pas osé mettre en garde son ministre du risque d'un nouveau traquenard

M^e Tristan Gautier, qui a pris la parole après son patron Jean-Michel Darrois, a pu également soumettre aux juges la démonstration qu'aucune coupure au fumet tripolitain n'a pu être décelée dans la campagne présidentielle de son client, aidé en cela par la maigre récolte effective de numéraire suspect – 35 000 euros. Là réside une faiblesse de l'accusation qui, certes, n'a pas à exhiber des valises de billets pour prouver l'existence d'un pacte corruptif.

Le PNF a dû en rabattre, substituant aux charges abandonnées la leçon de morale indigeste qui constitue, dirait-on au restaurant, son « plat signature ». Mais couper les branches frêles de l'accusation est aussi une technique destinée à en renforcer le tronc. Ainsi de la fameuse « note Mediapart » à l'authenticité incertaine qui a lancé l'affaire, que Nicolas Sarkozy et sa défense s'obstinent à qualifier de « faux grossier » car les raccourcis frappent l'opinion publique – moins les juges, en général. Ainsi encore d'hypothétiques contreparties financières au présumé pacte corruptif : il est clair que le PNF n'a pas de quoi verser une preuve en acier trempé de la nature frauduleuse de ces contrats. Exit, donc.

Mais il en reste une sur laquelle il campe solidement et sur laquelle bute la défense : le sort juridique d'Abdallah Senoussi. Le beau-frère de Kadhafi et numéro deux du régime fut le terroriste en chef de la Djamaahiriyya. Il a été condamné par contumace en 1999 pour avoir orchestré dix ans auparavant l'attentat contre un DC-10 d'UTA (170 morts dont 54 Français). Dans le récit du PNF, Claude Guéant, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, l'a rencontré secrètement le 1^{er} octobre 2005 en présence de l'intermédiaire aujourd'hui en fuite Ziad Takieddine. Soit quelques jours avant la visite officielle à Tripoli de celui qui était alors ministre de l'Intérieur. L'objet de ce conciliabule ? Fixer les bases du pacte qui n'avait pas vocation à être ratifié en public sous la tente bédouine où le « Guide » recevait Nicolas Sarkozy – aucun tête-à-tête entre les deux hommes ne peut être établi.

Une note retrouvée dans les archives de Takieddine pourrait accréditer l'idée d'une entrevue Guéant-Senoussi dûment planifiée en marge du programme officiel. Le 21 décembre suivant, Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités terri-



« Financement libyen » : les pleins et les déliés d'un complexe procès

toriales et ami intime de Nicolas Sarkozy, a également rencontré Senoussi pour, d'après le PNF, lui remettre les coordonnées du compte à créditer. Takieddine était présent. Quelques jours plus tard, il recevait un premier virement libyen sur un compte offshore dont une partie (440 000 euros) a rebondi illico en direction d'un compte appartenant à Thierry Gaubert.

Nous sommes début 2006. Autrefois très proche de Nicolas Sarkozy, Gaubert, grand ami de Hortefeux et Takieddine, a inscrit sur son agenda comme s'il guettait ce virement, la mention « NS campagne ». Fâcheux. Ses explications sur l'utilisation des fonds relèvent du sauve-qui-peut loufoque. La chronologie joue contre lui et donc contre tous les autres, liés par une périlleuse prévention d'association de malfaiteurs.

Le récit de la défense est tout autre. Les deux officiels français ont été « piégés » lors de leur bref passage en Libye. Claude Guéant en a ressenti une telle honte qu'il n'a pas osé mettre en garde son ministre du risque d'un nouveau traquenard. Quant à l'avocat de Brice Hortefeux, il sort *in extremis* de sa manche que le beau-frère criminel, vexé d'être tenu à l'écart du rapprochement franco-libyen, a fait « un caprice » en exigeant que fut conduit à lui le ministre français. M^e Dupeux n'explique pas pourquoi son client n'a pipé mot à quiconque de cette humiliante fougade, pas moins susceptible de causer un incident diplomatique que si M. Hortefeux

avait décidé de quitter le domicile de M. Senoussi en refusant de lui adresser la parole.

Nicolas Sarkozy affirme n'avoir jamais rien su des louches excursions de son directeur de cabinet et de son ami et ministre délégué. Ses avocats minimisent la portée des interventions de M^{es} Herzog – retranché derrière le secret professionnel – et Szpiner – il nie –, reçus en catimini à Tripoli fin 2005 selon le PNF pour examiner la situation judiciaire de Senoussi. À les en croire, M^e Herzog, bien qu'il fût son ami intime, n'était pas encore le conseil de Nicolas Sarkozy : si réunion il y eut, elle aurait été organisée sous l'égide du président en exercice à l'époque, Jacques Chirac, à qui M^e Szpiner était notamment lié.

Le tribunal devra choisir l'un de ces deux récits, qui deviendra alors une motivation.

Les carnets de Choukri Ghanem, à présent. Cet ancien premier ministre libyen fut retrouvé noyé dans le Danube le 29 avril 2012. Ses agendas ont été découverts ultérieurement aux Pays-Bas sans aucun lien avec la procédure française et transmis aux juges parisiens. En date du 29 avril 2007, le défunt écrivait : « À midi, j'ai déjeuné avec al-Baghdadi (premier ministre) et Bechir Saleh (directeur de cabinet du « Guide ») à la ferme de Bechir. Bechir a parlé, disant avoir envoyé 1,50 M€ à Sarkozy quand Saïf (fils de Kadhafi) donnait 3 millions à Sarkozy. Mais on leur a dit que l'argent n'était pas arrivé. Il semblerait que les mecs en chemin l'ont détourné,

Nicolas Sarkozy arrive au tribunal de Paris, le 25 mars, pour son procès dans l'affaire du financement illégal de sa campagne de 2007.

ALEXIS SCIARDI/ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT

tout comme ils lui ont pris 2 millions en provenance d'Abdallah Senoussi. »

Or, ces sources de financement peuvent correspondre aux virements reçus en 2006 par Ziad Takieddine – il a donné à l'instruction 17 versions différentes de son rôle dans l'affaire. En outre, le fait qu'en 2007 un cacique libyen fasse état d'un présumé financement de la présidentielle française en train de se jouer contredit la thèse de la défense qui prétend que cette « fable » n'a été fabriquée qu'en 2011, après le début des bombardements de la coalition.

Les conseils de Nicolas Sarkozy mettent en doute la crédibilité des écrits de Choukri Ghanem, de même qu'ils tiennent pour nulles les notes apparemment compromettantes exhumées du disque dur de Ziad Takieddine. Cependant, ils retiennent – est-ce judicieux ? – celles qu'ils peuvent analyser à leur avantage. Comme dans l'agenda de Ghanem la formule « il semblerait que les mecs en chemin l'ont détourné ». Mais en droit, peu importe que le fruit d'une corruption arrive à bon port pour que l'infraction soit constituée.

Reste le cas de Bechir Saleh, directeur de cabinet et grand argentier du colonel Kadhafi via le fonds souverain LAP. Ce francophone est présenté par M^e Christophe Ingrain comme un « homme pacifique » dont l'appui fut précieux pour obtenir, en juillet 2007, la libération des infirmières bulgares retenues en otages par Tripoli. Soit. Arrêté à la chute de la dictature, Bechir Saleh a été libéré à la suite d'une intervention de l'Élysée – retour d'ascenseur pour les infirmières, jure la défense – et accueilli à Paris. Mais en avril 2012, sa présence est révélée, Interpol émet un mandat d'arrêt international à la demande de Tripoli. C'est la panique.

« Si des preuves libyennes (promises par Kadhafi père et fils au printemps 2011) existaient, elles figureraient au dossier. Elles n'existent pas ! »

M^e Ingrain Avocat de Nicolas Sarkozy

Le 3 mai, Bechir Saleh est poussé dans un jet privé par Alexandre Djouhri, qui règle la note et prête même son identité au grand humaniste exfiltré. Une opération éminemment douteuse supervisée par Bernard Squarcini, directeur du renseignement intérieur, qui rend compte en temps réel par téléphone au cabinet du ministre de l'Intérieur, à Claude Guéant, dont la proximité d'avec Takieddine puis d'avec Djouhri – qui lui a offert une montre à 11 300 euros en « gage d'amitié » – a laissé le tribunal pantois. « Était-il préférable de l'abandonner à son sort en Libye ? », demande M^e Ingrain. Il en est certain : contrairement à ce que des esprits malveillants pourraient supputer, Bechir Saleh ne détenait aucune preuve d'un financement libyen, puisque celui-ci n'a pas existé. Son client, qui a dû admettre qu'il avait autorisé la venue de Saleh en France, maintient qu'il ignorait tout des conditions de son départ.

La défense de Nicolas Sarkozy a pu moquer, par la voix de M^e Ingrain, « la mutation permanente de l'accusation ». Il a pu inviter le tribunal à faire preuve de « courage » en tordant le cou à la « doxa » qui veut que son client soit coupable, forcément coupable. Il a martelé les arguments avancés à l'audience : le dossier est né de l'esprit de vengeance des autorités libyennes en déroute alors que la coalition menée par la France bombardait le pays pour chasser le dictateur. Nicolas Sarkozy aurait-il été assez fou pour attaquer Kadhafi si celui-ci le « tenait », interroge M^e Ingrain, pour qui l'argent de l'UMP suffisait amplement à financer la campagne. « Si des preuves libyennes (promises par Kadhafi père et fils au printemps 2011) existaient, elles figureraient au dossier. Elles n'existent pas ! », a grondé l'avocat, pour qui les 15 témoins libyens qui ont évoqué un financement n'ont aucune crédibilité – leurs dépositions, il est vrai, ne concordent pas parfaitement.

Y a-t-il eu un « financement libyen » pour la présidentielle de 2007 ? Un faisceau de présomptions peut sembler en attester, l'absence de preuve chimiquement pure permet de le contester. Toutefois, la présence d'individus comme MM. Takieddine et Djouhri (reçu 59 fois à l'Élysée) dans l'entourage du secrétaire général de la présidence pèse lourd, surtout dans une association de malfaiteurs présumée. L'honnêteté personnelle de Claude Guéant, écornée par une peine de prison ferme dans un autre dossier, a été encore mise à mal au cours de ce procès : outre la montre de luxe acceptée d'un homme au parcours incertain, la vente pour 500 000 euros de tableaux flamands dont il n'est pas certain qu'il les ait jamais possédés et dont la valeur ne dépasse sans doute pas le dixième de cette somme, via un réseau moyen-oriental qu'on peut relier à Alexandre Djouhri, alourdit le contexte.

Claude Guéant n'a rien avoué qui puisse confondre quiconque. Personne d'autre non plus, à supposer qu'il y eût des révélations à faire. Nicolas Sarkozy n'est au courant de rien. Mardi soir dernier, il a eu la parole en dernier : « Le contexte médiatique et politique est détestable, a-t-il déclaré, faisant référence à la condamnation de Marine Le Pen et à ses conséquences (...) Je ne veux rien dire qui puisse alimenter cette polémique. » Il ne parle plus au tribunal, mais à l'opinion. Déjà dans le récit suivant. ■

Paris-Roubaix : Van der Poel terrasse Pogacar

Jean-Julien Ezvan

Le Néerlandais a profité d'une erreur du Slovène pour s'envoler et signer un troisième succès consécutif dans la « Reine des classiques ».

Épreuve de force, d'endurance, d'agilité, combat physique, psychologique, mécanique, Paris-Roubaix a été fidèle à sa légende. À ce petit jeu éprouvant, cassant, les candidats doivent s'armer de patience, d'expérience, être dotés d'une carapace leur permettant de résister aux coups du sort, aux pièges d'un parcours maléfique hérissé de pavés disjoints, composé d'ornières boueuses. Tadej Pogacar, qui découvrait Paris-Roubaix, a tenu un rôle de premier plan. Le Slovène a, de longues heures durant, su se hisser à la hauteur des attentes extérieures et de l'ambition qui brûle en lui.

À 103 km de l'arrivée, le Slovène a osé la première attaque des favoris, avant d'échanger avec Mathieu Van der Poel des accélérations tranchantes. À 71 km de l'arrivée, le Slovène agit encore son ambition. Son grand rival néerlandais est l'un des rares à pouvoir attraper sa roue. Même si un rictus de fatigue ou de douleur vient parfois fendre son visage juvénile, Tadej Pogacar roule comme il avait promis de le faire. Pour jouer, se faulxer au milieu des spécialistes.

Mais une petite erreur de trajectoire se révèle lourde de conséquences... À 38 km de l'arrivée, au cœur d'un secteur pavé dans un virage à droite attaqué trop vite, Tadej Pogacar sort du tracé, vient dangereusement frôler les barrières. Sa roue avant se niche dans un trou. Le Slovène déraille, chute. Dans son dos, Mathieu Van der Poel vire plus court, mord l'herbe mais reste en selle. Et s'envole... Ventre à terre. Tadej Pogacar a, comme sur les Strade Bianche après une chute, vite remis de l'ordre dans ses idées. Prêt à animer et

vivre intensément le dernier chapitre, à entretenir le faible espoir. Devant lui, la large stature de Van der Poel, qui avale les pavés avec facilité, navigue avec 20 secondes d'avance se détache parfois au loin. Le Slovène revient un instant à 12 secondes, avant d'être foudroyé par une crevaison à 20 km de l'arrivée. Cette fois, le coup de poignard est fatal.

« C'est comme recevoir une pierre dans la figure »

Le duel vient brutalement de prendre fin. Mathieu Van der Poel souffre même, sans dommage, d'une première crevaison sur Paris-Roubaix et d'un changement de vélo. Sans sueurs froides. Il a en revanche eu peur quand un spectateur lui a jeté un bidon au visage à 33 km du but. « C'est comme recevoir une pierre dans la figure. C'est inacceptable. C'était un bidon plein, il pesait un demi-kilo et je roulais à 40 km/h. C'est comme recevoir une pierre dans la figure. Ça m'a fait très mal. J'espère que nous pourrions identifier le spectateur et engager des poursuites », a résumé le Néerlandais.

Au cœur d'une course intense, le duo star a su s'arracher à la meute. À coups



Le Néerlandais Mathieu Van der Poel brandit son vélo pour célébrer sa victoire, dimanche, du Paris-Roubaix.

d'accélération ressemblant à des puissants coups de poing (également très attendus, le Danois Pedersen ou le Belge Van Aert ont été éprouvés par les chutes et les crevaisons). Avant que le corps à corps se transforme en contre-la-montre. Et que le polyvalent Pogacar voit, impuissant, la perspective d'exploit s'effacer. Si près, si loin... « Je me sens fatigué. J'ai essayé d'attaquer et de suivre les motos mais je n'ai pas vu que le virage arrivait aussi vite, j'ai commencé à freiner mais c'était trop tard. Je suis tombé, ça arrive. J'ai cru que je pouvais revenir, tant que mon retard restait

autour de 15 secondes. Mais mon frein me posait des problèmes, j'y pensais et ça m'a perturbé. Ensuite, j'ai dû changer de vélo une deuxième fois et c'était trop tard. J'ai explosé. J'avais juste envie d'en finir le plus vite possible », a confié Tadej Pogacar à France Télévisions.

Paris-Roubaix, sublime et impitoyable, a rappelé son caractère imprévisible, l'ampleur du défi mené cœur battant, à bout de souffle, avec les jambes en feu. Mathieu Van der Poel, comme Octave Lapize (1909, 1910, 1911) et Francesco Moser (1978, 1979, 1980) signe un troisième succès consécutif sur

Paris-Roubaix. Et avec trois pavés à son palmarès, le Néerlandais rejoint Gaston Rebray, Rik Van Looy, Eddy Merckx, Johan Museeuw et Fabian Cancellara. Au-dessus, trônent les recordmen de Paris-Roubaix Roger De Vlaeminck et Tom Boonen (4 succès).

Le petit-fils de Raymond Poulidor s'offre un 8^e Monument (Tour des Flandres 2020, 2022, 2024; Milan-San Remo 2023, 2025 et Paris-Roubaix 2023, 2024, 2025). Autant que Tadej Pogacar qui (2^e) reviendra sur Paris-Roubaix, après une première pleine de rebondissements et de promesses... ■

122^e édition de Paris-Roubaix (259, 2 km) : 1. Mathieu van der Poel (P-B, Alpecin-Deceuninck) 5h 31min 27s; 2. Pogacar (Slo, UAE Team Emirates) à 1 min 18; Mads Pedersen (Dan, Lidl-Trek) à 2 min 11; 4. Van Aert (Bel, Team Visma/Lease a bike); 5. Vermeersch (Bel, UAE, même temps); 6. Jonas Rutsch (All, Intermarché-Wanty) à 3 min 46; 7. Bissegger (Sui, Décathlon-Ag2r La Mondiale); 8. Hoelgaard (Nor, Uno-X Mobility, même temps); 9. Wright (G-B, Bahrain Victorious) à 4 min 35; 10. Rex (Bel, Intermarché-Wanty) à 4 min 46; ...

Le brio de Pauline Ferrand-Prévôt

Seule. Au comble de l'émotion. Sur le vélodrome de Roubaix, Pauline Ferrand-Prévôt a eu le temps de savourer. Comme à Élancourt quand, le 28 juillet, elle avait décroché l'or de ses rêves en VTT cross-country lors des JO de Paris 2024. Victorieuse de Paris-Roubaix (148,5 km; avec 58^e sur l'Italienne Letizia Borghesi),

la Rémoise de l'équipe Visma/Lease a bike s'inscrit comme la première Française au palmarès de la « Reine des classiques » et rejoint son compagnon néerlandais Dylan Van Baarle lauréat de « l'Enfer du Nord » en 2022. « PFP » découvrirait Paris-Roubaix, elle a enduré la douleur d'une chute, à 54 km de l'arrivée, qui a failli

briser ses chances. Avant une fin de course folle. Et une attaque tranchante à 20 km de la ligne. Un coup magistral. Deux jours avant le départ, malade, elle doutait de sa présence. Comblée, elle pouvait accompagner, le regard brillant, la première Marseillaise à Roubaix depuis Frédéric Guesdon en 1997... J.-J. E.

Toulouse et Ramos assomment Toulon

Arnaud Coudry Envoyé spécial à Toulon

Les Toulousains, champions en titre, ont disposé des Varois sur le fil, en quarts de finale de la Champions Cup.

Le roi n'est pas mort, vive le roi! Le Stade Toulousain s'est imposé face au Rugby Club Toulonnais (18-21) ce dimanche, à Mayol, en quarts de la finale de la Champions Cup. Un match intense, longtemps verrouillé, mais qui s'est débridé au retour des vestiaires. Dans une ambiance survoltée, Romain Ntamack et ses coéquipiers ont su être patients, après avoir été longtemps muselés, cadencés. Le RCT ne retrouvera pas le dernier carré de la compétition continentale pour la première fois depuis 2015, date du dernier de ses trois titres. Après treize succès toutes compétitions confondues, les Varois s'inclinent pour la première fois de la saison dans leur antre. Au pire moment. Toulouse, force de l'habitude, se hisse pour la 7^e fois consécutive en demi-finale. La 17^e fois en 30 éditions, record absolu. Preuve de l'excellence.

■ Mayol, théâtre d'un féroce combat

Une ferveur rare et volcanique, comme la cité varoise n'en avait pas connu depuis une dizaine d'années et les campagnes victorieuses entre 2013 et 2015. « Parce que Toulon », martèle régulièrement le club. Et cela s'est encore vérifié. Retour de flamme. Mais tension maximale sur le terrain entre le troisième et le leader au classement du Top 14. Au cœur du rude combat, les deux équipes se voyaient refuser un essai : Dréan pour le RCT (8^e) puis Graou pour le Stade (16^e), à cause d'en-avant. Malgré

plusieurs temps forts, les joueurs de Mignoni gâchaient plusieurs munitions en se débarrassant trop facilement du ballon au pied. Mais, portés par un Jaminet trois étoiles (lire ci-dessous), les Varois, impeccables en défense, faisaient la course en tête à la pause (12-6 MT) face à des Toulousains incapables de déployer leur jeu. Au retour des vestiaires, les Stadistes montraient un tout autre visage. Plus conquérant, plus incisif. Ils se voyaient d'abord refuser un nouvel essai pour (encore) un en-avant de Julien Marchand au moment d'aplatir (42^e). Mais nouveau matraquage et cette fois, essai en force de Jack Willis (12-11, 44^e). Et ils enfonçaient le clou en marquant par Ahki (51^e) afin de basculer en tête pour la première fois du match (12-18). Avant que Thomas Ramos ne scelle ce succès.

■ Jaminet-Ramos, attractions arrières

Une pluie d'étoiles sur la pelouse de Mayol, qui retrouvait la ferveur des grandes affiches ce dimanche. Parmi les nombreux duels, celui des deux arrières internationaux, le Toulonnais Melvyn Jaminet face au Toulousain Thomas Ramos, anciens coéquipiers et concurrents au Stade Toulousain mais aussi en équipe de France, a animé la partie. Récemment, Ramos est devenu incontournable en Bleu, quand Jaminet a traversé plusieurs tempêtes (insultes racistes en Argentine, transfert nébuleux pour rejoindre... Toulouse). Duel à distance. Et le numéro 15 toulousain a

tremblé d'entrée en ratant une pénalité dans ses cordes (5^e) avant de se reprendre (10^e). Réponse de Jaminet avec un superbe « banana kick » (coup de pied de l'extérieur du pied avec une trajectoire inversée) pour dégager les siens.

Après cette victoire au forceps, au bout du suspense, Toulouse retrouvera Bordeaux-Bègles en demi-finale, le dimanche 4 mai, au Matmut Atlantique. Choc au sommet entre les deux meilleures équipes françaises

Nouveau raté de Ramos avec un coup de pied à suivre direct en touche (12^e). Et Jaminet, en pleine confiance, de tenter et de réussir deux pénalités, de 60 puis de 50 mètres, à la demi-heure de jeu! Coup de pied de mammouth pour faire le break (12-3, 31^e). Sous pression, Ramos manquait, dans la foulée, un dégagement (35^e). Et de laisser une munition en route avec cette transformation sur le poteau après l'essai de Willis (45^e). Jaminet, auteur de tous les points varois (à 100% de réussite!), a longtemps maintenu le RCT en vie avec une nouvelle pénalité lointaine (68^e). Ramos a eu la pénalité de la gagne (78^e) mais il l'a manquée... Avant de crucifier, sous une bronca assourdissante, les derniers espoirs toulonnais sur le gong. Héros du match.

■ Place à l'UBB pour un billet pour la finale

Après cette victoire au forceps, au bout du suspense, Toulouse retrouvera Bordeaux-Bègles en demi-finale, le dimanche 4 mai, au Matmut Atlantique. Choc au sommet entre les deux meilleures équipes françaises, pour un remake de la dernière finale du Top 14, survolé par les Rouge et Noir (59-3). L'UBB, novice comparé à son futur adversaire, s'est hissée dans le dernier carré de la Champions Cup pour la deuxième fois de son histoire (après 2021), en dominant les Irlandais du Munster (47-29) à Chaban-Delmas. Après une entame de match tonitruante, marqué par le 12^e essai de Damian Penaud lors de cette édition (record de Chris Ashton effacé), Maxime Lucu - auteur d'un match remarquable - et ses coéquipiers se sont relâchés en fin de match et se sont fait quelques frayeurs. « Il y a toujours quelque chose dans nos matchs qui ne semble pas abouti et on perd la maîtrise. On ne s'est pas senti en danger pendant une grosse partie de ce match donc c'est un sentiment mitigé », a déploré Christophe Laussucq, l'entraîneur de la défense de l'UBB. Le genre de coup de mou qui pourrait coûter très cher. Une chose est sûre : il y aura un club français en finale. Comme depuis 2020. ■

¼ FINALE CHAMPIONS CUP

BORDEAUX-B. 47-29 MUNSTER

TOULON 18-21 TOULOUSE

LEINSTER 52-0 GLASGOW

NORTHAMPTON 51-16 CASTRES

EN BREF

Monte-Carlo : Alcaraz, première

En difficulté dans les grands rendez-vous depuis le début de la saison, l'Espagnol a gagné le Masters 1000 de Monte-Carlo pour la première fois de sa carrière grâce à une victoire 3-6, 6-1, 6-0 en finale contre l'Italien Lorenzo Musetti (16^e joueur mondial). En l'absence de Jannik Sinner, suspendu, à Indian Wells comme à Miami, les jeunes loups Jack Draper (6^e) et Jakub Mensik (23^e) s'étaient adjugé en mars leur premier titre en Masters 1000, au nez et à la barbe d'Alcaraz, Alexander Zverev (2^e) ou Novak Djokovic (5^e). Carlos Alcaraz, qui a remis les pendules à l'heure, grimpera ce lundi à la place de n°2 mondial.

Marathon de Paris : Biwott et Hirpa titrés

Sur une route pas encore complètement sèche et par un temps nuageux, le Kényan Benard Biwott (2h 5' 25"), en solitaire, et l'Éthiopienne Bedatu Hirpa (2h 20' 45"), au finish, se sont tous deux imposés dimanche lors du marathon de Paris.

29^e JOURNÉE LIGUE 1

LENS (9) 0-2 REIMS (15)

MONACO (2) 3-0 MARSEILLE (3)

TOULOUSE (12) 1-2 LILLE (5)

STRASBOURG (6) 2-2 NICE (7)

ST-ÉTIENNE (17) 3-3 BREST (8)

ANGERS (14) 2-0 MONTPELLIER (18)

LE HAVRE (16) 1-5 RENNES (11)

AUXERRE (10) 1-3 LYON (4)

NANTES (13) 22 PARIS SG (1)

avril

Une étude pour mieux comprendre comment la dépression se conjugue au masculin

Sophie Massieu

Une équipe française cherche à recruter des patients dépressifs pour mieux identifier les symptômes chez les hommes et ainsi améliorer leur prise en charge.

Le paradoxe a de quoi surprendre. On comptabilise deux fois plus de diagnostics de dépression chez les femmes, mais trois fois plus de suicides chez les hommes. Lancée avec le soutien des fondations Pierre-Deniker et Sisley-d'Ornano, l'étude Gendep ambitionne de démêler les causes d'une telle situation. Un moindre recours des hommes aux soins psychiatriques ? De possibles symptômes mal identifiés, parce que différents de ceux des femmes et mal connus ?

Margaux Hazan, interne en psychiatrie et chercheuse en santé publique, responsable de cette enquête, s'est aussi appuyée sur un constat pour entamer ces travaux : « A l'hôpital ou au sein des services d'urgences, nous rencontrons des hommes en dépression, souvent sévère. Cela contraste avec les soins de psychiatrie en ville, où Doctolib comptabilise deux tiers de patientes parmi les prises de rendez-vous chez un psychiatre. » De quoi s'interroger sur les raisons de cet écart, et sur une possible arrivée des hommes à un stade plus avancé de leur pathologie.

Des hommes et des femmes déprimés vont donc être interrogés en nombre. Ils appartiennent à la cohorte ComPaRe (Communauté de patients pour la recherche) de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. La plateforme compte déjà plus de 5 000 inscrits sur son volet « dépression », mais elle aimerait en rassembler davantage, et rééquilibrer le nombre d'hommes, qui représentent pour l'heure seulement 20 % des participants. « ComPaRe Dépression est vraiment un dispositif de recherche participative. Chaque étude implique au moins



On comptabilise deux fois plus de diagnostics de dépression chez les femmes, mais trois fois plus de suicides chez les hommes.

deux patients comme cochereurs», explique Astrid Chevance, psychiatre qui travaille au côté de Margaux Hazan au sein du Centre de recherche en épidémiologie et statistiques (Cress).

En sus des professionnels (des psychiatres, mais aussi des sociologues, par exemple), deux hommes déprimés comptent parmi les dix membres du comité scientifique qui a élaboré les questionnaires utilisés pendant l'étude. Son but principal vise à déterminer l'existence, ou non, de symptômes spécifiques de la dépression chez les hommes.

Pour y parvenir, 90 symptômes ont été listés. Certaines émotions comme la tristesse, mais d'autres aussi, comme l'irritabilité. Des éléments davantage d'ordre comportemental, à l'instar du recours à des substances psychoactives (alcool, tabac...), ou encore des difficultés dans les relations aux autres, et

des symptômes sexuels. Tous dans des échelles d'analyse les plus fines possibles : « Nous ne limitons pas la question de la sexualité à la perte de libido, par exemple, illustre Astrid Chevance. En

« En interrogeant les patients sur ce grand nombre de manifestations possibles de la dépression, l'idée consiste à déterminer si certaines sont plus saillantes chez les hommes, mais aussi comment elles s'agencent entre elles et s'articulent avec des variables comme l'âge, le statut socio-économique... »

Astrid Chevance Psychiatre au Cress

interrogeant les patients sur ce grand nombre de manifestations possibles de la dépression, l'idée consiste à déterminer si certaines sont plus saillantes chez les hommes, mais aussi comment elles s'agencent entre elles et s'articulent avec des variables comme l'âge, le statut socio-économique... »

Des études sur les différences symptomatologiques ont déjà été réalisées dans les années 1970 par les Anglo-Saxons, rappelle Margaux Hazan. Elles pointaient la présence de symptômes plus externalisés dans les dépressions masculines, comme l'agressivité et l'irritabilité ou la présence de conduites addictives. De son côté, la psychiatre Lucy Joly, coauteur avec Hugo Bottemanne de *La Dépression au féminin* (Éditions du Rocher, septembre 2024), relève la présence de symptômes dépressifs spécifiques chez les femmes : l'augmentation de l'appétit, le besoin

de dormir davantage, les ruminations, les douleurs corporelles... Elle observe aussi chez elles davantage de rythmicité des symptômes, notamment du fait des variations hormonales, et un plus gros risque de rechuter et de voir la dépression devenir chronique.

Une fois la spécificité des symptômes mieux précisée, les chercheuses indiquent que les résultats de l'étude pourront être rapidement utilisés de façon opérationnelle en pratique clinique. Mais aussi en recherche, puisque des échelles plus sensibles à la dépression masculine pourront voir le jour et affiner les travaux sur la prévalence, autrement dit le nombre de dépressions. Sans oublier, invite Astrid Chevance, « la nécessaire levée du tabou de la santé mentale chez les hommes ». ■ Pour participer à l'étude, inscrivez-vous sur le site internet <https://compare.aphp.fr/depression/>

Quand Parkinson ne fait pas trembler les patients

Elisa Doré

La forme « akinéto-rigide » de la maladie touche 30 % des patients, et les symptômes dont souffrent les malades sont tout aussi handicapants.

Trembler de manière incontrôlée est souvent le premier symptôme évocateur de la maladie de Parkinson. Or si, dans une majorité des cas, des tremblements sont effectivement présents, 30 % des malades n'en souffriront jamais. C'est le cas de Michel, 82 ans, diagnostiqué il y a huit ans. « Au début, jamais je n'aurais pensé à la maladie de Parkinson, mais, en nous renseignant un peu avec ma femme, il est vrai que je présentais d'autres symptômes caractéristiques », rapporte-t-il. Cette forme très peu connue de la maladie de Parkinson, caractérisée par l'absence de tremblements, est appelée « akinéto-rigide ». Comment se manifeste-t-elle et quels sont les traitements ? *Le Figaro* fait le point avec des spécialistes, à l'occasion de la journée mondiale consacrée à cette pathologie.

Habituellement, le diagnostic de la maladie repose sur deux signes cliniques. Le plus fréquent, appelé « bradykinésie », se traduit par une lenteur dans la réalisation des gestes. Le second est l'hypertonie, c'est-à-dire l'augmentation du tonus musculaire qui se manifeste par des sensations de raideur parfois douloureuses. Ces deux symptômes peuvent ou non s'accompagner d'un troisième : les fameux tremblements, qui amènent le plus souvent le

patient à consulter. Dans la forme akinéto-rigide, l'absence de ce symptôme emblématique a donc tendance à retarder le diagnostic, voire à plonger les patients dans une errance médicale. « Parce que le tremblement est absent, les symptômes de lenteur et les douleurs sont parfois attribués à l'âge et donc largement minimisés », souligne la Dr Aurélie Méneret, neurologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Or, poursuit la spécialiste, « plus le diagnostic est tardif, plus les conséquences fonctionnelles sont importantes et la qualité de vie dégradée ».

Dans certains cas, ce sont les proches qui tirent la sonnette d'alarme, comme ce fut le cas pour Michel. « Ma femme trouvait que j'avais "changé". Je bougeais moins, je parlais moins fort, et je marchais en faisant de très petits pas avec le buste légèrement penché en avant », raconte l'octogénaire. Mais si les amis du couple ne leur avaient pas mis la puce à l'oreille, jamais ils n'auraient soupçonné la maladie. « Des amis qui avaient un parkinsonien dans leur entourage nous ont suggéré d'aller consulter un neurologue », relate Colette, la femme de Michel. Une simple discussion qui s'est révélée très efficace : il n'aura fallu que quelques mois pour que Michel obtienne le diagnostic et reçoive un traitement.

« Qu'il ait des tremblements ou non, la maladie de Parkinson est causée par la perte progressive de neurones qui produisent la dopamine », explique le Dr Jean-Philippe Brandel, responsable de l'unité Parkinson et mouvements anormaux à l'hôpital Fondation Rothschild (Paris). Bien que le mécanisme soit très mal compris, les spécialistes estiment que la présence de tremblements dépendrait de la localisation des lésions cérébrales. « Chez certains patients, les lésions concernent des zones motrices spécifiques, ce qui entraînerait un tremblement, alors que ces zones sont épargnées chez d'autres », explique le Dr Brandel.

Le mouvement, un des traitements majeurs

À terme, la maladie peut affecter des zones du cerveau au-delà des centres moteurs, entraînant des troubles cognitifs. En ce qui concerne la forme sans tremblement, des études ont suggéré que les patients ont souvent une progression plus rapide et un moins bon pronostic. « C'est à présent débattu, car cela reste très variable », nuance la neurologue.

Michel, lui, se sent plutôt chanceux : huit ans après le diagnostic, sa maladie reste discrète. « Nous allons régulièrement jouer aux cartes et personne n'a ja-

mais rien remarqué », raconte sa femme Colette. Les difficultés restent toutefois bien réelles. « Même si je suis relativement autonome, je vois les symptômes progresser, raconte Michel. Je suis très fatigué, j'ai des crampes très douloureuses dans les jambes, des difficultés à déglutir. Parfois, il m'arrive de m'endormir d'un coup en milieu de journée, d'être à bout de souffle et de ne pas pouvoir finir ma phrase ou de faire tomber ma tasse de café. » Récemment, un nouveau symptôme l'a obligé à augmenter les doses de lévodopa : le syndrome des jambes sans repos, soit le besoin irrésistible de bouger les jambes, par exemple dans la nuit, ce qui l'empêche de dormir.

Avec ou sans tremblement, le traitement est le même. Il repose principalement sur la lévodopa, une molécule permettant de compenser la perte de dopamine habituellement produite par le cerveau. Elle peut être avalée sous forme de comprimé ou délivrée via une pompe. Ces médicaments n'empêchent pas la maladie de progresser, mais seulement de soulager les symptômes. « Indépendamment de la forme, l'évolution peut être plus ou moins rapide selon les patients, sans que l'on parvienne précisément à expliquer pourquoi », souligne la Dr Aurélie Méneret, qui précise qu'il existe des facteurs génétiques.

En plus des médicaments, Michel fait plusieurs séances d'orthophonie et de kinésithérapie chaque semaine. « Le mouvement est l'un des traitements majeurs de cette maladie et il redonne confiance aux patients », insiste le Dr Jean-Philippe Brandel. Dans certains cas, il est possible d'avoir recours à la stimulation cérébrale profonde, y compris dans la forme akinéto-rigide. Récemment, plusieurs travaux scientifiques ont ravivé l'espoir de pouvoir un jour proposer aux patients un traitement neuroprotecteur. Parmi les pistes prometteuses : l'antidiabétique lixisénatide. Dans un essai clinique français, l'injection quotidienne de ce médicament a été associée au ralentissement de la progression de la maladie, ce qui devra être confirmé à plus grande échelle.

En attendant, comme beaucoup, Michel connaît des hauts et des bas mais refuse de se laisser abattre. « Je marche tous les jours, je fais du bricolage, je vais jouer aux cartes deux fois par semaine, on fait des repas avec les amis et la famille », sourit-il. Il y a quelques années, le couple a même investi dans une voiture automatique que Michel peut conduire pour des petits déplacements, accompagné d'une tierce personne, « ce qui nous a changé la vie », souligne Colette. ■

Que ce soit pour colorer un aliment ou améliorer son goût, allonger sa durée de vie ou lui conférer une texture particulière, des additifs sont systématiquement ajoutés dans les produits transformés. Mais ces substances aux propriétés si recherchées pourraient aussi avoir des effets néfastes sur la santé. Les travaux récents d'une équipe de chercheurs français avaient déjà suggéré qu'une consommation excessive pouvait accroître le risque de certains cancers et de maladies cardio-vasculaires. Une nouvelle étude avance cette fois un possible lien avec le diabète de type 2. Une corrélation encore fragile, qui nécessite d'être confirmée.

Pendant un peu plus de sept ans, des scientifiques du Centre de recherche en épidémiologie nutritionnelle ont suivi 108 000 adultes français participant à la fameuse cohorte NutriNet-Santé. Lors de cette période, les volontaires ont été invités à deux reprises à répondre précisément à des questions variées sur leur état de santé, leur mode de vie ou encore leurs habitudes alimentaires. « Les questionnaires offrent un niveau de détail important, nous disposons du nom des produits, de leur marque et des doses consommées », précise Mathilde Touvier, directrice de recherche à l'Inserm en épidémiologie nutritionnelle, qui a supervisé l'étude publiée dans la revue *Plos Medicine*.

« Cette étude est intéressante et ouvre une piste à explorer. Mais il est probable que les effets des additifs alimentaires soient assez marginaux à côté de ceux d'une alimentation riche en sucres et pauvre en fibres, notamment chez les populations défavorisées »

Pr Martine Laville Professeur émérite de nutrition à l'université Lyon 1

Les chercheurs ont identifié cinq mélanges distincts d'additifs, généralement ingérés ensemble. Il s'avère que deux de ces mix sont associés à un risque accru de diabète de type 2. L'un contient principalement des émulsifiants tels que l'amidon modifié, les pectines et la gomme de guar, des additifs qui entrent par exemple dans la composition des crèmes glacées et des sauces industrielles. Le deuxième mélange incriminé comprend de l'acide citrique, de l'aspartame ou encore du caramel au sulfite d'ammonium, des substances que l'on retrouve notamment dans les sodas allégés en sucre et plus généralement dans les boissons sucrées. Contre toute attente, un tel lien n'a pas été observé pour les additifs présents dans les gâteaux et les biscuits apéritifs, ni les nitrites, largement utilisés dans les charcuteries.



Des émulsifiants tels que l'amidon modifié, les pectines et la gomme de guar, qui entrent dans la composition des crèmes glacées, forment un mix qui peut être associé à un risque accru de diabète de type 2. KANPISUT - STOCKADOB.COM

Des additifs alimentaires soupçonnés de favoriser le diabète de type 2

Cécile Thibert

Ces substances très utilisées dans l'industrie agroalimentaire pour leurs multiples propriétés sont désormais soupçonnées d'avoir des effets néfastes pour la santé.

« À notre connaissance, il s'agit de la première étude épidémiologique qui retrouve une telle association », souligne Mathilde Touvier. « Même en tenant compte de la consommation de sucre, de sel et de gras, de l'indice de masse corporelle, du statut tabagique ou encore des antécédents familiaux de diabète, nous retrouvons un lien avec ces additifs », poursuit la chercheuse, qui reconnaît toutefois qu'« avec une étude de ce type, on ne peut jamais être sûr à 100 % du lien de causalité ».

À ce stade, il est en effet impossible d'affirmer avec certitude que ces substances seraient responsables du diabète de type 2. « Ces résultats sont un argument en faveur d'un risque éventuel des additifs alimentaires, mais le niveau de preuve est faible », réagit le Dr Olivier Dupuy, chef du service de diabétologie à l'hôpital Saint-Joseph (Paris). « Les études épidémiologiques concernant la

nutrition ont ceci de particulier qu'elles reposent sur des questionnaires. Il n'y a pas d'analyses biologiques qui permettraient de vérifier les déclarations des participants. Il faut donc rester prudent quant à l'interprétation des résultats », poursuit le médecin.

En outre, les participants à l'étude ne reflètent pas véritablement le Français « moyen » : il s'agit à 80 % de femmes issues de milieux plutôt favorisés, ou du moins qui prennent soin de leur santé. Les résultats peuvent donc difficilement être généralisés à l'ensemble de la population.

Par ailleurs, les produits contenant le plus d'additifs alimentaires - les produits transformés issus de l'industrie agroalimentaire - sont aussi ceux qui sont le plus gras, salés, et sucrés. Comment être certain que les effets observés sont bien liés aux additifs, et non à ces nutriments qui, en excès,

sont assurément nocifs ? Reste que si cette étude ne permet pas de conclure avec certitude à la nocivité des additifs alimentaires, elle rappelle l'intérêt de privilégier la consommation d'aliments non transformés à base de fruits, de légumes ou encore de légumineuses !

Reste qu'un possible lien entre additifs alimentaires et diabète doit être pris au sérieux. « Des études toxicologiques menées sur des cellules par une équipe Inrae à Toulouse ont par exemple montré que ces mélanges peuvent avoir des effets délétères », souligne Mathilde Touvier. D'autres travaux ont aussi mis en évidence des mécanismes liés à la perturbation du microbiote intestinal, notamment avec les émulsifiants. Or, comme le souligne Martine Laville, professeur émérite de nutrition à l'université Lyon 1, « des perturbations du microbiote intestinal peuvent entraîner une in-

flammation à bas bruit favorisant l'insulinorésistance », phénomène central dans le diabète de type 2.

« Cette étude est intéressante et ouvre une piste à explorer. Mais il est probable que les effets des additifs alimentaires soient assez marginaux à côté de ceux d'une alimentation riche en sucres et pauvre en fibres, notamment chez les populations défavorisées », estime le Pr Laville. Le lien entre ce type de régime alimentaire déséquilibré et le diabète de type 2 n'est, lui, plus à prouver. À côté de l'alimentation, l'obésité et le manque d'activité physique sont également des facteurs connus pour augmenter le risque de cette maladie. « Il y a aussi un facteur génétique très important », ajoute le Dr Dupuy. Sans oublier l'âge. « Plus on vieillit, plus le risque de développer un diabète de type 2 augmente. C'est une maladie de la vieillesse », conclut le diabétologue. ■

Un médicament offre une première piste prometteuse pour soigner l'addiction à la cocaïne

Delphine Chayot

Cette molécule déjà testée dans d'autres pathologies a permis de réduire la consommation de personnes dépendantes dans un essai clinique.

Alors que la consommation de cocaïne atteint des niveaux records en France, il n'existe aucun médicament approuvé pour soigner cette addiction. Selon l'Observatoire français des drogues et de la toxicomanie, plus de 1 million de personnes ont consommé ce psychostimulant au moins une fois en 2023 - deux fois plus que l'année précédente. La cocaïne serait à l'origine de 10 000 hospitalisations par an et de complications médicales dont la gravité et la fréquence augmentent. Des chercheurs du laboratoire Novartis présentent une piste thérapeutique jugée « prometteuse », qu'ils ont testée pour la première fois chez l'être humain.

Les scientifiques ont cherché à modérer l'activité d'un neurotransmetteur excitateur du cerveau, le glutamate, impliqué dans le traitement de la récompense et de la dépendance à la co-

caïne. Pour cela, expliquent-ils dans la revue *Science Translational Medicine*, ils ont utilisé une molécule déjà connue, le mavoglurant, capable de bloquer un récepteur au glutamate, appelé mGluR5. « Déjà testé sur le syndrome de l'X fragile, le trouble obsessionnel compulsif ou la maladie de Parkinson, le mavoglurant est sûr et bien toléré », écrivent-ils.

Quelque 70 adultes présentant un trouble de la consommation de cocaïne en poudre, prise par voie nasale, ont été recrutés en Suisse, en Espagne et en Argentine pour participer à cet essai clinique de phase II. Une partie d'entre eux s'est vue proposer le mavoglurant oral, à raison de deux fois par jour pendant quatorze semaines. Les autres ont reçu un placebo.

Au bout de 98 jours, l'effet du traitement est significatif, indiquent les auteurs de l'étude : il réduit la proportion de jours comportant une prise de

cocaïne. Une recherche complémentaire dans les urines et les cheveux confirme que le groupe traité par mavoglurant présente moins de résidus de

« Ces résultats sont très encourageants, mais ils devront être confirmés par d'autres études (...) Par ailleurs, on ne sait pas si le traitement continue à produire des effets au-delà des trois mois de l'étude »

Florence Noble
Directrice de recherche au CNRS

cocaïne, mais aussi d'alcool, que les participants sous placebo.

Dans les trois dernières semaines de l'étude, 28 % des patients du groupe traité étaient abstinents à la cocaïne,

contre 8 % dans le groupe placebo. « Comme les effets de la molécule ont été plus prononcés à la fin de l'essai », les scientifiques font l'hypothèse qu'un traitement mené plus longtemps pourrait aussi être plus efficace. Des maux de tête, des vertiges et des nausées ont été fréquemment observés.

« Ces résultats sont très encourageants, mais ils devront être confirmés par d'autres études », note Florence Noble, directrice de recherche au CNRS. Le nombre de participants, essentiellement des hommes de type caucasien, est très réduit. Par ailleurs, on ne sait pas si le traitement continue à produire des effets au-delà des trois mois de l'étude. « Il reste encore beaucoup de travail pour comprendre les mécanismes d'action du mavoglurant dans le cerveau », commente de son côté Christian Lüscher, neurobiologiste à l'université de Genève.

Les deux scientifiques se réjouissent de constater qu'une cible thérapeutique découverte il y a plus de vingt ans en recherche fondamentale est enfin expérimentée avec succès chez l'homme. Les études précliniques avaient suggéré que le blocage du récepteur mGluR5 inhibait la recherche et l'auto-administration de cocaïne chez les rongeurs. « Si l'effet se confirme, nous aurons fait un pas en avant dans le traitement de cette addiction », salue Florence Noble.

La cocaïne, substance au pouvoir addictif puissant, entraîne une dépendance psychique mêlant des facteurs génétiques et environnementaux. La prise en charge repose actuellement sur la thérapie comportementale. Le mavoglurant devrait maintenant être testé dans le cadre d'un essai clinique de phase III par une société de biotechnologie. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdjour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27

sur notre site
carnetdjour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès

260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement
heureux.

Le détail de nos tarifs
est sur notre site.

Tarif préférentiel pour
les abonnés.

Naissances,	Commémoration,
Adoptions,	Signatures,
Baptêmes,	Départs en
Fiançailles,	retraite,
Mariages,	Voeux,
Anniversaires,	Deuils,
Centenaires,	Condoléances,
Fête des Mères,	Remerciements,
Fête des Pères,	Souvenirs,
Saint-Valentin,	Messes et
Noces,	anniversaires,
Communications	Offices religieux,
diverses,	Prise d'habit,
Conférences,	Jubilé,
Thèses,	Jubilé sacerdotal,
Portes ouvertes,	Ordination,
Distinctions,	Voeux
Nominations,	monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdjour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

**Rendez hommage à vos proches**

Publiez une annonce de deuil dans le Carnet du Jour.

carnetdjour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

deuils

Eva Bernardin, son épouse, Alexandre, Hortense, Romain (†), Oskar, ses enfants, Riad, son gendre, Aneta, sa belle-fille, Raphaël, Nora, Paul, Louise et Thomas, ses petits-enfants, Sophie, sa sœur, Pascal, son frère, et Catherine, sa belle-sœur, Julie, Arthur, Alfred, ses neveux et nièce, et leurs conjoints, Zoé, Rose, Joachim, Éléonore, Alistair, Siena, Serafine, Sissi, ses petits-neveux et petites-nièces,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Didier BERNARDIN

le jeudi 3 avril 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce lundi 14 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), suivie de l'inhumation au cimetière de Levallois-Perret, 101, rue Baudin.

Thierry Civetta, son fils, Caroline Civetta, sa belle-fille, Amélie, Diane et François, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Georgette CIVETTA
née Gallissot,

survenu le 11 avril 2025, à l'âge de 91 ans, à Périgueux.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Périgueux, le mercredi 16 avril 2025, à 10 h 30, suivie de l'inhumation dans la stricte intimité familiale.

« J'ai eu une belle vie. »

Ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Émilienne ESTIENNE

survenu le 1^{er} avril 2025, dans sa 92^e année.

Pierre Fabre des Essarts, son époux,

Angélique et Amaury, Claire et Sébastien, ses filles et leurs conjoints, Mahaut, Louis, Antoine et Alexandre, ses petits-enfants,

Laure Barrault, Marc et Michèle Barrault, Sylvain et Hélène Barrault, ses sœur, frères, belles-sœurs, ainsi que toute la famille et ses amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

Anne FABRE des ESSARTS
née Barrault,

survenu le 8 avril 2025, à l'âge de 65 ans.

Un hommage lui sera rendu le mardi 15 avril, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, à Paris (20^e).

Philippe et Jean-François, ses fils, Danielle et Maryline, leurs conjoints,

et ses petits-enfants

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Françoise GARRIGUES

survenu le 10 avril 2025, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-Amette, Paris (15^e).

L'inhumation aura lieu le samedi 19 avril, à 10 heures, au cimetière Saint-Roch de Castres (Tarn).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Montpellier (Hérault). Aimargues (Gard).

François et Caroline Gilly, son fils et sa belle-fille, Christèle Gilly, sa fille,

Thomas et Laura, Marie, Lauriane et Jean Gabriel, ses petits-enfants et leurs conjoints,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Magdeleine GILLY
née de Montgolfier,

endormie dans la Paix du Seigneur, le 7 avril 2025 et dans le souvenir de son époux Gabriel Gilly.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 avril 2025, à 9 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Montpellier, suivie de l'inhumation au cimetière d'Aimargues.

Plutôt que des fleurs, des dons seront préférés pour la recherche sur la maladie de Parkinson.

Christiane Guérin Vanelly, son épouse,

a la tristesse de faire part du décès de

Maurice GUÉRIN

survenu le 11 avril 2025, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 avril, à 10 h 45, en l'église Saint-Louis de Fontainebleau.

M. et Mme Stéphane Jacqmin et leurs enfants, Mme Caroline Boizard, M. Frédéric Jacqmin, ses enfants et son petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Evelynne JACQMIN
née Falguier,

veuve de
M. Patrick Jacqmin

survenu le 9 avril 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame, à Poissy, le jeudi 17 avril, à 10 heures.

« Au jour du bonheur, sois heureux. »
Ecclesiaste 7 - 14.

Saint-Germain-des-Prés (6^e).

Bertrand et Élisabeth Meunier, Pascale et Luc de Noirmont, Frédéric et Véronique Meunier, ses enfants,

Marc et Leonie Meunier, Eliana, David et Mathilde Meunier, Isaac et Louis, Charles et Eliza Meunier, Clarisse Meunier, Romain et Axelle de Noirmont, Inès et Marceau, Alban et Joséphine de Noirmont, Félix et Jules, Grégoire de Noirmont, Maxime et Hélène de Noirmont, Clément de Noirmont et Lara Saramito, Thomas Meunier, Apolline Meunier et Maxime Poix-Daude, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Catherine Pernot, sa belle-sœur,

les familles Pernot, Girardet, Meunier, Raichlen et Fauvarque, ses neveux et nièces,

ont le chagrin de vous faire part de la mort de

Michèle MEUNIER
née Pernot,

le 10 avril 2025, à l'âge de 98 ans.

Le service religieux sera célébré en l'église protestante unie de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, à Paris (17^e), le mardi 22 avril 2025, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille tient à remercier Chabha, Najia et Helena pour leur grande gentillesse.

meuniercoste@gmail.com
lp.noirmont@wanadoo.fr
frederic@meunier.eu

Paris (16^e).

Les familles Laude et Soulyard

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Bernard LAUDE
née Françoise Soulyard,

survenu le 8 avril 2025, à l'âge de 88 ans, à Boulogne-Billancourt.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, 96, boulevard Murat, à Paris (16^e), le mardi 15 avril 2025, à 10 h 30.

127, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Antoine et Bibiane Deschamps, Amaury (†) et Sandrine du Mesnil du Buisson, Philippe et Gwenola Besseyre des Horts, ses enfants, ses douze petits-enfants et dix arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de la

comtesse Gérard du MESNIL du BUISSON
née Bénédicte de Bony de Lavergne,

survenu le 11 avril 2025, dans sa 88^e année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Denis de Mahéru (Orne), le mercredi 16 avril, à 10 h 45.

Écueillé (Indre). Chinon (Indre-et-Loire). Le Poulliguen (Loire-Atlantique).

En union avec son époux, M^{re} Jacques Morin (†),

Marie-Françoise et Jacques Genet, Chantal et Jérémie Siddle, Pascal et Michèle Morin, ses enfants, Sœur Marie Vianney, Alexandre et Katia, Stéphanie, Anne-Charlotte, Maxime et Caroline, Sophie et Adam, Jean-Baptiste et Julie, ses petits-enfants, Alix, Marguerite, Gustave, Martin et Gaspard, ses arrière-petits-enfants,

ainsi que toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Michelle MORIN
née Bagneux,
maire honoraire d'Écueillé,

survenu le 11 avril 2025, dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 avril 2025, à 15 heures, en l'église d'Écueillé, suivie de l'inhumation au cimetière d'Écueillé.

Condoléances sur registre.

Dominique, sa femme, et Charles, son fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Thierry MOULIN

survenu le 8 avril 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16^e), ce lundi 14 avril 2025, à 10 heures.

Simonne Sartorio, son épouse, et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

André SARTORIO
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 avril 2025, à l'âge de 103 ans.

La cérémonie religieuse et la crémation auront lieu dans l'intimité familiale.

Catherine et Olivier Segal, ses enfants, Laurent, Samuel et Nathan Michel, ses gendre et petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierrette SEGAL

survenu le 8 avril 2025, dans sa 90^e année, à Nice.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André, à La Bastide-de-Besplas (Ariège), ce lundi 14 avril, à 10 heures.

hommages.pierrette.segal@gmail.com

Isabelle Hittner Schmidt, Denis Schmidt (†), Dominique Mory-Schmidt, Anne Bouchard, Christine Schmidt, ses enfants,

Emmanuel, Raphaële, Grégoire et Alexandrine, Benjamin et Clémence, Antoine, Nicolas, Clément (†), ses petits-enfants,

et ses 7 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Robert G. SCHMIDT

le 7 avril 2025, dans sa 102^e année, à Paris (17^e).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Aubin, à Faverolles-sur-Cher, le mardi 15 avril 2025, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous sommes priés de vous faire part du décès de

Brigitte SONJOUR
née Facon-Leleu,

veuve de
Raymond Sonjour

survenu le 3 avril 2025.

De la part de

Pascale Rieusset, sa fille, Paul Rieusset, son fils, Guillaume Tatu, son petit-fils, et Héléne, sa compagne, Delphine Tatu-Buchet, sa petite-fille, et Baptiste, son époux, Lila, Maë et Noa, Juliette et Antonin, ses arrière-petits-enfants, Mme Danielle Bergelin, sa belle-sœur, et sa famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris (17^e).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de La Chapelle-Moutils (Seine-et-Marne), où reposent ses parents.

Jean-Pierre, Nathalie, Valérie, Gérard, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Colette VAUZANGES
née Salles,

veuve de
Bernard Vauzanges

survenu le 9 avril 2025, à l'âge de 94 ans, à Paris (14^e).

Les obsèques auront lieu au cimetière du Puy-Saint-Clair, à Tulle (Corrèze), dans l'intimité familiale, le vendredi 18 avril 2025, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Olivier de Vulpian, son épouse,

Mélanie et Pascal, Philippine et Pierre-Antoine, Thibaut et Estelle, Augustin et Valérie, ses enfants et leurs conjoints,

Maguelone, Louise, Soline, Clémentine, Tifaine, Isaline, Maelu et Calliste, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Olivier de VULPIAN

survenu le 5 avril 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Sainte-Jeanne-d'Arc de Chartres (Eure-et-Loir), le mardi 15 avril, à 10 heures.

souvenirs

Il y a cinquante ans, le 13 avril 1975,

Jean-Louis BENSOUSSAN

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

ann.bensoussan@gmail.com

disparition**Ted Kotcheff, réalisateur de « Rambo »**

Ted Kotcheff, en 2012. DAVE KOTINSKY/GETTY IMAGES

Olivier Delcroix et Étienne Sorin

Il a filmé la survie comme personne mais a fini par rendre les armes. Le cinéaste canadien Ted Kotcheff est décédé jeudi à l'âge de 94 ans. Son nom est attaché à *Rambo*, la saga des années 1980 portée par Sylvester Stallone, qui alternera dans cette décennie entre la jungle et le ring en enfilant les gants de Rocky Balboa. Kotcheff n'a pourtant signé que le premier volet, en 1982, très différent de ce que deviendra la franchise, caricature de l'Amérique musclée des années Reagan. Avant de dézinguer du Viêt-cong et du Soviétique à la pelle, John Rambo est un vétéran de la guerre du Vietnam traumatisé, comme nombre d'antihéros du cinéma américain (*Voyage au bout de l'enfer*, *Apocalypse Now*, *Platoon*, *Outrages...*). Incapable de se réinsérer dans la société, l'ancien bétier vert, décoré pour actes de bravoure, va craquer complètement après avoir été injustement arrêté pour vagabondage en plein cœur de l'Amérique profonde. Emprisonné et maltraité, Rambo s'enfuit dans les bois. Devenu un gibier humain, il est finalement convaincu de se rendre par le colonel Trautman, figure paternelle consolatrice.

À l'origine du film, on trouve le roman de l'écrivain David Morrell, paru en 1972. Il fera lentement son chemin jusqu'à Hollywood. Dans le livre, le personnage de John Rambo est décrit comme « fou de rage ». Le film en fait un soldat victime des circonstances. En participant au scénario, Stallone n'y va pas de main morte : Rambo met ses adversaires hors de combat, les mutile, mais ne les tue pas... La mise en scène de la violence est hypertrophiée : mitraillage, explosions, poursuites à moto. Ted Kotcheff découpe l'action, use de ralentis pour exposer le corps sculptural de Stallone dans une chorégraphie qui s'apparente à un ballet funèbre. Sur le plan symbolique, Rambo sert de catharsis à l'Amérique. Il n'est pas encore ce héros positif, gendarme du monde surarmé que les épisodes suivants enverront en Afghanistan ou en Birmanie. Dès *Rambo 2 : la mission*, de George P. Cosmatos, sorti

en 1985, le slogan de l'affiche est on ne peut plus clair : « Cette fois, il y va pour gagner. »

Ted Kotcheff n'est pourtant pas l'homme d'un seul film. Il remporte l'ours d'or au Festival de Berlin dès 1974 grâce à *L'Apprentissage de Duddy Kravitz*. Le jeune nom est attaché à *Rambo*, la saga des années 1980 portée par Sylvester Stallone, qui alternera dans cette décennie entre la jungle et le ring en enfilant les gants de Rocky Balboa. Kotcheff n'a pourtant signé que le premier volet, en 1982, très différent de ce que deviendra la franchise, caricature de l'Amérique musclée des années Reagan. Avant de dézinguer du Viêt-cong et du Soviétique à la pelle, John Rambo est un vétéran de la guerre du Vietnam traumatisé, comme nombre d'antihéros du cinéma américain (*Voyage au bout de l'enfer*, *Apocalypse Now*, *Platoon*, *Outrages...*). Incapable de se réinsérer dans la société, l'ancien bétier vert, décoré pour actes de bravoure, va craquer complètement après avoir été injustement arrêté pour vagabondage en plein cœur de l'Amérique profonde. Emprisonné et maltraité, Rambo s'enfuit dans les bois. Devenu un gibier humain, il est finalement convaincu de se rendre par le colonel Trautman, figure paternelle consolatrice.

Loïn de la violence

Le réalisateur canadien débarque en Australie pour tourner un scénario tiré d'un roman de Kenneth Cook. L'histoire de John Grant, un instituteur beau et blond en poste au fin fond de l'Outback. Autant dire au milieu de nulle part, d'un paysage de poussière écrasé par un soleil de plomb. Pour les vacances de Noël, Grant se rend à Bundanyabba, une ville minière où il doit passer une nuit avant de s'envoler pour Sidney et retrouver sa jolie fiancée. Sauf que le voyage est long et... immobile. On ne quitte pas Bundanyabba si facilement. Son « hospitalité agressive » et ses habitants buveurs de bière transforment l'étape en cauchemar. C'est Kafka dans l'Outback. La très mince couche de vernis de civilisation se craquelle. Ce retour à l'état sauvage culmine avec une (vraie) chasse au kangourou hallucinante. *Wake in Fright* représente l'Australie au Festival de Cannes avant de sortir dans des versions tronquées. Puis plus rien. Le film reste invisible pendant quarante ans, jusqu'à une récente réédition dans une version restaurée. « Ce film m'a laissé sans voix ! », dira Martin Scorsese, qui en a pourtant vu d'autres.

Après *Rambo*, Ted Kotcheff signera la comédie à succès *Week-end chez Bernie* ou encore la série *B The Shooter*. Il travaillera aussi comme producteur et réalisateur sur *New York, unité spéciale* et connaîtra une seconde sélection au Festival de Cannes avec *Joshua Then and Now* en 1985. Une nouvelle adaptation d'un livre de Mordecai Richler, très nostalgique. Et très loin de la violence qui a fait sa renommée. ■

« En France, aujourd'hui, on incendie un McDonald's périurbain pour soutenir la cause palestinienne »

PROPOS RECUEILLIS PAR

Ronan Planchon et Constantin Gaschignard

LE FIGARO. - Le restaurant McDonald's en construction à Montrabé, commune de l'Est toulousain, a été incendié dans la nuit de lundi 7 à mardi 8 avril. Un mystérieux groupe a revendiqué les faits, perpétrés « en soutien au peuple palestinien ». Comment interpréter cette revendication ? Les appels au boycott de marques ont-ils des effets concrets sur des mastodontes comme McDonald's ?

JÉRÔME FOURQUET. - Il est intéressant de constater que le groupe qui a revendiqué cette action s'appelle Les Frites insoumises, un clin d'œil potache assez évident à LFI. Leur communiqué fait référence à un appel au boycott de la chaîne McDonald's intervenu après le 7 Octobre. À l'époque, des vidéos avaient circulé sur les réseaux sociaux, dans lesquelles des employés de l'enseigne se mettaient en scène livrant des repas gratuits à l'armée israélienne. En réaction, des appels au boycott s'étaient propagés sur les mêmes réseaux sociaux en solidarité à la cause palestinienne. Ces appels avaient eu un effet non négligeable sur la fréquentation de certains restaurants McDonald's, essentiellement ceux situés dans les banlieues, dont le quartier du Mirail, à Toulouse. Et le collectif des Frites insoumises argue que c'est pour pallier ce manque à gagner que la firme américaine aurait décidé d'accélérer son implantation sur notre sol. Nous pensons plutôt, pour notre part, que c'est la concurrence accrue d'autres enseignes de fast-food, nourrie par l'engouement non démenti de nos concitoyens pour ces produits, qui est à l'origine de cette volonté d'étendre encore davantage le maillage de McDonald's.

On constate en effet que, à ce jour, les appels à se détourner des marques américaines après l'investiture de Donald Trump n'ont eu que très peu d'écho parmi les consommateurs français. Cela illustre le lien très solide qu'ont su tisser au fil du temps des marques comme Coca-Cola, McDonald's, Nike ou Levi's avec la population française. Cela montre également combien le motif invoqué va jouer dans le résultat d'un appel au boycott. Appeler à boycotter par hostilité à l'impérialisme américain et contre la malbouffe n'a que peu d'effet, quand un appel motivé par un soutien au peuple palestinien fonctionne manifestement davantage dans certaines composantes de la population hexagonale.

En quoi cet événement est-il symptomatique de bouleversements culturels de notre société ?

Cet événement renvoie d'abord en creux à la stratégie de développement spectaculaire de l'entreprise McDonald's, partout en France, notamment en périphérie des grandes villes. McDonald's compte aujourd'hui 1560 restaurants et a annoncé vouloir en implanter une cinquantaine d'autres cette année. Celui incendié à Montrabé fait partie de ce nouveau contingent.

La firme américaine a d'abord cherché à s'implanter dans le cœur des grandes villes. Puis elle s'est étendue progressivement dans les périphéries et les zones rurales. La marque McDonald's fait aujourd'hui partie de nos paysages, avec le fameux « M » du logo, qui maille le territoire national d'une manière de plus en plus serrée. Le cas de l'agglomération toulousaine est symptomatique de cette implantation de plus en plus dense, qui épouse le front de l'étalement urbain et de la périurbanisation. Montrabé est en effet une commune de la deuxième couronne toulousaine, qui, comme beaucoup de petits bourgs de cette zone-là, a connu une croissance démographique spectaculaire. Elle symbolise cette France périurbaine,

qui est sortie de terre entre les années 1980 et 2000, et qui a ensuite poursuivi sa croissance démographique du fait de l'attractivité de la métropole toulousaine. En 1982, Montrabé ne comptait que 1740 habitants, puis 2350 en 1990, 3200 en 1999 et 4322 aujourd'hui. Soit une croissance de 250 % de sa population en quarante ans !

Montrabé est à seulement 5 kilomètres du périphérique de Toulouse, ville-centre qui compte déjà un nombre important de McDonald's. Il existe également trois McDonald's dans trois des communes limitrophes de Montrabé, que sont Rouffiac-Tolosan, L'Union et Balma, commune qui abrite par ailleurs un Burger

King et un KFC. Mais, manifestement, la direction de la multinationale américaine considère que la croissance démographique de Montrabé justifie l'implantation d'un restaurant supplémentaire dans cette zone. Une commune de 4300 habitants constitue ainsi aujourd'hui un bassin de chalandise suffisant pour un restaurant de ce type. C'est très révélateur de la place considérable prise par cette entreprise dans nos vies et dans nos habitudes alimentaires, mais aussi de la concurrence acharnée que se livrent ces différentes enseignes de fast-food pour occuper le terrain, et ne laisser aucun espace à leurs rivaux.

McDo sert deux millions de clients par jour, ce qui fait de la France son deuxième marché mondial après les États-Unis

Le restaurant qui a été incendié était en construction sur un axe routier à proximité immédiate d'un rond-point, en face d'un supermarché Super U - le point de repère commercial de la commune. Montrabé est située par ailleurs entre l'autoroute A68 et la M112, deux voies très fréquentées qui permettent d'accéder à Toulouse. On voit que, dans la réflexion stratégique de McDo, il y a une volonté de maille le territoire en dotant chaque sous-bassin de population d'un point de vente, mais aussi de cibler autant que possible des emplacements proches des grands axes de circulation. C'est une illustration de plus de la place prépondérante de l'automobile dans la vie des Français et de cette « civilisation de la voiture », sur laquelle surfe le fameux « drive » de McDonald's, qui permet de commander un hamburger à emporter.

Le restaurant qui a été incendié était en construction sur un axe routier à proximité immédiate d'un rond-point, en face d'un supermarché Super U - le point de repère commercial de la commune. Montrabé est située par ailleurs entre l'autoroute A68 et la M112, deux voies très fréquentées qui permettent d'accéder à Toulouse. On voit que, dans la réflexion stratégique de McDo, il y a une volonté de maille le territoire en dotant chaque sous-bassin de population d'un point de vente, mais aussi de cibler autant que possible des emplacements proches des grands axes de circulation. C'est une illustration de plus de la place prépondérante de l'automobile dans la vie des Français et de cette « civilisation de la voiture », sur laquelle surfe le fameux « drive » de McDonald's, qui permet de commander un hamburger à emporter.

Les enseignes de fast-food ont-elles aussi transformé le rituel du repas à la française dans nos petites villes ?

À Montrabé, nous sommes typiquement dans une zone qui correspond à ce que j'appelle « la France hydroponique », un terme emprunté au registre lexical de l'agronomie (*la culture hydroponique est pratiquée sous des serres dans lesquelles poussent, sur un substrat neutre, des fruits et des légumes au goût standardisé, NDLR*). Cette commune périurbaine toulousaine ressemble ainsi, à bien des égards, à tant de communes situées dans les couronnes lyonnaises, bordelaises ou nantaises, par exemple. S'il subsiste quelques spécificités architecturales propres à chaque région, le rond-point, le Super U, le McDo et toutes les enseignes franchisées - avec leur esthétique standardisée et reconnaissable - contribuent à une uniformisation de nos paysages.

Avant que ce McDonald's soit incendié, l'Association des parents d'élèves des écoles de la commune avait lancé une pétition contre le projet d'installation de ce restaurant. Ils s'inquiétaient des conséquences sur la santé de leurs enfants et alertaient sur les impacts pour la qualité de vie et l'environnement, tout en expliquant qu'il y avait déjà plusieurs fast-foods aux alentours. Cette mobilisation, pour respectable qu'elle soit, semble cependant un peu vaine, car, si la firme cherche à s'y implanter, c'est qu'elle a identifié une demande à satisfaire et une clientèle suffisante, y compris dans une commune de seulement 4300 habitants. Une très large partie de la population s'est en effet convertie à ce type de pratiques alimentaires. McDo sert 2 millions de clients par jour, ce qui fait de la France son deuxième marché mondial après les États-Unis.

Dans une note pour la Fondation Jean Jaurès publiée en 2022, vous expliquiez que cette entreprise était plébiscitée par les 18-35 ans, quelles que soient leurs opinions politiques et leur catégorie socioprofessionnelle. Est-ce le dernier référentiel commun ?

L'étude portait sur les 18-35 ans, mais le phénomène dépasse cette génération. Les jeunes d'il y a tren-

te ans qui ont découvert McDo à l'adolescence sont aujourd'hui pères et mères de famille. Ils y emmènent à leur tour leurs enfants. La mobilisation d'une partie du monde associatif local s'apparente donc à un combat d'arrière-garde.

En 1999, le syndicaliste agricole José Bové avait « démonté » le chantier du McDo de Millau, à 180 kilomètres de Montrabé. Ses arguments étaient identiques à ceux avancés par les parents d'élèves. En vingt-six ans, rien de nouveau sous le soleil, serait-on tenté de dire. Sauf que, à l'époque, les environs de Montrabé ne comptaient pas trois restaurants McDonald's et la France n'en dénombrait pas 1560. Le rouleau compresseur de cette enseigne avance implacablement.

Doit-on y voir l'échec de l'antiaméricanisme et des utopies anticapitalistes, qui ne datent d'ailleurs pas de McDonald's ? Tirant les enseignements de l'épisode José Bové, McDonald's a compris que, pour séduire la clientèle française, il fallait franciser le concept. La marque a alors mis en avant le fait de faire travailler les agriculteurs français, a modifié sa carte (avec davantage de salades et de légumes au menu) et développé des recettes faisant référence à certains de nos terroirs. En dépit de ces efforts d'acculturation, McDonald's demeure un symbole emblématique de l'américanisation en profondeur de notre société. Le restaurant situé sur un rond-point face à un supermarché, comme c'est le cas de celui de Montrabé, donne à nombre de communes périurbaines une couleur de « suburbs » américaines, telles qu'elles sont données à voir dans les innombrables films et séries américaines, visionnés depuis plusieurs générations par le public français. Pour Montrabé, ce n'est pas l'unique ingrédient de cette coloration « yankee ». Dans ce pays de rugby, cette commune abrite de longue date un club de football américain, les Comètes, assez connu et performant sur le plan sportif. La ville accueille également le Montrabé Country Legend, un club de danse country, ainsi que trois salons de tatouage et une microbrasserie appelée Ice Breaker Brewing, où l'on peut commander une pinte de « craft beer », comme outre-Atlantique. Ajoutez à cela un golf et un skatepark : toute une série de marqueurs paysagers de l'Amérique contemporaine se trouvent transplantés dans la France hydroponique, dont Montrabé n'est que l'un des nombreux exemples.

Les McDonald's sont-ils toutefois mieux acceptés que l'implantation massive de kebabs et d'autres enseignes de fast-food américaines en France ?

Peut-être en partie. Mais, au-delà du McDo de Montrabé, on trouve un Burger King et un KFC dans des communes voisines. À l'échelle nationale, d'autres chaînes se développent, comme Popeyes et sa cuisine cajun, originaire de Louisiane. Sans parler de Five

En dépit de ces efforts d'acculturation, McDonald's demeure un symbole emblématique de l'américanisation en profondeur de notre société

Guys, des enseignes de donuts et de tous ces ingrédients de l'imaginaire américain qui se déploient progressivement chez nous, y compris dans des lieux reculés. Ce phénomène concerne l'alimentation, mais également, on l'a vu, des pratiques sportives et récréatives. Cette transformation génère auprès d'une frange minoritaire de la population des réactions parfois hostiles - en témoigne la pétition que j'évoquais plus tôt - ou plus radicales, comme l'illustre l'incendie de Montrabé. ■

* Jérôme Fourquet est directeur du département opinion de l'Ifoq.

JÉRÔME FOURQUET

Dans la nuit du 7 au 8 avril, un restaurant McDonald's en construction à Montrabé, près de Toulouse, a été incendié « en soutien au peuple palestinien ». L'occasion pour le sondeur* d'analyser le millefeuille culturel français et la stratégie d'implantation d'une entreprise qui a métamorphosé notre pays.



Libéralisme : l'avenir d'une espérance



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

Donald Trump a pulvérisé l'exceptionnalisme des États-Unis, dont l'histoire se confondait avec la liberté politique et économique. Sous l'influence d'une alliance improbable entre populistes, conservateurs et libertariens, l'Amérique bascule dans la démocratie illibérale. Elle cumule le pouvoir sans limite laissé à un autocrate, la suspension de l'État de droit, un capitalisme de prédation allant de pair avec le démantèlement de l'État fédéral, la prise de contrôle des universités, de la recherche et de la culture, le ralliement à la doctrine des empires autoritaires d'un monde partagé en zones d'influence où la force prime le droit.

La rupture est irréversible. L'Amérique, à l'image de la Pologne, parviendra peut-être à se libérer du populisme autoritaire. Mais elle ne pourra redevenir ni la superpuissance qui réassurait l'économie de marché et la démocratie dans le monde, ni le refuge ultime de la liberté. Donald Trump, en institutionnalisant le mensonge, inscrit l'Amérique dans la logique orwellienne de Big Brother, selon laquelle « la guerre c'est la paix ; la liberté c'est l'esclavage ; l'ignorance c'est la force ». Dès lors, la confiance et l'admiration qu'inspiraient les États-Unis à tous les hommes épris de liberté est brisée. Avec pour illustration les doutes sur la dette américaine - tenue jusqu'alors pour la plus sûre du monde -, qui ont poussé les marchés obligataires au bord de la rupture au lendemain de l'adoption d'un protectionnisme généralisé. Quelques semaines ont donc suffi pour faire la vérité sur la révolution voulue par le président américain.

Donald Trump confirme que le plus grand danger pour la démocratie est intérieur avec sa corruption par les prétendus hommes forts, comme Athènes en fit la cruelle expérience dès le V^e siècle avant Jésus-Christ avec la prise de pouvoir des démagogues qui fraya la voie à la débâcle militaire face à Sparte. Le basculement de l'Amérique dans l'illibéralisme et son alignement sur les empires autoritaires créent ainsi la situation la plus dangereuse pour la survie de la démocratie depuis son émergence au XVIII^e siècle, pire encore que dans les années 1930.

Le champ de ruines engendré par Donald Trump souligne que la naïveté n'est nullement le fait des libéraux mais des démagogues. Elle est du côté des défenseurs du protectionnisme, qui assurent à tort qu'il n'appelle pas de représailles et qui occultent ses coûts exorbitants en termes de croissance, d'emploi et de prix, majoritairement supportés par les plus pauvres. Elle est du côté des critiques

de l'État de droit, qui oublient que sa suppression ou sa suspension ne débouchent pas sur la souveraineté du peuple mais sur le triomphe de l'arbitraire et de la peur. Elle est du côté des thuriféraires de la politique de puissance et de l'exaltation de la force, qui ne préservent pas la paix mais débouchent toujours sur la guerre et l'ascension aux extrêmes de la violence.

L'ère des empires dans laquelle nous entrons fait apparaître le cycle de la mondialisation, ouvert en 1989 avec la chute du mur de Berlin et refermé en 2022 avec l'invasion de l'Ukraine, comme un âge d'or perdu. Si la France fait exception, qui a connu un interminable déclin du fait de son refus de s'y adapter, il restera comme une période exceptionnelle de paix - hormis les guerres enlées et perdues de l'Occident - et de prospérité, conjuguant une croissance mondiale moyenne supérieure à 5%, la désinflation, le plein-emploi, la sortie de pauvreté de près de 2 milliards d'hommes, la diffusion universelle et à une vitesse record de la révolution numérique.

La dérive illibérale des États-Unis et les failles des empires autoritaires ouvrent une formidable occasion à l'Europe de renouer avec son histoire et son destin en redevenant le cœur du monde libre. Elle ne doit pas la laisser perdre

Pourtant, la mondialisation s'est bel et bien retournée contre la liberté. Les démocraties ne gouvernent plus que 6,6% de la population mondiale quand les régimes autoritaires dominent l'immense majorité de l'humanité. Les classes moyennes des nations libres, paupérisées, marginalisées et humiliées, ont cédé à la tentation autoritaire. Le système des échanges et des paiements mondiaux a éclaté en blocs rivaux et se reconfigure selon une logique d'arsenalisation.

Cet échec avéré de la mondialisation est assimilé à tort à la faillite du libéralisme. La mondialisation n'a pas été libérale ; elle a été dominée par la démesure, le renoncement au primat de la politique pour réassurer l'ordre international et le capitalisme, l'installation d'une économie de monopoles et de rentes, l'idolâtrie d'un individualisme nihiliste et la perte de toute notion du bien commun.

La survie de la démocratie au XXI^e siècle est très loin d'être acquise, mais elle n'est pas impossible.

L'espérance de la liberté n'est pas éteinte. Sur tous les continents, des femmes et des hommes continuent à risquer leur vie pour la défendre ou pour y accéder. Et il est établi que seule la démocratie libérale permet d'assurer effectivement la liberté des individus et des peuples.

Encore faut-il clarifier la nature du libéralisme, qui a été falsifiée par les attaques croisées des populistes de droite et de gauche qui l'ont assimilé à l'impuissance politique, à la paupérisation et aux inégalités, à la soumission à la violence, à la disparition de toute ambition collective. Le libéralisme n'est nullement une doctrine du laisser-faire et du laisser-aller plaçant pour la destruction de l'État et la négation de l'intérêt général. Il combine une philosophie politique fondée sur la limitation et la responsabilité du pouvoir, une doctrine économique qui promeut un marché régulé par la puissance publique, une éthique qui affirme la liberté et l'égalité dignité des hommes. En cela, il n'est nullement conservateur mais bien révolutionnaire. Il n'est pas le refuge des faibles mais l'apanage des âmes fortes.

La dérive illibérale des États-Unis et les failles des empires autoritaires ouvrent une formidable occasion à l'Europe de renouer avec son histoire et son destin en redevenant le cœur du monde libre. Elle ne doit pas la laisser perdre. L'Union et ses nations, auxquelles il faut rapidement réarmer le Royaume-Uni, disposent d'atouts majeurs : des talents, des cerveaux et des entrepreneurs ; une gigantesque épargne (35500 milliards d'euros) ; des entreprises de classe mondiale ; un grand marché régi par un État de droit, gage de confiance et de prévisibilité. Il ne manque que l'essentiel à savoir la reconnaissance du primat de la liberté, qui doit redevenir la boussole de l'Europe. Liberté d'entreprendre et de créer face à l'excès de régulation. Liberté des citoyens face à un État tentaculaire qui ligote les individus mais n'assure plus la paix civile et la répression de la violence. Liberté des nations qui exige un puissant effort de réarmement militaire mais aussi économique et politique pour la défendre face aux menaces intérieures et extérieures.

La corruption autoritaire et populiste des États-Unis nous rappelle que la liberté n'est jamais donnée mais toujours conquise, qu'elle n'est pas une rente mais un combat sans cesse renouvelé. Alexis de Tocqueville soulignait que « la liberté n'existe pas sans morale ni la morale sans foi ». En France comme en Europe, retrouvons foi dans la liberté ! ■

« Les ZFE sont fantastiques » : les dix mesures imaginaires d'une élue écologiste pour aller plus loin



SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour « Le Figaro », notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine le programme d'une députée écologiste pour faire descendre les préoccupations environnementales dans le quotidien des Français.

Depuis quelques jours, c'est un festival : la droite écocidaire, climato-criminelle et destructrice du vivant s'indigne de la loi sur les zones à faibles émissions, interdisant certaines voitures dans les centres-villes. Pourtant, non seulement cette loi est fantastique, mais elle ne va pas assez loin. Voici mon programme en dix mesures pour sauver la planète, réduire le bilan carbone de notre pays, et faire de la France la championne du monde de l'écologie.

1) Pour alléger la charge que les humains imposent à la planète, la loi sur la fin de vie sera transformée en loi sur le milieu de vie.

2) Les détenteurs de SUV seront sommés de dormir dans leur voiture, et leurs appartements seront réquisitionnés pour loger des réfugiés climatiques et les huit cent mille employés woke du service communication de la mairie de Paris.

3) Nous ferons tourner les éoliennes avec tout le vent produit par les interventions de François Bayrou et Yaël Braun-Pivet.

4) La loi sur le diagnostic performance énergétique sera renforcée. 20% de logements inhabités (car interdits à la location) à Paris, ce n'est pas suffisant. J'annonce un objectif ambitieux, mais atteignable si nous agissons avec détermination : 80% de logements inhabités. Yes we can. Cela incitera les propriétaires à utiliser leur pouvoir d'achat pour construire des doubles vitrages. Il paraît que certains partent encore en vacances

alors qu'ils n'ont pas de double-vitrage chez eux. Faillite écologique. Déroute morale.

5) Nous mettrons fin à un scandale d'État ! Certains Français ne savent pas qu'ils peuvent bénéficier de subventions, via MaPrimeRénov', pour améliorer l'étanchéité de leurs portes et fenêtres ! En 2025 ! Nous recruterons cent mille fonctionnaires, qui devront animer une campagne de communication, et se déplacer pour aider chaque Français qui le souhaite à bénéficier de cette aide. La République n'abandonnera aucun Français qui souhaite améliorer l'étanchéité de ses portes et fenêtres. Avec moi, personne ne sera laissé sur le bord de la route.

6) L'énergie nucléaire sera autorisée temporairement, le temps de nous fournir suffisamment d'électricité pour construire des centrales à charbon partout en France.

7) Le cumul des mandats écologique sera interdit. Aujourd'hui, certains petits malins siègent dans plusieurs instances, et ne parviennent pas à se consacrer pleinement à leur mission. Avec moi, il faudra choisir : soit le Haut Conseil pour le climat, soit le Conseil national de la transition écologique, soit le Secrétariat général à la planification écologique, soit le Conseil de défense écologique, soit l'Agence de la transition écologique, soit l'Office français de la biodiversité, soit le Cerema (Centre public d'études et d'expertise sur les risques environnementaux), soit l'Autorité environnementale, soit l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable, soit le comité interministériel pour le développement durable, soit le Conseil national de la protection de la nature, soit le Comité national de la biodiversité, soit l'Observatoire des médias sur l'écologie (1). Pas plus d'un.

8) Nous remplacerons le capitalisme par l'un des très nombreux autres modèles économiques qui ont fait leurs preuves.

9) Mon amie Anne Hidalgo sera nommée ministre d'État au Réaménagement écologique, inclusif et paritaire du territoire. Elle aura les mains libres pour mener à bien son projet de piétonnisation du périphérique (des limiteurs de vitesse pour piétons seront installés) et y organiser des manifestations en non-mixité queer palestinienne tous les dimanches (pour marcher contre le réchauffement de la planète). Si les marches sont suffisamment fréquentées (il faudra espérer trouver beaucoup de queers palestiniens), la planète refroidira. Évidemment, la tombe du soldat inconnu sera remplacée par un petit potager où pousser du maïs, en hommage aux circuits courts.

10) Un chèque électrification sera distribué aux habitants des zones sensibles pour leur permettre de remplacer leurs motos à combustion par des motos électriques, pour une pratique du rodéo urbain plus respectueuse de l'environnement. ■

(1) Malheureusement, aucune de ces instances n'est inventée, toutes existent.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappler

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappler

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 20 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 459 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

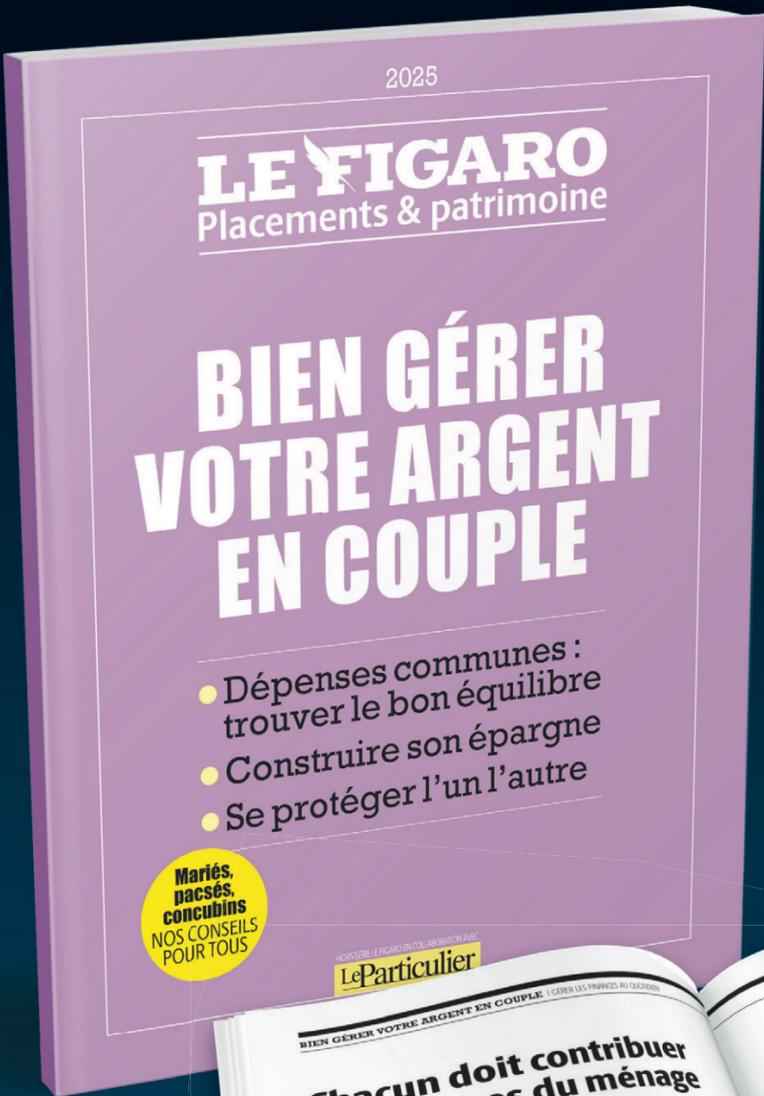


Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 18 pages
Cahier 2 Économie
3 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 8 pages

NOUVEAU

LE FIGARO

PRÉSENTE



Alignez vos choix financiers pour construire à deux



Parler d'argent en couple reste souvent tabou, par peur de créer des tensions ou de briser l'idéal romantique. Pourtant, éviter le sujet risque de fragiliser la relation. Car au-delà de la simple gestion quotidienne, l'argent soulève des questions majeures : partage équitable des dépenses, fusion des ressources ou stricte indépendance financière, anticipation des imprévus... Chaque couple doit trouver le modèle qui lui convient, sans ignorer les risques liés à une répartition déséquilibrée ou générée des dépenses.

et patrimoniale. Trop de couples ignorent les conséquences de leur statut en cas de séparation ou de décès. Chaque forme d'union, qu'il s'agisse du mariage, du pacs ou du concubinage, présente ses avantages et ses limites. Anticiper évitera de se retrouver démuné face aux aléas de la vie.

Ce hors-série vous aide à ouvrir le dialogue, à comprendre les conséquences de votre régime matrimonial, et à faire de l'argent un levier de protection et de construction à deux.

Hors-série Le Figaro Placements & patrimoine, 132 pages

Mais la gestion budgétaire ne saurait occulter un impératif majeur : la protection juridique

en partenariat avec **LeParticulier**

13,90 €

EN VENTE ACTUELLEMENT chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO économie



RÉSEAUX SOCIAUX
META ACCUSÉ D'AUTORISER
DES PUBLICITÉS POUR DE FAUX
MÉDICAMENTS **PAGE 23**

MÉDIAS
HOLLYWOOD SE MET À L'HEURE
DES VALEURS PRÔNÉES
PAR LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN **PAGE 26**



Droits de douane: Trump épargne les produits de la tech

D'abord inflexible face à la Chine, grand fabricant de smartphones et d'ordinateurs, Donald Trump a fini par céder aux pressions et par exempter ces appareils.

La décision a été prise tardivement vendredi : après une folle semaine de guerre commerciale avec la Chine, les États-Unis ont finalement fait marche arrière sur les smartphones, les ordinateurs et d'autres produits électroniques. Ces appareils avaient été soumis

mercredi par Donald Trump à des droits de douane de 145 %. Cela signifiait que le prix d'un iPhone aurait pu coûter de 2 000 à 3 000 dollars. Cette exemption donne un bol d'air aux consommateurs américains, qui risquaient de voir le

prix de ces produits populaires s'envoler. Ce retour à des taxes d'un niveau acceptable va aussi bénéficier aux géants de la tech comme Apple, qui importe de Chine ses iPhone et d'autres produits phares de la marque, ou encore le fabricant de micro-ordi-

nateurs Dell. Ces produits électroniques représentent plus de 20 % des importations américaines depuis la Chine. Pékin a appelé dimanche les États-Unis à « annuler complètement » les droits de douane réciproques.

→ LACOSTE FAIT SON COME-BACK SUR LA 5^E AVENUE, À NEW YORK **PAGE 22**



L'industrie automobile européenne appelle à l'aide

Sur le Vieux Continent, la part de marché des constructeurs auto européens ne cesse de se réduire. Alors qu'ils luttent à armes inégales contre leurs concurrents chinois, ils réclament que l'Union européenne les épaulé. **PAGES 20 ET 21**

> FOCUS BUDGET 2026 : 40 MILLIARDS D'ÉCONOMIES À TROUVER

Le budget 2025 à peine - et difficilement - bouclé, le gouvernement se projette sur celui de 2026. Il nécessitera un nouvel effort « très considérable » pour maintenir le cap des 3% de déficit en 2029, selon Éric Lombard. Le ministre de l'Économie a chiffré cet effort supplémentaire à « 40 milliards d'euros » pour réduire le déficit à 4,6% du PIB en 2026, ce dimanche sur BFMTV. Sophie Primas, porte-parole du gouvernement, a, de son côté, évoqué « 40 à 50 milliards » d'économies « à trouver ». C'est « une équation difficile », a-t-elle convenu au micro du « Grand Jury RTL-M6-Le Figaro-Public Sénat ». S'il estime qu'il est « trop tôt » pour donner le détail de la répartition entre économies et hausses d'impôts, Éric Lombard promet que « ça va être essentiellement des économies ». « Nous avons pris l'engagement de ne pas augmenter les impôts des classes moyennes ni des entreprises », poursuit-il, n'excluant pas aussi « une augmentation des recettes liées à la croissance ». À ce sujet, Bercy a toutefois récemment revu à la baisse sa prévision pour 2025, rabotée à 0,7% « compte tenu des incertitudes ». Une prévision « solide, crédible », juge le ministre, même si l'OFCE ou Rexecode tablent plutôt sur 0,5%. Entre l'instabilité politique et la guerre commerciale, l'horizon s'est fortement obscurci. Un brouillard tel que l'agence Moody's, qui devait donner sa note de la dette française vendredi, s'en est finalement abstenue. Elle attend de connaître « la manière dont le gouvernement entend réduire le déficit budgétaire toujours élevé de la France en 2026 et au-delà. »

ADRIEN BEZ

le PLUS du FIGARO ÉCO

DÉCIDEURS

Thierry Griselin, directeur général d'Antalis France et Benelux

PAR ANNE BODESCOT
PAGE 24

UN AUTRE REGARD

La France démunie face à la crise économique qui vient

PAR ANNE DE GUIGNÉ
PAGE 25

LIBRES ÉCHANGES

Pourquoi le roi dollar est devenu un fardeau exorbitant dans l'Amérique de Donald Trump

PAR JEAN-PIERRE ROBIN
PAGE 25

L'HISTOIRE

L'Argentine obtient un grand bol d'air des institutions internationales

C'est un grand soulagement pour le gouvernement argentin. Le pays a obtenu à la veille du week-end une aide de 42 milliards de dollars

de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Comme prévu, le FMI apporte la plus importante contribution, soit 20 milliards de dollars, dont 12 milliards « immédiatement » selon l'institution (nos éditions du 12 avril). Cette aide traduit la « reconnaissance des impressionnants progrès réalisés dans la stabilisation de l'économie » argentine mais aussi un « vote de confiance dans la détermination du gouvernement à poursuivre les réformes »,

a déclaré sur X la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. L'économie argentine croîtra « comme jamais auparavant », s'est enflammé le président argentin, Javier Milei. « L'Argentine sera l'économie qui va grandir le plus dans les vingt à trente prochaines années », a surenchéri le ministre de l'Économie, Luis Caputo. L'accord avec le FMI va permettre « d'en finir avec le contrôle des changes, qui a fait tant de mal depuis sa mise en place, en 2019 » a ajouté le ministre. Cette injection d'argent frais doit notamment permettre de reconstituer les réserves de la



Banque centrale et d'« exterminer durablement l'inflation », selon Javier Milei. L'inflation a été de 55,9 % en Argentine sur les douze derniers mois, contre 211 % fin 2023, au début du mandat de Javier Milei. ■
HERVÉ ROUSSEAU

La CGT appelle à son tour les cheminots à la grève pour le pont du 8 mai

Rien de nouveau sous le soleil. Alors que s'approchent les ponts du 1^{er} et du 8 mai, les plans des Français pourraient être contrecarrés par les projets des syndicats à la SNCF. Dès le 4 avril, SUD-rail a lancé un appel à la grève pour les 9, 10 et 11 mai, suivi dès le lendemain par le collectif national ASCT (CNA) à qui l'on doit les grèves très suivies de décembre 2022 et février 2024. Ce vendredi 11 avril, c'était au tour de la centrale de Montreuil d'entrer dans la danse. En fin de semaine dernière, la fédération des cheminots de la CGT a en effet renchéri d'un cran, appelant contrôleurs et conducteurs de train à cesser le travail dès le lundi 5 mai, soit trois jours avant le pont. Estimant qu'« un cap revendicatif doit être franchi collectivement et massivement », le syndicat entend maintenir la pression pour obtenir des revalorisations salariales. En ligne de mire notamment, la prime de travail des contrô-

leurs, plus de 4 600 d'entre eux ayant signé une pétition appelant à sa refonte. La question des fins de carrière est aussi pointée du doigt, la CGT rappelant s'être « engagée dans le processus de lutte visant à combattre les dernières réformes des retraites ». Elle demande notamment l'élargissement du congé d'anticipation d'activité réservé à des contrôleurs remplissant certaines conditions d'ancienneté. Côté cheminots, c'est à la « prime traction » que s'attaque la CGT, jugeant le système de calcul du dispositif « injuste et obsolète ». Au début du mois d'avril, le PDG de SNCF Voyageurs, Christophe Fanichet, s'est néanmoins dit « très confiant » quant à la possibilité de résolution du conflit, permettant d'éviter la grève. Sur France Inter, il a assuré que le dialogue social se déroulait bien, expliquant avoir « fait des avancées très concrètes sur les congés, les retraites, la commande ».

LOUISE DARBON

L'appel au secours de l'industrie automobile européenne

Valérie Collet

Attaqués en Chine et en Amérique du Nord, les industriels européens sont aussi en difficulté sur leurs terres. Face aux groupes chinois, ils luttent à armes inégales.

Plongés dans le grand bain de la mondialisation depuis des décennies, les grands acteurs européens de l'automobile ont le sentiment de nager à contre-courant ces derniers temps. Donald Trump vient de les lester un peu plus, avec 25% de droits de douane aux importations aux États-Unis. Ils n'avaient pas besoin de ce mauvais coup alors que, sur leur marché domestique, rien ne va plus. Les ventes de véhicules en Europe restent inférieures de 25% à leur niveau de 2019 et tous les analystes s'accordent sur le même étiage ces prochaines années. Les usines sont loin de tourner à plein, au point de laisser craindre de sévères réductions d'effectifs. Comme celles en cours en Allemagne chez Volkswagen, le numéro un européen, où 35000 suppressions d'emplois sont prévues d'ici à 2030.

Les groupes allemands (Volkswagen, BMW, Mercedes Benz), déjà à la peine en Chine, sont désormais touchés par la politique protectionniste américaine. Ils produisent en masse au Mexique et ils exportent d'Allemagne aux États-Unis leurs modèles haut de gamme. Les équipementiers et les sous-traitants souffrent. Leurs difficultés ont abouti ces derniers mois à des fermetures d'usines et parfois à des faillites. Les rangs s'éclaircissent partout. Chez Stellantis, les effectifs en Italie sont passés de 55000 salariés en 2021 à 38000 en 2025 et, en France, de 53000 en 2017 à 42000 aujourd'hui.

Absent de Chine et des États-Unis, Renault profite de cet atout providentiel. Ses dirigeants sont aussi convaincus d'avoir offert une plus grande agilité au Losange en séparant la production électrique et logicielle d'un côté et les motorisations thermiques de l'autre. Mais conscients de la faiblesse des volumes à l'avenir en Europe, qui représente les deux tiers du chiffre d'affaires, Luca de Meo prépare un nouveau chapitre de sa stratégie baptisée « Futurama ». D'autres activités que la production automobile passeront sous son ombrelle pour compenser cette perte de valeur.

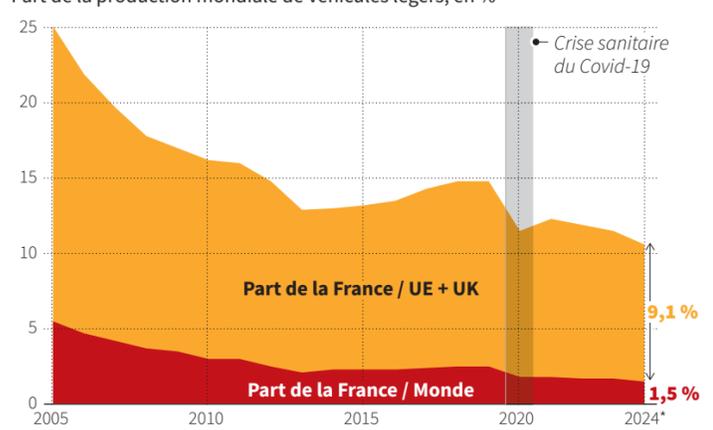
Les raisons du recul sont connues. Elles se sont cumulées en quelques années.

La France continue de perdre ses parts de marché

Production mondiale de véhicules légers, en millions



Part de la production mondiale de véhicules légers, en %



Source : Fédération des industries des équipements pour véhicules sur données OICA * Estimations

Après le « Dieselgate » - l'affaire des logiciels truqués pour minorer les émissions d'oxyde d'azote (NO_x) et de dioxyde de carbone (CO₂) provoquée par Volkswagen -, le cap sur les motorisations électriques s'est accéléré. Le calendrier de la décarbonation voté par le Parlement européen a précipité la transition énergétique de l'in-

dustrie automobile européenne. Pendant que les constructeurs du Vieux Continent partaient en ordre dispersé, l'empire du Milieu avait déjà donné le « go » à ses entreprises en soutenant toute la chaîne de valeur de l'électrique, du raffinage des matériaux critiques pour les batteries jusqu'à la production de « véhicules de nou-

Les voitures thermiques font de la résistance en Europe

La voiture à moteur thermique n'est pas morte en Europe. Sa longévité pourrait même surprendre. Même s'ils ne le clament pas sur tous les toits, les constructeurs européens ont effacé de leur plan stratégique la date anticipée de son enterrement. La feuille de route de Carlos Tavares présentée en mars 2022, prévoyait que Stellantis passerait au 100% électrique (BEV pour battery electric vehicle) dès 2030 en Europe, soit cinq ans avant l'échéance fixée par Bruxelles. De son côté, Luca de Meo, directeur général de Renault, espérait que les véhicules électriques représenteraient 30% des ventes du Losange en Europe dès 2025... C'était 13% l'an dernier.

Ces pronostics sont trop éloignés de la réalité du marché sur le Vieux Continent. En février, les BEV représentaient 15% des ventes en Europe alors que les hybrides, ces véhicules à essence assistés d'une batterie non rechargeable, s'arrogèrent la première place des motorisations vendues avec 34,9% du marché, mieux que les hybrides rechargeables (7,4%). Mais, selon la réglementation européenne, ces modèles « électrifiés » neufs ne devraient plus être vendus après 2035.

Plutôt que de chercher à tenir coûte que coûte des objectifs inatteignables qui mettraient en péril leur survie, les constructeurs automobiles ont décidé de changer leurs plans. Stellantis, le plus ambitieux sur l'électrique, est de-

venu beaucoup plus pragmatique depuis le départ forcé de Carlos Tavares à l'automne. Fin mars, Jean-Philippe Imparato, le directeur de Stellantis pour l'Europe, l'a rappelé lors de son audition au Sénat : « Le marché ne bouge pas à la vitesse prévue. » « Produisons ce qui se vend ! » est devenu la devise du groupe franco-italo-américain. Avec ses plateformes industrielles multi-énergies - c'est-à-dire capables de fabriquer sur une même ligne de production des véhicules électriques, hybrides ou à essence -, Stellantis peut, au moins en théorie, s'adapter à la demande. La chaîne d'approvisionnement n'étant pas toujours ajustable : « Nous sommes allés à fond sur l'hybride qui marche très bien, racontait Jean-Philippe Imparato aux sénateurs. Mais fin mars, nous avons perdu la production de 20000 voitures faute de moteurs et de pneus en quantités suffisantes pour ces modèles. »

Nouvelle technologie

Une nouvelle forme d'hybridation inattendue arrive même en Europe. Il s'agit des range extended electric vehicle (REEV) : ces véhicules électriques sont équipés d'un moteur à essence qui produit de l'électricité pour augmenter l'autonomie de la batterie. Les marques chinoises (Li Auto, Leapmotor...) ont popularisé cette technologie plutôt adaptée aux gros véhicules dotés d'un moteur électrique et d'une batterie. Volkswagen très présent en



Malgré une baisse de 11,4%, 1,26 million de voitures diesel ont encore été écoulées l'an dernier en Europe. ADRIEN NOWAK / HANS LUCAS VIA AFP

Chine au travers de plusieurs entreprises conjointes avec des constructeurs chinois (SAIC, FAW...) et aussi aux États-Unis, où cette technologie émerge, pourrait la déployer en Europe. Renault y songe aussi pour les gros véhicules électriques et les camionnettes des professionnels.

Leapmotor, l'allié chinois de Stellantis, vient ainsi de lancer en Europe le C10 REEV, un SUV électrique épaulé par un générateur à essence qui lui offre en théorie une autonomie de 970 kilomètres avec une moyenne d'émiss-

sions de CO₂ de 10 g par kilomètre en moyenne. Mais les premiers essais de ce modèle - également rechargeable - n'ont pas convaincu à cause d'une importante perte de puissance lorsque la batterie vide passe en charge.

Le diesel non plus n'a pas dit son dernier mot. Ses ventes déclinent au fil des années en Europe (-11,4% en 2024). Mais 1,26 million de voitures diesel ont encore été écoulées l'an dernier. Selon Les Échos, Stellantis a même décidé de prolonger au-delà de 2025 la fabrication de moteurs diesel dans son usine historique de Tremery (Moselle), ancienne championne du diesel et reconvertie dans les motorisations électriques. Ainsi, le Peugeot 308 et le Citroën C5 AirCross en fin de vie continuent à être déclinés en version diesel aux côtés des véhicules utilitaires. « Les gros rouleurs apprécient ces voitures », reconnaît un cadre du groupe.

Les marques allemandes aussi font durer le diesel. BMW proclame le « power of choice » et propose cette motorisation sur toute sa gamme. « Il y a toujours de la demande en Europe », souligne Frank Weber, le patron du développement chez BMW. Son compatriote Volkswagen, dont le sparadrapp du « Dieselgate » reste collé à la roue, le constate aussi. L'an passé 484000 voitures roulant au gazole ont été vendues outre-Rhin. En période de disette, les marques ne négligent aucune opportunité. ■ v.c.



Usine Volkswagen de véhicules électriques à Emden (Allemagne). Les constructeurs

ouvelle énergie » (NEV), les hybrides rechargeables et les 100% électriques. La crise du Covid a accentué un peu plus le rythme de la bascule. Les constructeurs européens ont investi dans les véhicules de demain et cherché à faire grimper rapidement les volumes. Mais les clients n'ont pas suivi. Lorsque les aides à l'achat s'arrêtent, comme ce fut le cas en Allemagne, les véhicules trop chers restent sur les bras des concessionnaires.

Toute l'industrie européenne est percutée par le décalage entre le tempo politique et le rythme de la transition dans le monde réel. La production de véhicules légers (particuliers et utilitaires) en Europe reste faible. Associée à celle du Royaume-Uni, elle est passée de 18,7 millions en 2017 à 14,16 millions en 2024 d'après la société d'études Innovev. En France, elle est passée de 2,2 millions d'unités en 2019 à 1,4 million en 2022. L'Hexagone représentait 19,6% de la production de l'Europe et du Royaume-Uni en 2005. Il ne pèse plus que 9,1% aujourd'hui. « On observe un décrochage de l'Europe et de la France dans la production de véhicules au fil des années, constate Jean-Louis Pech, le président de la Fiev, le syndicat des fournisseurs et des équipementiers automobiles en France. On n'arrive pas à rebondir après les chocs. Et lorsque l'on perd des parts de marché, on ne parvient pas à les regagner. »

« Le gâteau s'est rétréci et il y a plus d'intérêts autour de la table », a résumé l'an der-

nier Oliver Blume, le patron de Volkswagen à propos du marché automobile où les nouveaux concurrents chinois sont désormais capables de vendre des voitures électriques, l'avenir du marché, à des prix imbattables. « Nous vendons un Peugeot 3008 thermique à 37000 euros. En électrique, il coûte 42990, rappelait Jean-Philippe Imparato, le directeur Europe de Stellantis, lors de son audition au Sénat le 31 mars. BYD vend le véhicule de la même gamme en électrique à 37000 euros. Il vend l'électrique au même prix que nos thermiques ! »

Indésirables aux États-Unis, les constructeurs automobiles et les équipementiers chinois, en surcapacité sur leur marché intérieur, cherchent à se faire une place sur le continent européen. Bruxelles a certes instauré l'an dernier des droits de douane à l'importation des véhicules électriques chinois. Les taux varient de 7,8% pour Tesla à 35,3% pour SAIC - le propriétaire de MG - selon le niveau de subventions perçues en Chine. Ces voitures ne déferlent pas encore mais elles font leur chemin. Ainsi, entre janvier 2024 et janvier 2025, la part de marché des marques chinoises en Europe est passée de 2,4% à 3,7%, selon la société d'études Jato Dynamics. Conscients du potentiel de l'Europe, certains groupes chinois préparent leur installation sur place. Le géant BYD démarrera sa production en Hongrie à la fin de l'année. Chery a choisi l'Espagne.

Londres assouplit

Arnaud de La Grange
correspondant à Londres

Une usine plus que centenaire va éteindre les lumières, tout un symbole. La fermeture de l'usine automobile Vauxhall, à Luton, reflète les difficultés du secteur, plombé par le Brexit et la hausse des coûts liée à la transition vers les véhicules électriques. Et désormais, un peu plus fragilisé par les droits de douane de 25% imposés sur les véhicules par Donald Trump.

Quelque 35000 personnes étaient employées dans l'usine de Luton à son âge d'or, dans les années 1960. À l'époque, elle était sous la houlette de General Motors, propriétaire historique de la marque Vauxhall, cédée au groupe français PSA (prédécesseur de Stellantis) en 2017. À l'automne 2024, le groupe a invoqué les difficultés liées à la sortie de l'UE et les règles imposées pour le passage à marche rapide vers l'électrique. Il veut concentrer sa production de véhicules électriques à Ellesmere Port, dans le nord-ouest de l'Angleterre, où il va investir 50 millions de livres.

Depuis, conscient des turbulences du secteur, le gouvernement britannique a assoupli les règles destinées à accélérer la transition vers les véhicules électriques. Lundi dernier, le ministre des Transports, Heidi Alexander, a présenté un « plan de flexibilité ». S'il maintient la cible de 2030 pour la fin de la vente de véhicules essence et diesel, ce plan intro-



allemands sont touchés de plein fouet par la politique protectionniste américaine.

Mais comment garantir que la concurrence sera équitable? Les équipementiers automobiles européens réclament qu'un seuil minimal (de 75 % à 80 %) de contenu local soit instauré en Europe. La France a trouvé une parade en conditionnant l'attribution du bonus écologique à l'achat d'un véhicule vraiment produit en Europe. Ainsi le T03, un petit véhicule électrique bon marché, fabriqué par Leapmotor dans une usine de Stellantis en Pologne, espérait être éligible au bonus. Raté. Le

14,16 millions

Le volume de production de véhicules légers en Europe en 2024

seul assemblage en Pologne de pièces exportées de Chine n'a pas suffi. La France a réclamé que l'emboutissage, l'assemblage de la caisse, la peinture et l'assemblage final soient réalisés en Europe. Privé de bonus, Leapmotor a renoncé à construire ce véhicule en Europe. En revanche, le groupe chinois, allié de Stellantis, prépare la production en Espagne d'un modèle plus cher et plus rentable.

Face au marasme, tous espèrent que la Commission européenne assouplira la feuille de route de 2035, qui comportait une clause de revoyure en 2026. La vie des hybrides rechargeables pourrait-elle être allongée? Les menaces d'amendes dès 2025 pour non-respect des normes moyennes d'émissions de CO₂ ont été abandonnées par la Commission européenne. Elles ont été remplacées par un calcul sur trois ans qui pourrait déboucher sur des pénalités si les objectifs ne sont pas atteints. Bruxelles pourrait-il aller plus loin?

« Mon objectif, c'est que le groupe ait de l'activité au-delà de 2040, s'exclame Jean-Philippe Imparato. Le risque, c'est que l'automobile devienne la sidérurgie du XXI^e siècle. Si nous ne sommes pas capables d'être compétitifs face aux chinois, nous disparaîtrons. » La Fiev a des idées pour l'Europe et pour la France : un plan d'investissement européen inspiré par l'IRA américain, qui était destiné en 2022 à soutenir l'industrie verte aux États-Unis. Il s'agirait d'un mécanisme qui garantisse la disponibilité et des prix d'énergie décarbonée compétitifs et des mesures de simplification : d'ici à 2030, 108 nouvelles réglementations s'appliqueront au secteur automobile. « Si rien n'est fait pour l'industrie, la France deviendra un parc d'attractions pour les touristes », cingle Jean-Louis Pech. ■

Le Royaume-Uni veut sauver ses derniers hauts-fourneaux

Iseult Cornalin

Le Parlement a adopté en urgence une loi autorisant l'exécutif à prendre le contrôle du site de Scunthorpe, aux mains du chinois Jingye.

La principale aciérie de British Steel pourra-t-elle continuer de fonctionner? Le site de Scunthorpe, propriété du groupe britannique, lui-même possédé depuis 2020 par le chinois Jingye, est menacé de disparition. Trois fois d'affilée ce dimanche, le ministre aux Entreprises, Jonathan Reynolds, a refusé de répondre par l'affirmative à cette question de la BBC. « Nous nous sommes donné la possibilité de le faire », a-t-il botté en touche. « Nous avons pris le contrôle du site, mes fonctionnaires sont sur place en ce moment même pour nous donner une chance de le faire. » Vendredi soir, le gouvernement a en effet sommé les députés et les membres de la Chambre des lords de revenir d'urgence le lendemain à Westminster, alors que le Parlement était suspendu, pour adopter une loi destinée à lui permettre de prendre en main British Steel. Concrètement, le texte autorise l'exécutif à forcer les entreprises sidérurgiques à garder leurs sites ouverts, et à poursuivre en justice les dirigeants qui s'y opposeraient.

Cette mesure exceptionnelle a été décidée à la suite de la rapide dégradation des négociations entre les autorités et Jingye, qui avait déclaré perdre 700 000 livres (840 000 €) par jour à Scunthorpe. Le gouvernement travailliste avait récemment proposé le versement de 600 millions d'euros pour permettre au groupe chinois d'acheter du coke et du minerai de fer. Son offre a pourtant été rejetée, Jingye demandant deux fois plus pour lui permettre de transformer ses deux hauts-fourneaux en fours électriques,

selon la presse britannique. « Au cours des derniers jours, il est apparu clairement que l'intention de Jingye était de refuser d'acheter suffisamment de matières premières pour faire fonctionner les hauts-fourneaux », a expliqué dimanche Jonathan Reynolds, qui lors de son intervention samedi à la Chambre des communes a accusé l'entreprise de ne pas négocier « de bonne foi ». « En fait, son intention était d'annuler et de refuser de payer les

« Au cours des derniers jours, il est apparu clairement que l'intention de Jingye était de refuser d'acheter suffisamment de matières premières pour faire fonctionner les hauts-fourneaux »

Jonathan Reynolds

Ministre britannique aux Entreprises

commandes existantes. L'entreprise aurait donc irrévocablement et unilatéralement fermé la production d'acier dit "primaire" chez British Steel. »

La confiance des acteurs britanniques du dossier envers le propriétaire chinois s'est évaporée. À tel point que le secrétaire général du syndicat GMB, Gary Smith, a confirmé que samedi « des ouvriers ont interdit l'accès des dirigeants de Jingye au site » en annulant leur badge d'entrée. Selon lui, « ils étaient légitimement préoccupés par la possibilité d'un sabotage industriel ». En effet, une fois hors d'activité, un haut-fourneau ne peut plus être

relancé, sauf à dépenser des sommes colossales. Jonathan Reynolds a quant à lui reconnu que la nationalisation de British Steel était « l'option probable » en raison de l'absence de repreneur. Cette solution est soutenue par l'ensemble des partis politiques. Il estime que l'investissement du gouvernement demeurera inférieur aux pertes économiques qu'entraînerait la fermeture des hauts-fourneaux, en termes d'emplois et de retombées économiques directes.

Si le premier ministre, Keir Starmer, s'est rendu samedi à Scunthorpe pour soutenir les 3 500 ouvriers dont les emplois sont menacés, c'est parce que le dernier site de hauts-fourneaux du pays présente un intérêt stratégique. La qualité de l'acier qui y est produit dépasse celle des fours électriques, qui recyclent de l'acier existant. Une spécificité indispensable à la production des industries d'armement, d'aéronautique, mais aussi aux grands projets d'infrastructures comme le train à grande vitesse HS2, l'extension de l'aéroport de Heathrow, les futures centrales nucléaires... Le pays veut ainsi préserver son autonomie. En 2023, le Royaume-Uni avait produit 5,6 millions de tonnes d'acier « primaire », mais deux des quatre hauts-fourneaux alors existants ont depuis été fermés par l'Indien Tata à Port Talbot. Comme l'a souligné le député Clive Betts, président adjoint du comité parlementaire sur les comptes publics, la donne a considérablement changé alors que « des préoccupations géopolitiques internationales majeures se font jour. » ■

le passage au tout-électrique

duit des mesures d'aménagement. Les constructeurs seront autorisés à vendre des véhicules hybrides et hybrides rechargeables jusqu'en 2035. Les amendes pour les véhicules qui ne respecteraient pas la cible d'émissions de CO₂ ont été réduites de 3 000 livres, passant à 12 000 livres pour les voitures et 15 000 pour les utilitaires.

« Des mesures plus importantes seront certainement nécessaires pour préserver la compétitivité du secteur »

Mike Hawes Patron du SMMT, lobby de l'industrie automobile britannique

Le dispositif fixait un pourcentage annuel de ventes de véhicules zéro émission, passant de 28 % en 2025 à 80 % en 2030. Finalement, les constructeurs pourront ne vendre davantage de véhicules entièrement électriques que lorsque la demande sera plus forte. Ils bénéficieront aussi d'un crédit pour la réduction de leurs émissions globales de carbone jusqu'en 2029 au lieu de 2026. Ils seront également autorisés à échanger des crédits entre véhicules individuels et utilitaires. Enfin, les petits constructeurs, tels qu'Aston Martin, Lotus ou McLaren, bénéficieront d'un traitement spécifique, afin de protéger ces marques emblématiques. Si les ventes de véhicules électriques ont bondi de 43 % par rapport à

l'année dernière, la part de marché reste inférieure à l'objectif fixé à 19,4 %.

Le lobby du secteur, la Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT), a salué la « réaction rapide » du gouvernement. Mais son patron, Mike Hawes, a averti que « des mesures plus importantes seront certainement nécessaires pour préserver la compétitivité du secteur ». La production automobile dans le royaume est passée au-dessous du million d'unités. Elle a chuté de 12 %, à 905 233 véhicules en 2024, avec une baisse encore plus forte (de 14 %) pour les seules voitures avec 779 584 unités. Ces chiffres chutent depuis bientôt une décennie, avec une production qui dépassait 1,6 million en 2016. Avec des investissements importants dans l'électrique, le secteur espère enrayer ce déclin et repasser la barre du million en 2028. La production de voitures sur le sol britannique est exportée à 77,5 %.

Ces annonces gouvernementales sont intervenues après la suspension par Jaguar Land Rover de ses livraisons aux États-Unis pour un mois, après la taxe punitive imposée par Trump. Londres a obtenu un traitement de faveur avec « seulement » 10 % de droits de douane pour les produits exportés outre-Atlantique. Mais les véhicules fabriqués outre-Manche - qui sont le principal produit d'exportation vers les États-Unis - sont taxés à 25 %. Le grand espoir de Keir Starmer est, au nom de la « relation spéciale », d'obtenir un accord commercial qui supprimera ces taxes sur l'automobile. ■

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Business France



vie

Ajoutez V.I.E à votre business plan !

Connecteur d'entreprises et de talents à l'international

businessfrance.fr/vie

Donald Trump fait volte-face sur les iPhone

Clara Galtier

Washington a exclu smartphones et ordinateurs des taxes visant la Chine. Apple échappe de justesse à la crise.

Rarement une guerre commerciale aura été lancée avec autant de brutalité... pour être suivie, presque aussitôt, d'un revirement spectaculaire. Moins d'une semaine après avoir imposé des surtaxes monumentales sur les importations chinoises, tout en ménageant un délai à ses autres partenaires, l'Administration de Donald Trump a subitement décidé d'épargner toute une série d'appareils électroniques tels que les smartphones et les ordinateurs. Vendredi soir, les douanes américaines ont publié une liste, officialisant ces exemptions sur des produits pourtant visés quelques jours plus tôt par des droits de douane atteignant 145%. Quant aux semi-conducteurs, ils échappent également à la taxe universelle de 10% prévue pour le reste du monde.

Les géants de la tech peuvent, pour le moment, souffler. Apple en tête. En 2024, les États-Unis ont importé pour plus de 41 milliards de dollars de smartphones de Chine et 32 milliards d'ordinateurs, selon la Commission du commerce international des États-Unis. Ces derniers jours, les Américains s'étaient rués sur les derniers modèles d'iPhone, redoutant une envolée des prix. Et à juste titre : s'offrir ce téléphone vedette pourrait coûter, avec des droits de douane de 145%, entre 2000 et 3000 dollars (contre environ 1000 dollars actuellement).

Le président américain s'est semblé-t-il heurté à un principe de réalité. Les consommateurs de son pays ne pianotent pas frénétiquement sur des smartphones « made in America » mais « assembled in China ». La moitié de la population possédait un iPhone en 2022, selon les données de la société d'études Counterpoint Research. Or, selon la banque Morgan Stanley, environ 87% de ces appareils, les bijoux technologiques les plus rentables de la marque de Steve Jobs, sont fabriqués en Chine. « Cette espèce de revers illustre les limites

d'un certain protectionnisme, réagit John Plassard, analyste de la banque Mirabaud. Lorsque vous menacez les électeurs, ceux qui ont des iPhone et achètent chez Walmart, cela devient intenable. L'économie réelle reste plus forte que les slogans politiques. » Il estime, en outre, que Donald Trump et ses conseillers ont déjà en tête les élections de mi-mandat prévues en novembre 2026.

Face à l'ampleur des enjeux, les lobbystes d'Apple et d'autres entreprises de la tech ont fait feu de tout bois ces derniers mois auprès de la Maison-Blanche pour infléchir la position du président, rapporte l'agence d'information financière Bloomberg. Depuis l'annonce, le 2 avril, d'une nouvelle vague de droits de douane, les discussions se sont intensifiées en coulisses. Meta, Amazon et les autres géants de la tech ont financé en partie la cérémonie d'investiture du président. De son côté, Tim Cook, dirigeant d'Apple et soutien affiché du président républicain, s'est engagé à investir 500 milliards de dollars aux États-Unis d'ici à 2029.

Environ quatre iPad sur cinq sont également produits en Chine, ainsi que 60% des Mac. Au total, ces appareils représentent environ 75% du chiffre d'affaires annuel d'Apple. Cependant, l'entreprise assemble désormais presque toutes ses Apple Watch et ses AirPods au Vietnam. Certains iPad et Mac y sont également fabriqués et la production de Mac est en expansion en Malaisie et en Thaïlande. Des pays qui sont en pleine négociation pour échapper eux-mêmes aux droits de douane imposés par les États-Unis avant le report de 90 jours. D'après Morgan Stanley, environ 38% des ventes d'iPad sont réalisées aux États-Unis, tout comme environ la moitié des revenus générés par les Macs, Apple Watch et AirPods.

Les entreprises de la tech respirent, mais pas pour longtemps. Car Washington a prévenu : une enquête sectorielle sera ouverte sur les importations de semi-conducteurs. Dans « un mois ou deux », des droits de douane supplé-

Les États-Unis absorbent 16,4% du total des exportations chinoises, pour un total d'échanges commerciaux de 500 milliards de dollars, selon les données douanières de Pékin, largement déficitaires pour les États-Unis

mentaires devraient être imposés sur ces puces, a annoncé l'Administration américaine le 13 avril. Pas seulement sur les composants eux-mêmes, mais aussi sur tous les appareils qui en contiennent.

Les spécialistes s'interrogent sur la politique commerciale de Donald Trump. L'économiste américain Nouriel Roubini, professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York, tire à boulets rouges sur les droits de douane de 145% qui restent en vigueur sur une large gamme de

produits chinois bon marché. Selon lui, cette mesure frappe de plein fouet les consommateurs les plus modestes.

Pendant ce temps, les iPhone et les appareils électroniques haut de gamme, majoritairement achetés par les Américains les plus aisés, échappent désormais à la surtaxe. Une contradiction de plus dans une politique commerciale que Nouriel Roubini juge « incohérente », « improvisée » et, surtout, inefficace pour relocaliser des emplois. « Même pas un "Make America Cheap Toys Again" », ironise-t-il sur X. Pour lui, cette guerre commerciale se résume à « l'impôt le plus régressif de l'histoire américaine ». Cela pèse lourdement sur la classe ouvrière que Donald Trump « prétend défendre, tout en ne relocalisant quasiment aucun emploi lié à des biens que nous avons cessé de fabriquer dans les années 1960, ni ceux de la tech que nous voulons soi-disant relocaliser - et que nous exemptons désormais de droits de douane pour ne pas fâcher les consommateurs américains ni sabrer les profits d'Apple et des autres géants de la

tech! » Les États-Unis absorbent 16,4% du total des exportations chinoises, pour un total d'échanges commerciaux de 500 milliards de dollars, selon les données douanières de Pékin, largement déficitaires pour les États-Unis.

Autre négociation, qui se fait plus discrète dans le bras de fer qui oppose les deux premières puissances mondiales, le dossier TikTok, réseau social qu'utilisent 170 millions d'Américains. Une loi adoptée en 2024 par le Congrès impose à ByteDance, le propriétaire chinois de l'application, de vendre sa filiale américaine, sous peine d'être interdit aux États-Unis. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a offert deux sursis. Le dernier, prévu au 5 avril, a été repoussé de 75 jours. Le président américain s'est plaint auprès de journalistes, le 6 avril, que Pékin avait fait échouer un projet d'accord sur la vente du réseau social, en raison des droits de douane. « Si je leur avais accordé une petite baisse (...), ils auraient approuvé l'accord en 15 minutes », a-t-il déclaré. ■

Lacoste fait son come-back sur la V^e Avenue, à New York

Mathilde Visserias

Un énorme crocodile sur la V^e Avenue. Après des années d'absence, Lacoste fait son grand retour sur l'artère la plus prestigieuse de New York, à côté d'Adidas, en face de Sephora et à deux pas de Nike. Le moment n'est évidemment pas idéal. Depuis que Trump a décidé d'augmenter drastiquement les droits de douane puis a soudain fait volte-face (sauf avec la Chine), le monde des affaires est sur les dents. Les entreprises ne savent plus sur quel pied danser, en particulier celles du prêt-à-porter. Les consommateurs retrouvent leurs réflexes : stressez-les, ils épargnent à défaut de consommer. Pour Lacoste, il n'était pourtant pas question de reporter l'ouverture de son nouveau flagship new-yorkais. Encore moins d'annuler sa soirée d'inauguration, jeudi 10 avril, en présence de son égérie Pierre Niney venu de Paris, d'« amis » français et américains de la marque, d'influenceurs et de partenaires. « Ce magasin, on y travaille depuis presque deux ans, explique Thierry Guibert, PDG de Lacoste. Quel que soit l'environnement de consommation, les États-Unis sont le plus gros marché de sport au monde. Il est naturel que nous y renforçons notre présence. »

Avec près de 90 magasins en propre, la marque réalise déjà 15% de son activité outre-Atlantique. Soit 450 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pas assez, selon sa direction. Ces sept derniers mois, Lacoste a ouvert sept boutiques aux États-Unis, en Californie, en Floride et à Las Vegas. À New York, elle est à Broadway et en concession dans des grands magasins. Mais elle a fermé des points de vente jugés trop petits à Madison et au Wall Street Center. Ouvrir sur la V^e Avenue, c'est une forme de consé-

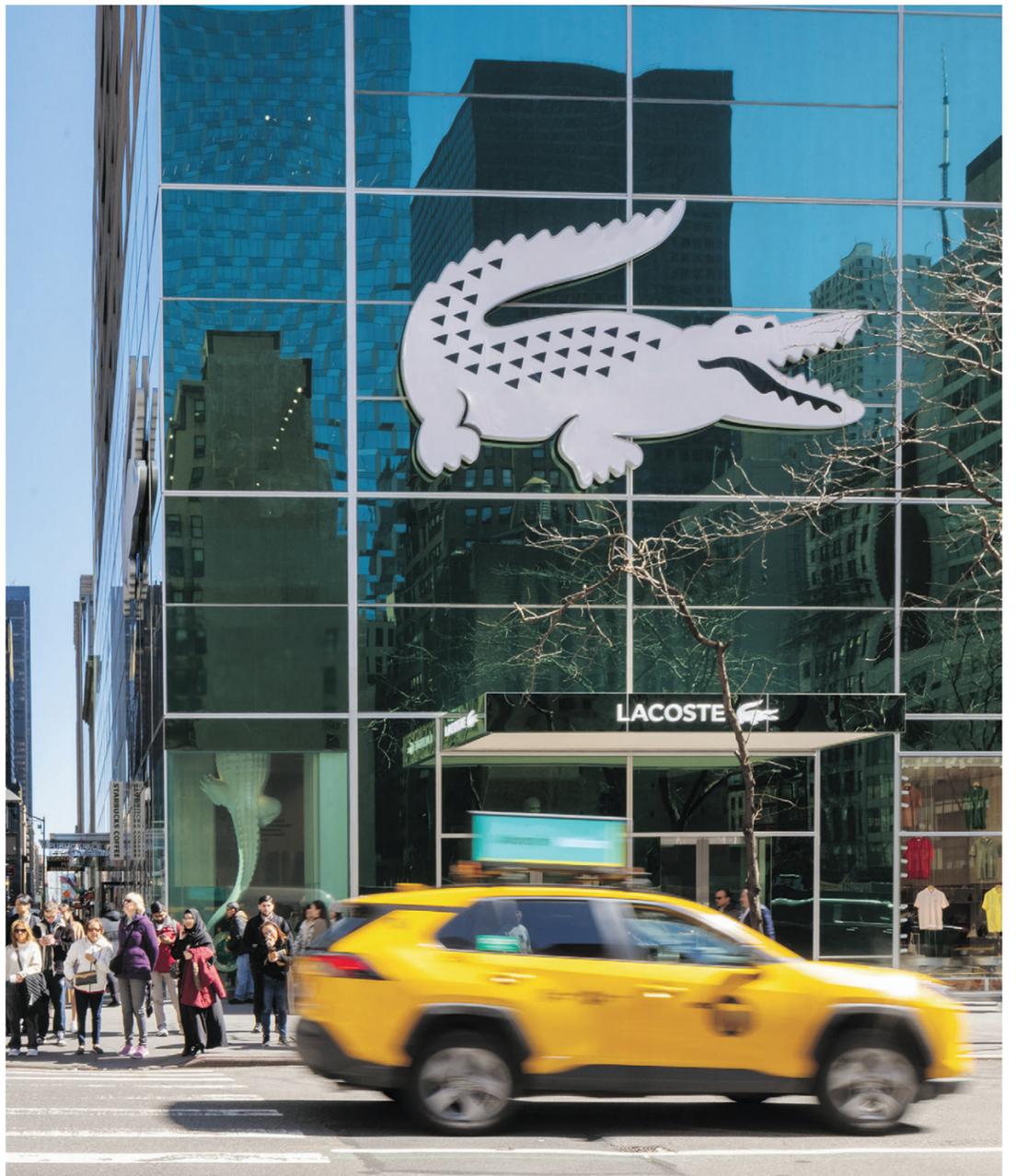
cration. Le signe éclatant du succès de la transformation orchestrée depuis une dizaine d'années par Thierry Guibert. Également PDG du groupe familial suisse Maus Frères (propriétaire de la marque au crocodile depuis 2012), le dirigeant a passé au crible la stratégie (de la création à la distribution), pour faire de Lacoste une marque de sport et de mode aujourd'hui solide. « Lacoste a déjà eu un flagship sur la V^e Avenue, avant de le fermer bien avant que je n'arrive en 2014, rappelle-t-il. Il fallait que la marque soit suffisamment forte et dé-

« On peut espérer qu'en plus d'être une formidable vitrine, ce sera un magasin rentable dans les deux à trois ans. Nous tablons sur une fréquentation cosmopolite à l'image de notre marque, sachant qu'à Paris, sur les Champs-Élysées, notre boutique attire 30% à 50% de touristes »

Thierry Guibert PDG de Lacoste

sirable, avant de revenir. Aujourd'hui, elle est mondialement visible, notamment aux États-Unis, en partie grâce à notre polo et à toutes nos actions dans l'univers du tennis, en tant que partenaire de tournoi et sponsor de grands joueurs. »

Après s'être installé en grand sur Regent Street à Londres en 2023, puis avoir inauguré l'an dernier un concept store dans le quartier branché d'Harajuku au Japon, Lacoste offre sur la V^e Avenue le meilleur de ses collections sur 1000 m². Sur deux étages, les clients ont droit à des produits exclusifs New York, des pièces



Après des années d'absence, Lacoste fait son grand retour sur la V^e Avenue, l'artère la plus prestigieuse de New York, à côté d'Adidas, en face de Sephora et à deux pas de Nike. ANGELA WEISS / AFP

du Fashion Show et des produits de saison en avant-première. Située à l'angle de la 47^e Rue, elle est à peine plus bas que les grandes marques de luxe, la partie la plus chère de l'avenue.

« On peut espérer qu'en plus d'être une formidable vitrine, ce sera un magasin rentable dans les deux à trois ans, estime Thierry Guibert. Nous tablons sur une fréquentation cosmopolite à l'image de notre marque, sachant qu'à Paris, sur les Champs-Élysées, notre boutique attire 30% à 50% de touristes. »

C'est Desiree Thomas qui désormais pilotera le développement de l'enseigne outre-Atlantique. Transfuge de Bas&h, elle vient à peine d'être nommée à la tête de l'Amérique du Nord chez Lacoste. Une marque française qui ne cesse de mettre en avant son fondateur René Lacoste. Une marque, qui a « les codes du premium, sans être

liée aux tendances de la mode. Une marque de proximité, qui n'est pas arrogante », aime dire Thierry Guibert.

Dans la guerre commerciale à laquelle se livrent actuellement la Chine et les États-Unis, c'est probablement aussi une marque mieux armée que ses grands concurrents. « Lacoste a la chance d'avoir une stratégie de production au plus près de ses principaux marchés, explique son patron. Nous faisons fabriquer de manière assez équilibrée dans la zone américaine (Pérou, Guatemala, Colombie), l'Europe et l'Asie. » Ce qui est vendu aux États-Unis provient à 60% de la zone américaine, beaucoup moins du Vietnam et de Chine, qui représente à elle seule moins de 5% de la production. « Cela nous protège beaucoup », rassure Thierry Guibert, précisant qu'une grande partie de la maille est fabriquée au Pérou, qui est un producteur de coton important.

Certes, certains produits techniques, dont les sneakers, viennent du Vietnam. Et ce n'est pas près de changer rapidement. « Les alternatives de production sont extrêmement peu nombreuses car c'est là qu'est le savoir-faire », reconnaît Thierry Guibert. Mais les chaussures représentent 20% du chiffre d'affaires de Lacoste, contre près de 70% chez l'américain Nike, premier équipementier sportif au monde.

Mercredi 9 avril, Donald Trump a annoncé suspendre pour 90 jours les taxes douanières dites « réciproques » pour des dizaines d'États ouverts à la négociation, dont le Vietnam. Mais après? Les consommateurs paieront-ils la facture? « La quasi-totalité des collections 2025-2026 sont déjà achetées. Nous veillerons à ne pas aller au-delà d'un certain niveau de prix », promet Thierry Guibert. ■

« **C**e remède est sans égal! Attention, une demi-tasse brûle 2,5 kg! La recette de Laurence Boccolini qui a fait exploser internet. »

Depuis plusieurs années, ce type de publicités pour des traitements douteux a envahi le web, notamment les réseaux sociaux. Dans un rapport publié ce lundi, l'ONG AI Forensics accuse Meta d'autoriser ces réclames qu'elle juge illégales. Depuis août 2003, qui marque l'entrée en vigueur du Règlement sur les services numériques (DSA) qui encadre les grandes plateformes, « nous avons identifié plus de 46 000 publicités, approuvées et diffusées par Meta aux utilisateurs européens plus de 292 millions de fois, qui font la promotion de médicaments douteux ou non approuvés par les autorités de santé nationales ou européennes, indique Paul Bouchaud, l'un des auteurs du rapport. Or ces publicités sont contraires à la plupart des critères de la charte de diffusion de Meta et en infraction avec le DSA. »

AI Forensics, qui est notamment financé par Open Society Foundations, le réseau de fondations de George Soros, reproche à Meta de fermer les yeux sur ces publicités pour des raisons financières. « Chaque publicité téléchargée sur la plateforme doit d'abord être approuvée par Meta avant d'être diffusée. Meta manque donc à ses obligations. Ses mécanismes de vérification ne sont pas adaptés », ajoute Paul Bouchaud. L'ONG a passé au crible les archives des publicités de Meta : la législation européenne contraint, en effet, les grandes plateformes à rendre accessibles les publicités commercialisées, notamment l'identité de l'annonceur. « Meta se contente de propos déclaratifs, et donc d'une application minimale du DSA, sans mécanisme de vérification », dénonce l'ONG. Le groupe américain aurait pourtant la capacité technique de détecter ce type de contenu et de l'interdire. « Il le fait lorsqu'il s'agit de contenus postés par des utilisateurs mais pas lorsqu'il s'agit de publicités parce que c'est sa principale source de revenus », ajoute Paul Bouchaud.

Meta rejette en bloc ces accusations. « Il est contraire à notre politique d'utiliser les produits Meta pour escroquer ou tromper les gens, notamment en publiant des publicités contenant des allégations trompeuses en matière de santé, en usurpant l'identité de personnalités publiques ou en représentant faussement des organes d'information », affirme un porte-parole. Concernant ses règles de vérification, il plaide la bonne foi. « Alors que les mauvais acteurs évoluent constamment dans leurs tactiques pour échapper à la détection, notre processus d'examen des publicités comporte plusieurs niveaux d'analyse et de détection, avant et après la mise en ligne d'une publicité,

Meta accusé d'autoriser des publicités pour de faux médicaments

Marie Bartnik et Keren Lentschner

Perte de poids, diabète... L'ONG AI Forensics a identifié plus de 46 000 publicités faisant la promotion de traitements douteux, certaines utilisant l'image de célébrités.

Certaines publicités utilisent en toute illégalité l'image de personnalités publiques en laissant croire qu'elles sont à l'origine des traitements ou de recommandations. Les exemples sont nombreux dans la perte de poids, sujet populaire sur les réseaux sociaux.

ajoute ce porte-parole. De nombreuses publicités figurant dans le rapport avaient déjà été désactivées avant de nous être communiquées. Nous examinons et supprimons toutes les autres qui pourraient enfreindre nos politiques. »

Le rapport pointe le fléau des traitements douteux ou qui n'existent carrément pas, servant de prétexte à des arnaques. Si les publicités les plus diffusées concernent la perte de poids (48,8 millions de diffusions en France, Espagne et Italie), elles ciblent aussi le diabète, les problèmes de prostate, artériels, érectiles...

Certaines publicités utilisent en toute illégalité l'image de personnalités publiques en laissant croire qu'elles sont à l'origine des traitements ou de recommandations. Les exemples sont nombreux dans la perte de poids, sujet populaire sur les réseaux sociaux. Outre Laurence Boccolini, l'image des acteurs Marilou Berry ou Artus, ou du journaliste Michel Cymes est ainsi détournée. Ces pubs prennent l'apparence de posts Facebook, qui redirigent parfois vers de

faux sites utilisant le nom des célébrités afin de tromper les internautes (artus-official.shop par exemple). AI Forensics relève que Meta permet aux annonceurs de choisir l'URL du site qui sera affiché. « C'est très tentant pour les organismes malveillants », constate Paul Bouchaud. Pour asseoir leur crédibilité, il arrive que certaines publicités contiennent des liens vers de faux articles de médias comme *Le Figaro*.

La prolifération de ces pubs intervient alors qu'une nouvelle généra-

« Sous l'influence de publicités et des réseaux sociaux, certains s'injectent pour maigrir des médicaments vendus sans autorisation, qui peuvent avoir des effets terribles »

Catherine Simonin

Présidente de la commission société chez France Assos Santé

tion de médicaments contre l'obésité, approuvée par les autorités de santé, connaît un succès considérable. Ce marché est évalué à 130 milliards d'euros dans le monde à horizon 2030. Mais en France comme dans de nombreux pays, ces médicaments (le Mounjaro et le Wegovy en France) sont réservés aux patients atteints d'obésité sévère ou de comorbidités telles que le diabète, et ne peuvent être délivrés que sur prescription médicale. Ce cadre réglementaire - qui vise à protéger les patients - a suscité de nombreux détournements. Aux États-Unis, des stars comme Oprah Winfrey ou Elon Musk ont ouvertement vanté les mérites de ces médicaments pour perdre du poids. Sur internet, il arrive qu'ils soient délivrés sans prescription, détournés de leur usage, voire contrefaits. Les laboratoires s'attachent à signaler aux autorités les détournements constatés. Eli Lilly, le laboratoire américain qui commercialise le Mounjaro, vient par exemple de lancer une campagne de

communication pour rappeler les règles de délivrance de son médicament. « L'obésité, c'est un truc de malade », clament les affiches publicitaires déployées dans toute la France. Cette campagne « appelle à reconnaître l'obésité comme une maladie chronique et vise à rappeler la bonne utilisation des médicaments destinés au traitement de cette maladie », explique Eli Lilly. Le laboratoire a l'habitude de tels détournements. Il commercialise de longue date le Cialis, un concurrent du Viagra.

Les associations rappellent que ces dérives peuvent mettre en danger les utilisateurs. « Sous l'influence de telles publicités et des réseaux sociaux, certains s'injectent pour maigrir des médicaments vendus sans autorisation, qui peuvent avoir des effets terribles », souligne Catherine Simonin, présidente de la commission société chez France Assos Santé, une fédération d'associations de patients. Il y a aujourd'hui dans le monde plus de décès liés à la contrefaçon de médicaments qu'à la drogue. ■

Interceptor traque les satellites hostiles

Véronique Guillermand

La start-up française Dark développe un engin qui peut être lancé à partir d'un avion de ligne modifié.

Un avion de type A320 modifié décolle de la base aérienne militaire 106 de Bordeaux-Mérignac. À 10 000 mètres d'altitude, l'appareil largue un engin effilé, ultra-compact, composé de deux étages. Celui-ci s'envole vers l'orbite terrestre basse, propulsé par des moteurs cryogéniques. Il est programmé pour atteindre un point orbital précis, afin de neutraliser « un satellite butineur », qui s'est approché d'un peu trop près d'un satellite français d'écoute électromagnétique Ceres. L'espion a été repéré moins de 48 heures plus tôt et le commandement de l'espace (CDE) veut le neutraliser.

C'est la mission du vecteur largué par l'avion. Plus précisément de son deuxième étage, très manœuvrant grâce à ses 30 moteurs auxiliaires. Avec ses pinces robotiques, il va capturer et désorbiter le satellite ennemi, qui se déplace à quelque 30 000 km/h. Puis il le neutralisera et le détruira, en le précipitant, à travers l'atmosphère terrestre, dans le Pacifique sud, au point Nemo, le pôle d'inaccessibilité maritime. Point le plus éloigné de toute terre émergée, c'est devenu un cimetière d'objets spatiaux en tout genre.

Ce type d'interventions en orbite devrait être testé au tournant de la

prochaine décennie. Les États-Unis, la Chine et l'Europe, avec trois projets recensés en Allemagne, Italie et France, développent ces armes antisatellites équipées de pinces, filets et harpons. Ils défendent les infrastructures spatiales militaires, indispensables aux armées au sol, aux avions de combat, aux missiles et aux drones, contre des attaques hostiles en orbite.

En France, la start-up Dark, fondée en 2022, est en pointe avec son projet Interceptor, un engin hybride mi-module spatial, mi-étage de fusée. Elle a engagé une première campagne d'essais, en partenariat avec l'Onera, centre de recherche aérospatial français, dans ses installations de Palaiseau, en février. Destinée à éprouver le système de propulsion de l'engin, dont le moteur cryogénique Sheitan (« le diable », en arabe, mais aussi une référence à un film français de Noël horripilant de 2006), cette campagne doit s'achever en juillet.

Le projet est suivi de près par l'armée de l'air et de l'espace, en particulier le commandement de l'espace, créé en 2019 par la France, un des rares pays, avec les États-Unis, à s'être doté d'une force militaire spatiale. « Notre idée est d'apporter une solution technologique capable de remplir une mission non planifiée. En cas d'alerte,

les militaires ne peuvent pas attendre que leur satellite passe au-dessus d'une base spatiale, telle que Kourou en Guyane, d'où décollerait une fusée pour neutraliser le satellite hostile », a expliqué Clyde Laheyne, PDG fondateur de Dark, lors d'une rencontre ce vendredi, organisée par l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE).

Contrairement aux micro - ou minilanceurs, empêchés de décoller en cas de météo défavorable comme des vents forts, Interceptor a plus de flexibilité et une disponibilité proche de celle d'un avion de ligne. Il peut aussi intervenir sur tous les plans orbitaux, jusqu'à 2 000 km de la Terre. « Interceptor peut attraper un satellite d'une tonne à 1 000 km de la Terre et le neutraliser sans générer de débris », précise le patron de Dark.

Au lieu de tester des maquettes de plus en plus grandes, Dark estime plus

« Interceptor peut attraper un satellite d'une tonne à 1 000 km de la Terre et le neutraliser sans générer de débris »

Clyde Laheyne

PDG fondateur de Dark

efficace de développer puis d'éprouver les différentes briques technologiques de son système. « En 2027, nous prévoyons de réaliser la première démonstration dans l'espace du système de propulsion et du cerveau (les logiciels embarqués) de l'Interceptor », annonce Clyde Laheyne. Dark achètera un service de lancement classique à bord d'une fusée européenne ou américaine. Puis, en 2030, la société prévoit le premier test complet, avec un décollage depuis Bordeaux-Mérignac, et la réalisation d'une mission.

Dark a encore un très long chemin à parcourir. D'abord, aboutir sur le plan technologique en développant tous les systèmes, logiciels et protocoles de communication critiques en interne. À cet effet, Dark a signé plusieurs contrats de simulation et de tests avec le Centre national d'études spatiales (Cnes), l'Agence pour l'innovation de défense (AID), du ministère des Armées ou l'Onera. La start-up doit, en plus de la qualification militaire, obtenir la certification civile auprès de l'Agence de la sécurité aérienne européenne (Easa), car l'avion porteur de l'Interceptor s'insérera dans le trafic aérien classique.

Dark doit aussi trouver de l'argent. La société a levé 11 millions d'euros auprès d'investisseurs :

Eurazeo, le fonds français d'amorçage Kima Ventures, le fonds capital-risque de défense Frst et Long Journey Ventures, fonds des Zuckerberg. Arielle, sœur du fondateur de Facebook, est une des cofondatrices. Long Journey, qui a pris un ticket de 6 millions dans la start-up française, qu'il juge prometteuse, a été un des tout premiers investisseurs de SpaceX, d'Anduril (armes laser à bas coût) ou d'Uber... Mais Dark, qui a aussi obtenu un prêt de 2 millions d'euros auprès de Bpifrance, estime avoir besoin de « 300 à 500 millions d'euros » pour financer le démonstrateur, qui doit voler en 2030.

Enfin, Interceptor devra trouver son marché. Si l'engin a été imaginé en tant que système de défense spatiale, il compte se positionner sur le futur marché du nettoyage de l'orbite terrestre basse. Une tâche pour laquelle personne ne veut payer. Mais Clyde Laheyne estime que les États n'ont pas le choix. Ils devront nettoyer les orbites de plus en plus encombrées afin d'éviter les collisions susceptibles d'endommager des infrastructures spatiales critiques - systèmes de navigation et positionnement (GPS, Galileo), d'observation, tel que Copernicus, de télécoms et de connectivité fixe et mobile. ■

Thierry Griselin, directeur général France et Benelux, a fait toute sa carrière chez Antalis, distributeur de papier - pour l'impression, la papeterie, la communication visuelle - et d'emballages. À la fin des années 2010, l'entreprise a souffert des difficultés de sa maison mère, Sequana (placée en liquidation judiciaire en 2019 après un procès ruineux) et de l'autre branche du groupe, le producteur de papier Arjowiggins Graphic. Bpifrance, devenu son principal actionnaire après la disparition de Sequana, a revendu Antalis en 2020 au groupe japonais Kokusai Pulp & Paper (KPP). Ce distributeur et négociant de papier a réalisé 4,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023 dans le monde. Antalis France et Benelux emploie 400 salariés pour un chiffre d'affaires de 220 millions d'euros.

LE FIGARO. - Quelles traces les malheurs de Sequana ont-ils laissés dans l'entreprise ?

THIERRY GRISELIN. - Antalis était la branche distribution du groupe et était profitable. Mais les difficultés de la filiale Arjowiggins et de notre maison mère ont inquiété un temps nos fournisseurs, ce qui nous a placés dans une situation compliquée. En interne, cela a eu pour effet de resserrer les liens entre les salariés. Malgré les vents contraires, ils ont toujours été très engagés pour l'entreprise. Il en reste aujourd'hui une cohésion incroyable. Tous les observateurs vous le diront : il existe chez nous une forme de résilience assez exceptionnelle. Les équipes sont rodées aux difficultés. Les nouvelles recrues sont souvent surprises de voir que, même quand les marchés sur lesquels nous évoluons sont secoués, l'entreprise ne cesse pas d'avancer.

Comment définiriez-vous la culture managériale d'Antalis ?

Chacun doit pouvoir s'exprimer et être écouté. La porte des membres du comité de direction est toujours ouverte. Les collaborateurs, d'ailleurs, n'hésitent pas à entrer si besoin. Tous les managers rencontrent en face-à-face chaque membre de leur équipe au minimum une fois par mois et nous aimons que les personnes s'expriment. Je crois à une forme d'honnêteté intellectuelle dans les échanges. Quand je demande à quelqu'un : « Comment ça va ? », ce n'est pas que par politesse. C'est aussi pour savoir si, vraiment, tout va bien et s'il a besoin de support. L'esprit d'équipe est la première de nos valeurs.

Les salariés acceptent-ils vraiment d'exprimer leurs problèmes ou leurs idées ?

Oui, parce qu'ils ont l'habitude qu'on leur demande leur avis. Je vous donne un exemple. Après nos années difficiles, j'ai eu envie de libérer les énergies et la créativité. Nous avons donc créé en 2023 l'iDay, une journée pendant laquelle les collaborateurs pouvaient, anonymement ou non, s'exprimer via

Thierry Griselin : « La première de nos forces est la bienveillance »

Propos recueillis par Anne Bodescot

Le directeur général d'Antalis France et Benelux raconte comment les difficultés traversées par sa maison mère, Sequana, ont soudé les salariés.

« Tous les observateurs vous le diront : il existe chez nous une forme de résilience assez exceptionnelle. Les équipes sont rodées aux difficultés », souligne Thierry Griselin.

PAUL DELORT/LE FIGARO

une plateforme sur cinq grands thèmes (performance commerciale, logistique, environnement...). Plus de mille idées ont fusé. Aucune farfelue. Tout le monde avait compris qu'il s'agissait de penser pour le collectif. Certaines de ces idées ont eu des effets sur l'organisation interne, les formations, la logistique.

Par exemple ?

Certains salariés souhaitaient vivre d'autres expériences. Ils ont pu travailler quelques jours dans d'autres départements de l'entreprise pour découvrir comment ils fonctionnaient et mieux les comprendre. Grâce à d'autres idées sur le thème du partage, nous avons aujourd'hui une cafétéria plus sympathique et plus propice aux échanges !

Comment insuffler cet état d'esprit à ceux que vous embauchez et qui n'ont pas traversé les mêmes épreuves ?

Le turnover chez nous est très faible. Les départs sont souvent des départs à la retraite, car l'attachement à l'entreprise est fort. J'en suis un exemple. J'y étais entré pour quelques années et j'y suis encore, vingt-huit ans plus tard. Mais nous avons aussi besoin de nouveaux

talents. La première de nos forces est la bienveillance. Nous donnons à ceux qui nous rejoignent les moyens de réussir.

Comment procédez-vous ?

Pendant leur intégration, ils passent dans les différents services, pour comprendre le fonctionnement de l'entreprise. Après les six premiers mois, le comité de direction les reçoit pendant une journée pour leur expliquer la stratégie, déjeuner avec eux, recueillir leurs premières impressions. Ce qui ressort en général de ce premier bilan, c'est la bienveillance des collaborateurs qui les ont accompagnés pendant cette phase d'apprentissage. Tout le monde se met en quatre pour les accueillir.

Quelles sont vos relations avec votre actionnaire japonais ?

Nous n'avons pas la même culture, ni la même façon de manager. Mais, quand une décision doit être prise, elle l'est rapidement et de manière consensuelle. C'est très appréciable.

Pour renforcer le groupe sur les marchés les plus porteurs (communication visuelle, packaging...), vous multipliez les acquisitions. Parvenez-vous à diffuser votre culture aux entreprises rachetées ?

Nous nous assurons surtout en amont que leur culture d'entreprise est proche de la nôtre. Si ce n'est pas le cas, nous renonçons à l'achat. Pendant les pre-

miers mois, l'essentiel est de rassurer. Par exemple, depuis le rachat de Poitoo Adhésifs, j'ai déjà vu individuellement chacun des 22 salariés plusieurs fois, ainsi que les clients, les fournisseurs. Les membres du comité de direction ont passé deux jours par semaine sur place pendant deux mois. Nous étions parfois sept ou huit d'Antalis chez eux pour les accompagner, les écouter. Maintenant, tout le monde se connaît.

Intelligence artificielle, droits de douane... Comment piloter dans cet environnement complexe ?

L'intelligence artificielle est une chance qui va simplifier notamment certaines tâches répétitives et sans valeur. Elle peut aussi nous aider à mieux utiliser les énormes quantités de données que nous n'exploitons pas et qui nous permettraient d'améliorer notre efficacité. Quant à la conjoncture, nous y faisons attention. Nous essayons de nous adapter, de ne pas subir, de changer ce qui doit l'être. Nous regardons, par exemple, les marchés qui pourraient se créer pour nous dans la défense en Europe. Aujourd'hui, ce ne sont pas les plus gros qui gagnent, mais les plus rapides. ■

CONFIDENCES

QUELLE TÂCHE AIMEZ-VOUS LE PLUS DANS VOTRE MÉTIER ? ET CELLE QUE VOUS AIMERIEZ ZAPPER ?

Le contact avec les collaborateurs et les clients. Je zapperais bien le reporting.

VOUS DÉCONNECTEZ-VOUS PENDANT VOS VACANCES ?

Pas vraiment. Mais j'essaie que cela ne dérange pas ma famille.

UN AUTEUR QUI VOUS A MARQUÉ ?

Dan Millman, un ancien athlète, préparateur mental, qui a écrit notamment *Le Guerrier pacifique* (Le Livre de poche).

LE TALK
Retrouvez, du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS ». Aujourd'hui : Olivier Colleau, président délégué de Kiloutou
En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR QUENTIN PÉRINEL

Olivier Lange : « C'est une pièce efficace pour travailler »

Paris, métro Richelieu-Drouot. Un bel immeuble haussmannien se dresse entre deux enseignes de restauration rapide. Derrière la porte cochère, une élégante cour avec sa verrière. Le calme contraste avec l'animation permanente et le brouhaha des Grands Boulevards. Direction le deuxième étage qu'occupe un appartement de 700 m². Parquet en point de Hongrie, volumes généreux - c'est un euphémisme. Le bureau d'Olivier Lange est situé dans un coin de cet appartement, côté cour. « Ce n'est pas la meilleure exposition, glisse le directeur général de Drouot, la plus grande place de vente aux chères d'Europe. Mais c'est extrêmement apaisant. »

Dans la pièce, une grande télévision retransmet en direct une vente aux enchères consacrée à la collection de la galeriste germanopratinne Anne-Marie Berger. « Elle a voué sa vie à Jean Cocteau et à son entourage, ajoute Olivier Lange avec un sourire entendu. Quand je ne suis pas en vadrouille ou en réunion, j'aime bien regarder à l'écran ce qui se passe dans l'hôtel des ventes. » Ledit hôtel des ventes est situé à une cinquantaine de mètres - et ce patron aime y passer une tête en perma-



« Je ne sors jamais du 9^e arrondissement et je refuse les invitations de l'autre côté de la Seine », confie Olivier Lange, directeur général de Drouot.

nence, ainsi que chez les commissaires-priseurs et les galeristes du quartier. « J'admire le niveau d'exigence de Bernard Arnault, qui visite en permanence ses magasins et boutiques. Comme lui, j'aime être sur le terrain. C'est inspirant et nécessaire », analyse le dirigeant qui a rejoint

Drouot en 2002 comme directeur financier de *La Gazette Drouot*.

Comment a-t-il gravi les échelons, au point de piloter aujourd'hui l'ensemble des entités de Drouot - dont Drouot Immobilier, le dernier-né ? « Disons que je suis quelqu'un qui sait compter », plaisante

celui qui a également créé Drouot Live, la plateforme de vente aux enchères en ligne. Sur le plafond blanc, une œuvre de l'artiste Laurent Ajina - un ami du président de Drouot, Alexandre Giquello. Un étonnant dessin de couleur noire - réalisé à main levée, en plusieurs jours - mêle perspectives, courbes, traits sinueux... Un mariage réussi du contemporain et de l'ancien. Avant l'acquisition de ces bureaux, en 2016, les 150 collaborateurs de Drouot occupaient les anciens locaux du journal *L'Équipe*, rue du Faubourg-Montmartre. Sur le mur, un tableau de Bernard Buffet daté de 1991 célèbre la création de *La Gazette Drouot*, cent ans plus tôt.

Adepte du présentiel

« Cette pièce me correspond totalement, glisse Olivier Lange, qui est devenu, année après année, passionné par cet environnement romanesque. C'est à la fois une pièce efficace pour travailler et dans laquelle il y a tout ce que j'aime. » Une table de réunion. Un bureau avec sa lampe design et un ordinateur Mac. Quelques plantes d'intérieur, et tout de même beaucoup de livres. Sur un autre mur, une photo de l'ancien hôtel Drouot en

1980, juste avant les travaux et l'inauguration par Jacques Chirac.

« J'y ai d'ailleurs aussi un petit bureau, mais j'y passe beaucoup moins de temps, précise le dirigeant. Ma base, c'est ici. » Sa base c'est aussi ce quartier - qu'il connaît par cœur depuis des années - puisqu'il vit à quelques rues et n'a jamais quitté la rive droite de sa vie. « Je ne sors jamais du 9^e arrondissement et je refuse les invitations de l'autre côté de la Seine », plaisante-t-il. Je suis rive droite et je le reste, aurait pu chanter Claude Barzotti.

Cet adepte du présentiel ne supporte pas que ses collaborateurs, en réunion, scrollent machinalement les pages de leur smartphone. « Je ne marche jamais en regardant mon téléphone pour rester attentif à ce qui se passe dans la rue, glisse-t-il. Idem quand je déjeune : quand je mange, je mange. » Celui qui avait ses habitudes à la Cave Drouot - un repaire de commissaires-priseurs et d'antiquaires - fréquente désormais plus volontiers le Caffè Stern, dans le passage des Panoramas. Olivier Lange ne quitte donc jamais le 9^e, mais il ne s'interdit pas non plus de traverser le boulevard. Nous sommes rassurés. ■



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

La France démunie face à la crise économique qui vient

La suspension temporaire des droits de douane « réciproques » annoncés par Donald Trump a redonné un peu d'air aux marchés financiers. Il ne s'agit pour autant en rien d'un renoncement. Le président américain entend bien mener jusqu'au bout son projet de guerre commerciale, qui devrait, espère-t-il, ouvrir la voie à une réindustrialisation des États-Unis. Les économistes prévoient des répercussions sur toute la planète. D'ores et déjà, le climat de fortes incertitudes entretenu par la Maison-Blanche, comme les droits de douane sur l'automobile, l'acier et l'aluminium et les 10 % de tarifs sur tous les autres produits, pénalisent l'activité. La croissance mondiale devrait chuter cette année légèrement au-dessus de 2 %, son niveau le plus bas depuis la pandémie. Si le conflit virait à la guerre des changes, comme certains conseillers de Washington semblent le préconiser, il pourrait même déboucher sur une nouvelle crise financière.

La France est bien sûr exposée à ces soubresauts. Les 28000 entreprises hexagonales qui exportent aux États-Unis seront pénalisées par ces hausses de barrières douanières, qu'elles soient de 10 % ou 20 %. Le gouvernement avait estimé que les tarifs, annoncés lors du « jour de la libération » de Donald Trump, pourraient amputer la croissance de 0,3 à 0,5 point de produit intérieur brut (PIB) chaque année. L'effet serait moindre si Washington concentrait sa fureur sur la Chine. Un tel bras de fer fragiliserait néanmoins ce qui reste encore d'industrie en France, par le canal de transmission des grands groupes allemands, très dépendants pour leur part de la demande chinoise.

Avant même les annonces de Donald Trump, la Banque de France tablait sur une croissance morose de 0,7 % cette année, après l'avoir initialement envisagé à 1,2 % puis 0,9 %. Qu'attendre désormais ? Sans doute pas tellement mieux que du surplace. D'autant que la structure de la croissance française a changé depuis cinq ans. La création de richesse dans le pays est désormais portée par deux moteurs : la dépense publique et le commerce extérieur. Deux piliers fragilisés par la conjoncture actuelle. La guerre commerciale de Donald Trump s'apprête d'abord à mettre à la peine les grandes filiales françaises exportatrices. Quant à la dépense publique, à force d'avoir repoussé d'année en année tout effort de réforme, l'État français ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre.

Le pays aurait besoin, dans cet environnement chaotique, d'un réveil de la consommation, pilier traditionnel de l'économie française, mais depuis le coronavirus, cette dernière est entrée

en hibernation. La chute récente de l'inflation n'a rien changé à la tendance. Et ce n'est pas la crise géopolitique actuelle qui devrait inciter les Français à reprendre le chemin des magasins. Déjà particulièrement élevé en Europe, autour de 18 %, le taux d'épargne du pays pourrait même progresser encore ces prochains mois. Au-delà de l'irrationalité venue de Washington, les Français ont bien conscience du poids astronomique de la dette publique et du risque majeur de devoir un jour en financer la charge d'intérêt par de nouveaux impôts. Ils se préparent à cette éventualité en épargnant...

La dégradation des finances publiques paralyse l'activité économique du pays, la privant du ressort traditionnel de la demande interne. Le gouvernement, comme tous les précédents, promet qu'il va s'attaquer à la question, tout en assurant financer des efforts de

Les économistes de l'OFCE estiment pour leur part que le déficit évoluera de 5,8 % du PIB en 2024, à 5,5 % en 2025 puis 5,3 % en 2026, ce qui représenterait un sérieux dérapage par rapport aux prévisions envoyées à Bruxelles

dépenses inédits dans la défense. La double injonction, complétée par une absence complète d'ambition sur les réformes, nourrit un certain scepticisme. Les économistes de l'OFCE estiment pour leur part que le déficit évoluera de 5,8 % du PIB en 2024, à 5,5 % en 2025 puis 5,3 % en 2026, ce qui représenterait un sérieux dérapage par rapport aux prévisions envoyées à Bruxelles. Ces chiffres frappent par leur ampleur : avant même d'affronter la tempête, la France affiche déjà un budget de crise.

« On était passé de 3,5 % à 7,4 % de déficit en 2008, de 2,4 % à 8,9 % en 2020. Cette fois, on part de 5,8 %, pour aller à combien en cas de récession », s'interroge alors l'économiste Sylvain Catherine, professeur à Wharton. C'est bien là le drame français. Quelle que soit la conjoncture, l'État ne sait que dépenser. Au risque de se trouver, seul de son espèce, fort démuné quand la bise reviendra. Fin 2024, le déficit moyen dans la zone euro atteignait 2,6 %, contre 5,8 % donc pour la France. Si la guerre commerciale de Donald Trump vire au chaos, tous nos voisins pourront soutenir leur économie, contrairement à la France, qui n'aura d'autres ressorts que de décrocher encore un peu plus. ■



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Pourquoi le roi dollar est devenu un fardeau exorbitant dans l'Amérique de Donald Trump

Chose promise, chose due, on a le bruit et la fureur. Le scénario « choc et effroi » annoncé le 20 janvier lors de l'investiture de Donald Trump tient ses promesses. C'est le « Shock and Awe » des généraux du Pentagone qui avaient ainsi défini la stratégie de domination de l'ennemi lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. L'escalade de la guerre commerciale entre Washington et Pékin, dont les droits de douane atteignent respectivement 145 % et 125 % dans leurs échanges bilatéraux, relève de cette stratégie d'intimidation de l'adversaire.

Les marchés financiers réagissent en temps réel aux annonces de la Maison-Blanche et ils paraissent d'autant plus décontenancés que les repères traditionnels sont tous en train de sauter. Ainsi le dollar était-il considéré comme la valeur refuge par excellence, du fait de son utilisation hégémonique dans les échanges internationaux. Outre-Atlantique, les économistes sont toujours d'accord pour reconnaître son « privilège exorbitant », reprenant à leur compte la formule célèbre de Valéry Giscard d'Estaing de la fin des années 1960. Le ministre des Finances du général de Gaulle dénonçait alors la spécificité institutionnelle du dollar, la seule monnaie convertible en or, au taux de 35 dollars l'once de 31,104 grammes. Ce n'est certes plus le cas aujourd'hui, la convertibilité légale ayant été suspendue définitivement en août 1971. Preuve de l'affaiblissement vertigineux du billet vert (et des autres devises), il fallait vendredi dernier déboursier 3 220 dollars pour acheter une once de métal jaune.

La suprématie du dollar ne tient plus à sa valeur propre - « *as good as gold* », disait-on autrefois -, mais à son usage universel. Il bénéficie à plein « *des externalités de réseau* », selon l'explication du Prix Nobel d'économie Paul Krugman : tout un chacun paie avec des billets verts car les autres les acceptent partout. La force d'un réseau vaut par le nombre de ses participants. La Fed, la banque centrale américaine qui émet les billets de banque, estime que sur les 2 270 milliards de dollars actuellement en circulation, plus de la moitié est utilisée hors des États-Unis. C'est un crédit permanent de 1 200 milliards de dollars que le reste du monde consent à l'Oncle Sam, sachant que la fabrication d'un billet de 50 ou 100 dollars coûte à peine 5 ou 6 cents.

Outre ces gains de « seigneurage » (allusion au droit du seigneur de battre monnaie et de conserver pour lui-même une partie du métal précieux), les États-Unis tirent bien d'autres avantages. Selon le département du Trésor, entre 6 000 et 7 000 milliards de dollars de la dette fédérale sont souscrits par des investisseurs étrangers (banques centrales ou épargnants privés). En outre, « les

banques et les entreprises du monde entier sont toujours prêtes à détenir davantage de titres libellés en dollars (effets de commerce, obligations) : ainsi le taux d'intérêt que les États-Unis doivent payer sur leur dette extérieure est inférieur au taux de rendement de leurs investissements à l'étranger, et le pays peut ainsi tolérer un déficit commercial important et consommer davantage qu'il produit », estime le professeur Barry Eichengreen, spécialiste éminent du dollar, auteur du livre *Un privilège exorbitant* (Éditions Odile Jacob).

C'est tout l'inverse pour le président des États-Unis, qui se plaint au contraire d'un « *fardeau exorbitant* », comme s'en amuse Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international et ex-gouverneur de la Banque centrale de l'Inde. « *Nous, les États-Unis, nous avons un gros problème de taux de change. Personne ne veut acheter nos produits car ils sont trop chers. C'est un fardeau énorme* », fulminait Donald Trump durant la campagne présidentielle 2024.

Surévaluation structurelle

Son actuel conseiller économique en chef, Stephen Miran, en a théorisé le mécanisme dans une étude écrite en novembre 2024 qui a eu un énorme retentissement. En tant que monnaie de réserve, dont les autres pays s'arrachent les actifs financiers, et pas seulement des bons du Trésor, le dollar est structurellement poussé à la hausse et surévalué.

Telle est la « doctrine Miran », qui s'assortit de deux recommandations tout aussi percutantes. D'une part, les créanciers de l'Oncle Sam devraient accepter de transformer leurs titres de l'État fédéral en obligations perpétuelles sans coupon. Cela, en échange de la protection

militaire que leur procure Washington. Voilà qui ne manque pas de sel concernant la Chine!

L'autre solution que préconise Stephen Miran paraît moins farfelue, car elle a été expérimentée il y a quarante ans, avec les accords du Plaza, du 22 septembre 1985. Les ministres des Finances du G5 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni) s'étaient alors réunis dans l'hôtel du même nom à New York, s'accordant sur une relance de la demande intérieure en Allemagne et au Japon et une réappréciation « ordonnée » de leurs monnaies. Deux ans après, le yen japonais avait grimpé de 60 % vis-à-vis du dollar, Tokyo s'engageant par ailleurs à acheter des bons du Trésor américains, ce qui a été fait sans discontinuer (l'encours dépasse aujourd'hui la demande de 1100 milliards de dollars).

Certes son taux de change ne correspond pas à la valeur que le dollar devrait avoir pour équilibrer les échanges de marchandises du pays. Entre parenthèses, on pourrait en dire autant pour la France vis-à-vis de l'euro. Pour leur part, les États-Unis sont victimes de leur puissance monétaire qui les enrichit tout en pénalisant simultanément leur compétitivité. Leur sort est similaire à celui du roi Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait, au risque de mourir de faim et de soif! Voilà ce que voudrait nous faire accroire Donald Trump.

Mais ses jérémiades travestissent la réalité économique. « *Le rôle de monnaie de réserve dominante du dollar a permis d'attirer les capitaux aux États-Unis qui ont financé l'industrie des nouvelles technologies. Y renoncer serait une grave erreur* », avertit Patrick Artus, conseiller économique de la société de gestion Ossiam. ■



La Fed, la banque centrale américaine qui émet les billets de banque, estime que sur les 2 270 milliards de dollars actuellement en circulation, plus de la moitié est utilisée hors des États-Unis. JOSE LUIS GONZALEZ/REUTERS

LIVRES & IDÉES

Anne de Guigné

Pourquoi les économistes s'opposent-ils si souvent sur leurs préconisations ?

Tout et son contraire! Dollar fort et faible, baisse des prix à la pompe et augmentation de l'offre de pétrole, droits de douane et lutte contre l'inflation... La politique économique de Donald Trump donne le tournis depuis son retour à Washington. Un très riche essai, fruit des réflexions de deux journalistes, Bruna Basini et Pierre-Henri de Menthon, vient fort à propos pour que nous retrouvions le nord dans ce tourbillon de nouvelles. Dans *Tout et son contraire. Comprendre les grands désaccords entre les économistes d'aujourd'hui* (Buchet-Chastel), les deux auteurs prennent leur lecteur par la main pour l'aider à se forger son opinion sur quatorze grands sujets qui divisent la planète économie : inégalités, dette, mondialisation, cryptomonnaies, pouvoir d'achat...

Prenons par exemple le travail : grande démission ou revigorantes utopies ? s'interrogent Basini et Menthon, en référence aux débats qui ont traversé la société dans la foulée du Covid. Aux États-Unis, comme en Europe, plusieurs jeunes gens ont alors



PIERRE-HENRI DE MENTHON ET BRUNA BASINI
TOUT ET SON CONTRAIRE
Buchet-Chastel, 288 pages, 24 euros

mis en scène sur les réseaux sociaux leur démission, évoquant une profonde fatigue face au manque de sens de leur emploi. Les commentateurs anticapitalistes y ont vu les prémices de fin d'un système honni. Plus rationnellement, pour les auteurs, cette crise « *correspond à une logique implacable, celle d'un marché avec une offre qui s'adapte à la demande, celle d'employés voulant de meilleurs salaires et des conditions de travail moins exécrables* ». La grande démission s'est d'ailleurs calmée en 2022 avec la hausse des salaires aux États-Unis.

En revanche, en France, les lignes ont bougé avec une nette augmenta-

tion de l'absentéisme, passé de 2019 à aujourd'hui de 4,5 % à 6,2 %. « *Les économistes, caparaonnés dans leurs modèles rationnels de pensée issue du libéralisme, du paritarisme social-démocrate ou du marxisme, ont du mal à aborder de front cette forme de révolution silencieuse menée dans les bureaux, les commerces et les usines* », concluent les deux journalistes. Et c'est bien là toute l'originalité de leur essai : tout en valorisant la recherche des économistes, ce dernier invite à identifier les réflexes partisans pour appréhender la complexité des faits.

Une part de responsabilité

Application de ce principe avec un autre thème particulièrement cliquant : la dette. Faut-il la rembourser ou la creuser ? Aux États-Unis, les présidents changent, la planche à

billets demeure, avec la bénédiction de la majorité des économistes. En France, le débat est (un peu) plus ouvert. Côté gauche, un Gaël Giraud, prêtre jésuite et économiste, a pu recommander d'effacer 25 % des dettes détenues par la BCE afin de pouvoir continuer à dépenser. « *Un allègement-effacement permettrait d'éviter le retour des politiques d'austérité qui risqueraient de tuer dans l'œuf la reprise* », avançait-il.

En face, quelques voix, plus minoritaires, répètent, à l'image de l'ancien président de la BCE Jean-Claude Trichet, que « *l'idée qu'on puisse émettre impunément de la dette publique et de la monnaie sans limites est une naïveté* ». Les auteurs craignent pour leur part un brutal réveil sur cette question. Et « *les économistes auront leur part de responsabilité* », préviennent-ils. ■

« Tout le monde est aux abris » : Hollywood cède aux pressions de Trump

Caroline Sallé

Bastion woke, les studios commencent à s'adapter à l'Amérique Maga avec des films et des séries qui renouent avec des valeurs familiales et traditionnelles.

Il y a un nouveau shérif en ville à Hollywood. Et il n'est pas venu pour faire de la figuration. À ceux qui en douteraient encore, Donald Trump vient de le rappeler à sa manière. Brutale. Fin mars, le nouveau président des États-Unis, parti en croisade contre le wokisme, a placé Disney dans son collimateur. Il a missionné l'agence américaine de régulation des télécoms, la FCC, dirigée par l'un de ses proches, Brendan Carr, pour enquêter officiellement sur la major, accusée de promouvoir à outrance la diversité. Quitte à faire un exemple, autant choisir le plus emblématique des studios hollywoodiens. Et, surtout, celui considéré comme l'emblème du « capitalisme woke », aux yeux des conservateurs.

Sentant le vent du boulet, Mickey - comme Paramount et Warner Bros. Discovery - avait déjà commencé à tourner casaque quelques semaines plus tôt. Mi-février, le géant mondial du divertissement envoyait un mémo interne annonçant qu'il mettrait en sourdine ses initiatives, à l'instar du programme « Reimagine Tomorrow », visant à promouvoir des talents sous-représentés et des histoires plus inclusives. En montrant patte blanche, la major espérait sans doute parer les coups de la nouvelle administration. C'est raté.

Donald Trump dispose de leviers puissants pour faire pression sur les studios hollywoodiens, afin que les histoires racontées épousent davantage sa ligne politique conservatrice

L'enquête ouverte contre Disney, qui suit celle contre Comcast, la maison mère de NBCUniversal, survient dans le cadre d'une grande offensive lancée par le président contre les politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI). Comme beaucoup d'autres secteurs, toutes les entreprises de médias et de divertissement se retrouvent soumises à forte pression.

Ses effets sont déjà palpables. Durant le premier mandat de Donald Trump, Hollywood, soutien traditionnel du camp démocrate, avait fait figure de bastion de résistance. Robert De Niro qualifiait alors le président d'« abruti » et « d'idiot ». Pour l'acteur Chris Evans, il s'agissait d'un « crétin imprudent », quand Cher déclarait publiquement vouloir qu'il « disparaisse de la surface de la terre ». En novembre encore, lorsque la candidate démocrate à la prési-



Pour s'adapter à la nouvelle donne politique, Hollywood commence à remettre en scène une Amérique traditionnelle et pourrait renouer avec des héros virils, tels que le Rambo, incarné par Sylvester Stallone (ici avec Donald Trump lors du gala de l'America First Policy Institute, le 14 novembre, à Mar-a-Lago, en Floride).

dentielle, Kamala Harris, soutenue financièrement par l'establishment hollywoodien, a dû concéder la défaite, le star-system s'était mobilisé. L'actrice oscarisée Jamie Lee Curtis appelait à « se réveiller et se battre ». Le comédien John Cusack dénonçait en Donald Trump un « fasciste au pouvoir absolu ». Depuis, « tout le monde est aux abris », remarque un observateur.

Sans aller jusqu'à retourner leur veste de smoking, les stars présentes début mars sur le tapis rouge de la dernière cérémonie des Oscars, à Los Angeles, étaient étrangement aphones. Aucune attaque frontale, pas de cris de résistance... Hormis quelques flèches à la pointe soigneusement limée, telle le « Gloire à l'Ukraine ! » lancé par l'actrice Daryl Hannah, ce soir-là, le silence fut assourdissant. Donald Trump était peut-être dans toutes les têtes. N'empêche. Son nom n'a pas été prononcé une seule fois pendant l'événement. « Les critiques ont été pour le moins pudiques, euphémise le même observateur. Cela traduit une forme d'attentisme prudent. »

Lorsque certains, malgré tout, se risquent à prendre ouvertement position, Donald Trump sort le bazooka. George Clooney, fervent démocrate, qui critique son Administration et l'accuse de vouloir museler les médias américains ? « Un acteur de seconde zone et un commentateur raté », cingle-t-il sur les réseaux sociaux.

Le nouveau président des États-Unis se retrouve aujourd'hui en position de force pour faire tomber la forteresse progressiste hollywoodienne. D'abord parce que le contexte général lui est favorable. Il y a trois mois, Los Angeles subissait les incendies les plus destructeurs de son histoire, impactant considérablement l'industrie. Un énième coup dur, après le choc de la crise sanitaire puis la double grève des acteurs et des scénaristes qui a paralysé l'écosystème en 2023. Le secteur sort affaibli de cette séquence.

L'augmentation des droits de douane américains imposée par le président risque d'aggraver un peu plus la situation.

Hausse des coûts de production des films et séries; possibles mesures de rétorsion sur les exportations de blockbusters, à l'instar de la Chine, qui vient d'annoncer une réduction du nombre de films américains diffusés sur son territoire; raréfaction de la manne publicitaire dont le secteur dépend en partie... Ce n'est pas un hasard si David Zaslav, le big boss de Warner Bros Discovery, vient d'ordonner aux responsables du studio de freiner sur les dépenses...

Ensuite, Donald Trump dispose de leviers puissants pour faire pression sur les studios hollywoodiens, afin que les histoires racontées épousent davantage sa ligne politique conservatrice. Non seulement l'industrie du divertissement se retrouve avec une épée de Damoclès pénale au-dessus de la tête depuis que la Maison-Blanche a ordonné le démantèlement des programmes de DEI. Mais si ce bâton ne suffit pas, Trump peut toujours sévir sur le plan économique et concurrentiel en tentant de bloquer les fusions d'entreprises qu'il n'apprécierait pas. Un exemple : pour conclure son projet de mariage à 8,4 milliards de dollars avec Skydance, Paramount a besoin de l'approbation de la FCC, le régulateur américain. Qui n'a toujours pas dit officiellement à quelle date il comptait rendre sa décision. Le dossier risque d'être bloqué tant que le contentieux entre CBS et Donald Trump, qui poursuit en justice la chaîne de Paramount pour le montage d'une interview de son ex-rivale Kamala Harris, n'est pas réglé. Le président réclame 20 milliards de dollars de dommages et intérêts à CBS.

Alors que les grands studios se retrouvent plongés dans une incertitude financière et juridique, un dernier paramètre joue en faveur de Donald Trump. L'emprise de la tech sur Hollywood. Amazon a racheté le mythique studio de la MGM. Le géant de l'e-commerce, Apple ou Netflix déversent aujourd'hui des milliards de dollars dans la production de films, séries et documentaires qu'ils diffusent sur leurs plateformes de streaming. Amazon

prévoit de sortir au moins 14 films par an dans les cinémas. C'est davantage que Disney, qui proposera cette année 12 blockbusters... « Les géants de la tech sont de puissants donneurs d'ordre à Hollywood. Et la plupart, on l'a constaté lors de l'investiture, ont fait allégeance à Donald Trump. Ils sont acquis à sa cause », reconnaît un spécialiste de l'écosystème audiovisuel américain.

« Il y aura un effet de balancier, c'est certain. Dès lors que les studios ont déjà commencé à bouger fortement sur les questions de diversité et d'inclusion, c'est-à-dire sur la culture d'entreprise, le mouvement se répercutera logiquement sur leur positionnement éditorial, autrement dit sur les contenus »

Un spécialiste de l'écosystème audiovisuel américain

Le président va pouvoir peser de tout son poids afin que la programmation des studios prenne demain « une tournure plus "trumpienne" », fait valoir l'expert. Il y aura un effet de balancier, c'est certain. Dès lors que les studios ont déjà commencé à bouger fortement sur les questions de diversité et d'inclusion, c'est-à-dire sur la culture d'entreprise, le mouvement se répercutera logiquement sur leur positionnement éditorial, autrement dit sur les contenus. » L'agence de presse Reuters rapporte qu'un showrunner de télévision, sur le point de signer une série en streaming dont le casting faisait la part belle à la diversité et l'inclusion, a appris, le lendemain de l'élection de Trump que le projet... tombait finalement à l'eau.

Les premiers changements à l'écran se font déjà sentir, par petites touches. Fin 2024, la série animée pour enfant de

Disney *Win or Lose* a supprimé une histoire autour d'un personnage transgenre. Deux épopées bibliques, *Marie* sur Netflix et *House of David* sur Amazon, ont été récemment couronnées de succès. Résultat, Netflix a conclu un accord pluriannuel avec le cinéaste et acteur Tyler Perry pour produire des films basés sur la foi. Le géant de l'e-commerce Amazon, quant à lui, a décidé de rediffuser l'intégralité de *The Apprentice*, la télé-réalité qui a popularisé Donald Trump et proposera bientôt un documentaire sur Melania Trump, moyennant un investissement de 40 millions de dollars. Des émissions suivant la police en action, telle *On Patrol : Live*, sur Peacock, ont de nouveau le vent en poupe.

Moins de programmes militants, plus de séries et de films reposant sur des valeurs familiales et traditionnelles : pour s'adapter à l'électorat de Trump, Hollywood commence à se tourner vers Dieu et l'Amérique rurale. « Vous verrez probablement plus qu'avant des films à la Rambo, gonflés à la testostérone. Et il faut aussi s'attendre à un renouveau du western », parle l'ex-dirigeant, en France, d'une major hollywoodienne. Le retour d'une Amérique virile, en somme, à l'image des acteurs Sylvester Stallone, Mel Gibson et Jon Voight, les « ambassadeurs particuliers » envoyés par Trump dans « cet endroit majeur, mais très agité, qu'est Hollywood », dit ce dernier. Leur mission ? Make Hollywood great again. « Petit à petit, toutes les valeurs Maga pourraient bien irriguer le pipeline de divertissements », résume l'ex-dirigeant français d'une major.

La bascule des studios américains devrait se faire d'autant plus naturellement que de nombreux films plus inclusifs, à l'image du dernier remake de *Blanche Neige*, ont été des échecs cuisants au box-office. Avant même l'arrivée de Trump, Disney constatait que son virage woke avait nui à ses affaires. Hollywood est un relais traditionnel des idées de gauche, mais c'est avant tout une industrie pragmatique. Une industrie en crise, pour laquelle « business must go on ». ■

UN COUP DE POUCE POUR ANTICIPER VOS JOURNÉES SUR

la chaîne météo

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store

LE FIGARO et vous



LA HYPE HARPE
À L'INSTAR D'ANNELEEN LENAERTS,
DE NOMBREUX MUSIENS
DÉRINGARDISENT L'INSTRUMENT

PAGE 30



ENCHÈRES
SOTHEBY'S ORGANISE LA DISPERSION
DE LA COLLECTION DE PIERRE-JEAN
CHALENÇON, FÉRU DE NAPOLEON

PAGE 31

Milan fête le design

Expositions inattendues,
collaborations inédites,
ouvertures de nouvelles
boutiques... Au Salone
del Mobile, la création
est en ébullition.

PAGES 28 ET 29

ANDREI GRILIC, JOEL SAGET/AFP, ROCHE BOBOIS



L'Opéra du Rhin, une mue qui fait des remous

Yolande Baldewck

Après presque trente ans de tergiversations, Strasbourg prévoit de rénover son opéra. Un chantier contesté par l'opposition.

À un an des élections municipales, la maire écologiste de Strasbourg, Jeanne Barseghian, vient de dévoiler « un projet de réhabilitation ambitieux » de l'Opéra national du Rhin, un bâtiment néoclassique du début du XIX^e siècle, qui sera « transformé, agrandi et réinterprété ». La note sera salée, avec un investissement a minima de 120 millions d'euros. Une paille cependant par rapport aux 560 millions in-

vestis dans l'Opéra de Karlsruhe. Si les écologistes ont traîné les pieds avant de lancer la rénovation du théâtre municipal de la place Broglie, qui affiche, selon le directeur actuel Alain Perroux, « un taux de remplissage de 97%, avec un tiers de jeunes de moins de 26 ans », et emploie 244 agents, leurs prédécesseurs n'avaient pas fait mieux.

À une époque, l'idée d'un nouvel opéra dans le quartier du Port-du-Rhin semblait privilé-

giée. En son temps, Pierre Boulez avait mis sur la table un projet, assorti de moyens importants, avec le soutien du Cercle Wagner, qui participe au rayonnement de l'art lyrique. Mais sans convaincre les décideurs strasbourgeois. En 2020, la nouvelle municipalité avait mis en place une mission d'information et d'évaluation qui a travaillé jusqu'à l'an passé. Puis silence radio.

Parallèlement, un comité de pilotage a associé les autres finan-

ceurs de l'Opéra national du Rhin, à savoir l'État, la région et la Collectivité d'Alsace. Dévoilé ce jeudi, le diagnostic patrimonial, confié à des cabinets extérieurs, conclut que, sur 1144 places, 45% n'offrent pas « une vue normale de la scène ». Des trois propositions, de 47 à 120 millions, les partenaires - qui n'ont pas tous pris d'engagements financiers - ont retenu la plus ambitieuse, préconisée par les édiles strasbourgeois.

Dans ce scénario, la cage de

scène sera surélevée de 5 mètres, la fosse d'orchestre agrandie. Reste la question de « la réinterprétation de la salle à l'italienne », avec une jauge ramenée à 940 places, ce qui interroge le modèle économique de l'Opéra à l'avenir. « C'est un projet qui détruit une salle symbole de son temps », dénonce Jean-Philippe Vetter, en contestant le coût de 120 millions, « en ces temps de disette budgétaire ».

« Cette enveloppe de 120 mil-

lions, c'est au doigt mouillé », ironise Pierre Jakubowicz, conseiller municipal Horizons, qui n'a pas été convaincu par les explications de l'adjointe à la culture. Sa collègue socialiste Caroline Barrière est tout aussi dubitative par rapport au coût annoncé. Car le projet dépendra de l'architecte qui sera retenu. Or, si la procédure doit être lancée en juillet, l'équipe ne sera choisie qu'en février 2027. Un beau sujet pour les municipales de l'an prochain. ■

LE FILM QUI A FAIT RIRE ET PLEURER LE MONDE ENTIER



האשה
COMMENT
DEVENIR RICHE
(GRÂCE À SA
GRAND-MÈRE)

LE FIGARO

téva

AU CINÉMA LE 16 AVRIL

NouvelObs

TANDEM



Année après année, à Milan, la semaine du design se révèle plus riche et plus spectaculaire. Grandes marques de mobilier, créateurs de renom mais aussi maisons de mode, de joaillerie, de maroquinerie, personne ne manque à l'appel. Son succès est tel que les Milanais estiment même qu'elle surpasse la Fashion Week. Il faut dire qu'à la différence de cette dernière - qui se déroule aussi à Paris, Londres, New York - il n'y a pas dans le monde d'équivalent au Salone del Mobile. L'importance de l'événement pour la capitale lombarde n'a échappé à personne. Surtout pas au maire de la ville, Giuseppe Sala, qui ouvre traditionnellement le salon en accordant une interview au journal de 20 heures de la RAI. Cette année, celle-ci a eu une symbolique toute particulière. Il a en effet souhaité prendre la parole au cœur de l'installation « It Means Peace », imaginée dans les jardins de la Pinacothèque de Brera, pour le magazine de design d'intérieur *Interni*, par Marco Balich - à qui l'on doit l'organisation de plusieurs cérémonies d'ouverture de Jeux olympiques, à Rio, Tokyo, Sotchi. Après avoir traversé un tunnel en bois, où résonne le bruit des bombardements, un olivier centenaire et de grands néons reproduisant le mot paix en sept langues, invitent le grand public à se questionner sur son rapport aux conflits. Un message fort en ces temps de guerres - en Ukraine, au Proche-Orient - et de batailles commerciales entre Trump et le reste du monde.

Malgré le climat ambiant, Milan est en fête pour célébrer la création. Une création foisonnante et toujours plus originale. On ne compte plus les soirées organisées aux quatre coins de la ville. Là, un dîner Hermès dans une ancienne salle de pelote, ici un DJ set chez Kartell, qui fête les 25 ans de ses luminaires iconiques - comme la Bourgie et la Battery, sa première lampe rechargeable. Là encore un cocktail dans le palais de Ralph Lauren, un autre au Palazzo Serbelloni ou encore un vernissage chez Pomellato, qui a profité du Salone pour exposer les cli-

Le Salone del Mobile, une fierté mila

Alyette Debray-Mauduy Envoyée spéciale à Milan

Avec des scénographies toujours plus spectaculaires et un public de connaisseurs, ce rendez-vous s'im à ne pas manquer. Carnet de bord de cette folle semaine.



chés de Gian Paolo Barbieri, le photographe, récemment décédé, à qui le joaillier doit ses premières campagnes de publicité. Dans le quartier de Brera, les rues grouillent de monde, les terrasses des cafés sont prises d'assaut. On se pousse du coude pour avoir une table au soleil. Partout dans la ville, les boutiques de décoration affichent la couleur avec leur fanion multicolore « FuoriSalone 2025 ». Tous les 100 mètres, il y a une exposition à découvrir. Le bouche-à-oreille aidant, on sait vite celles qu'il ne faut pas manquer. On les repère aussi aux interminables files d'attente sur le trottoir, s'étirant parfois sur tout un pâté de maisons.

La course au sensationnel

Ainsi va Milan, et sa semaine du design. Avec d'un côté la Fiera Milano, ses 24 halls, ses près de 2000 exposants et ses 300 000 visiteurs. De l'autre le FuoriSalone, traduisez le off, et ses événements en ville. Pour se distinguer de son voisin, il faut surprendre. Miser sur le sensationnel. Dès l'ouverture, lundi dernier, Loro Piana se distingue avec « La Prima Notte di Quite », une scénographie du duo de créateurs Dimore Studio, Emiliano Salci et Britt Moran. Derrière les murs de son siège social, le Cortile delle Seta, ils ont imaginé un story telling digne d'une superproduction américaine, avec une bande-son signée Nicola Guiducci. Le pitch : la maison refuge quand, dehors, les éléments se déchainent. Dans la salle à manger, des assiettes cassées par un coup de vent (3) ; dans la salle de bains, une baignoire qui déborde ; dans la chambre, un lit défait... Une mise en scène insolite pour pré-



senter la ligne Maison de la marque de luxe italienne, qui prend cette année une nouvelle dimension, notamment avec plusieurs créations signées Dimore Studio : des poufs en bois recouverts de cachemire, un plafonnier, des lampes mais aussi des canapés et des fauteuils tous confectionnés avec des tissus d'exception Loro Piana. À cela il faut ajouter une première collection d'art de la table en porcelaine de Limoges, Puntì a Maglia. Dimore Studio a incontestablement marqué les esprits du Salone 2025 avec cinq scénographies témoignant de leur créativité sans limites - en collaboration, entre autres, avec Hooso, une entreprise de textile japonais fondée en 1688, et Yves Salomon, le spécialiste du cuir et des peaux lainées. Ce dernier a également exposé dans une cour médiévale dix-sept pièces en série limitée réalisées avec l'artiste Pierre Marie. Des plaids, des poufs, des coussins, des luminaires et une assise en peau de mé-

rinosa espagnol évoquant la silhouette d'un mouton (6).

À quelques encablures du siège de Loro Piana, c'est dans un décor blanc immaculé, sur la scène de la Pelota, lieu emblématique du quartier de Brera, qu'Hermès a dévoilé ses nouveautés Maison. Parmi elles, des petites tables en verre laqué surmontées d'une boîte ronde en cèdre du Japon, signées du designer Tomas Alonso (8), des verres déclinés dans des dégradés de couleur, un plaid dont les motifs imaginés par l'artiste Amer Musa rappellent ceux d'un damier... « L'idée est de se questionner sur l'aura d'un objet, sa charge émotionnelle, explique Charlotte Maucoux Perelman et Alexis Fabry, les directeurs artistiques d'Hermès Maison. C'est quelque chose d'abstrait alors que c'est sans doute ce qui fait qu'une création transcende son époque. »

Dans cette surenchère à l'émotion, à l'exceptionnel, plusieurs acteurs du monde de la décoration se sont distin-



gués. Après ses tenues liturgiques dévoilées lors de la réouverture de Notre-Dame de Paris, Jean-Charles de Castelbajac a investi les rues de Milan avec un showroom éphémère qui se repère plusieurs dizaines de mètres à la ronde. « Une ambassade de joie épique », nous confie-t-il, d'inspiration médiévale, habillée de ses anges et d'un langage chromatique chers au créateur, où il a présenté sa ligne de tissus et de papiers peints (2), réalisée pour Pierre Frey. De la couleur, il y en a eu aussi chez Bisazza, l'expert italien en décor de mosaïques. Ce dernier a fait appel au collectif eBoy, pionnier du Pixel Art, pour habiller l'entrée de sa boutique. « La mosaïque n'est-elle pas du pixel avant l'heure ? », se demandait Rossella Bisazza la directrice communication de la maison. Le groupe de designers allemands a ainsi reproduit une vue de Londres en petites mosaïques de pâte de verre. Une œuvre qui tranche avec les nouveaux panneaux en marbre, d'inspiration byzantine, signés Doriana et Massimilio Kukkas, les architectes de la Fiera de Milan (7).

Des installations en couleur

À côté de ces scénographies plus originales les unes que les autres, le leader français du mobilier contemporain, Roche Bobois, a quant à lui de bons arguments pour attirer les curieux. Il a dévoilé une collection avec Pedro Almodovar et Rossy De Palma. Celle-ci a été initiée il y a deux ans lorsque Roche Bobois est contacté pour meubler le dernier film du cinéaste espagnol, *La Chambre d'à côté*. Son directeur des tendances, Gregory Dias Moreda, propose à Almodovar de collaborer. Ce dernier accepte à une condition, ne pas juste apposer son nom, mais mettre la



8



3

naise

pose plus que jamais comme l'« événement »



7



main à la pâte. Le résultat, ce sont plusieurs pièces hommage à sa filmographie : un sofa rouge et blanc, réédition du modèle de Hans Soffer de 1971, reproduisant des affiches, un canapé Bubble en couleur, une table basse, des buffets habillés d'éléments décoratifs de ses films et une coiffeuse signée de sa muse.

Une expérience inédite

On est loin de l'univers distillé par Louis Vuitton dans le décor néoclassique du Palazzo Serbelloni. Un écran historique de référence pour présenter une collection Maison considérablement enrichie, qui assoit un peu plus Vuitton dans le monde du design. Cinq univers viennent ainsi compléter sa ligne Objets nomades, lancée en 2012. Une collection Signature de mobiliers et de luminaires signée de créateurs comme Patrick Jouin ou Cristian Mohaded, utilisant les savoir-faire maroquinier de la maison ; plusieurs petites pièces de décoration imaginées par Patricia Urquiola, Jaime Hayon, Atelier Biagetti ; deux capsules hommage, l'une à Charlotte Perriand réalisée à partir d'archives jamais utilisées, l'autre mettant en lumière le travail de l'artiste Fortunato Depero (1). Dans le même temps, Louis Vuitton a inauguré sa toute nouvelle boutique via Montena, la première au monde à consacrer un étage à la décoration d'intérieur.

Entre deux expositions dans un palais milanais, tout le monde se dit aussi qu'il serait bien de passer une tête à la Fiera, même si l'idée de marcher des kilomètres pour en parcourir l'offre foisonnante n'enchantait personne. Mais c'est un passage obligé. Toutes les grandes marques de design

contemporain y ont leur stand. Mardi 8 avril, dès 9 heures, l'italien Kartell, réputé pour ses meubles en plastique - aujourd'hui recyclés -, a ouvert le bal en présence de ses designers stars - Philippe Starck, Pierro Lissoni, Fabio Novembre, Patricia Urquiola. Après avoir dévoilé la nouvelle Fiat Panda Kartell, d'un rouge éclatant, aux couleurs de leur marque, il a levé le voile sur une foule de nouveautés, dont une réédition de la lampe KD28 de Joe Colombo et une chaise tapissée d'un tissu jacquard réalisé grâce à l'IA. L'éditeur Pedrali a lui aussi invité l'un de ses créateurs fétiches, Patrick Jouin, avec qui il collabore depuis onze ans. Après avoir réalisé l'iconique chaise Ester, ce dernier a présenté une nouvelle assise baptisée Opale (voir ci-contre). Un peu plus loin, le stand Knoll, reconnaissable à ses baies vitrées transparentes rappelant la Californie, expose un ensemble table, chaises et fauteuils en bois de l'artiste Jonathan Muecke, qui contraste avec le style ultracontemporain de ce fabricant américain.

9



De retour en ville, on tente un petit crochet à la galerie d'art Spazio Maiocchi pour découvrir la salle de bains vert pomme (9) conçue par USM, le spécialiste du mobilier modulaire, pour Humanrace, la marque de cosmétique créée par Pharrell Williams avec son dermatologue personnel, le Dr Jones. L'heure tourne. Il est temps de filer au cocktail organisé par Ralph Lauren dans son palais milanais. Cette année, la griffe américaine est revenue sur les univers les plus emblématiques de sa ligne décoration, depuis son lancement, en 1983. Du glamour d'une penthouse moderne - et de son iconique chaise RL-CF1 en fibre de carbone, inspirée de la McLaren F1 de Ralph Lauren - au style d'un manoir anglais où les fauteuils en cuir trouvent toute leur place. Parallèlement, elle a dévoilé sa nouvelle collection, baptisée Canyon Road qui n'est pas sans rappeler le goût du créateur pour le Grand Ouest. Elle comprend des fauteuils clubs recouverts d'un tissu bouclé (4), des plaids, des tapis... Autant de textiles réalisés avec Naomi et Tyler Glasses, septième génération de tisseurs en Arizona.

Pour clôturer cette journée, la créatrice J.J. Martin nous a invités à découvrir son Starquarters, traduisez son nouveau QG au cœur du quartier du Naviglio, à Milan. Cinq étages qui accueillent ses 90 salariés, offrent un showroom baigné de lumière - où elle a exposé, pour le Salone, Napoli Rosa, ses nouvelles assiettes - et, au dernier étage, un rooftop dédié au bien-être (5). C'est là qu'elle accueillera les membres de sa communauté Sisterhood pour des ateliers inédits comme des séances de « gong ». Une expérience de conscience supérieure surprenante que nous avons testée, allongée sur un tapis de méditation. De quoi se remettre d'un tel marathon. ■

Les assises, stars du Salon

FAUTEUIL BONHEUR DU JOUR DE KARTELL
Repoussant toujours un peu plus les frontières de la création et du confort, Philippe Starck, l'un des designers star de cette marque milanaise, a imaginé un fauteuil aussi moelleux qu'un lit, épousant parfaitement le corps. Réalisé avec une mousse à ressort semblable à celle d'un matelas, il invite au repos total pour un moment de détente et de bien-être sans pareil. Ce fauteuil, recouvert d'un tissu bouclé extrêmement doux, était présenté à la Fiera Milano en blanc cassé et en crème.



CHAISE MUECKE DE KNOLL
Après avoir exposé les œuvres en bois de Jonathan Muecke sur son stand du Salone del Mobile et dans ses boutiques aux États-Unis, Jonathan Olivares, le directeur artistique de Knoll, a demandé à cet artiste d'imaginer un ensemble table, chaises et fauteuils en bois massif. Un matériau qui tranche avec ceux utilisés habituellement par ce fabricant de mobilier américain. Le métal, l'aluminium... Muecke a pensé ses pièces comme une sculpture, laissant apparaître la rondeur du tronc, ses aspérités. L'assise est réalisée avec une feuille de bois permettant de lui donner une courbe confortable.



BANQUETTE JEANETTE DE MERIDIANI
Sur son stand, à la Fiera de Milan, Meridiani proposait, avec son concept My Home is Me, quatre manières d'aménager son intérieur, classique, chaleureuse... Ce petit sofa en bouclette de laine, aux

formes arrondies, était l'une des pièces maîtresses de la « maison contemporaine ». Compact, il trouve facilement sa place dans un salon, une chambre et se révèle accueillant et confortable avec son dossier semblable à un cylindre enveloppant.



LA CHAISE LONGUE COSIMO DE' MEDICI DE TECTONA
À l'occasion du réaménagement du jardin des citronniers de la Villa Médicis, à Rome par l'architecte paysagiste belge Bas Smets, en collaboration avec Pierre-Antoine Gattier, Tectona, a édité une ligne de mobilier signé du duo de créateurs Muller Van Severen. Celle-ci comprend des tables carrées et rectangulaires, des chaises et des banquettes. Des pièces métalliques, confortables, faciles à déplacer, s'intégrant bien au jardin avec leurs coloris blanc et vert d'eau. La forme triangulaire de leurs lattes rappelle quant à elle la structure du parc et dialogue avec les éléments architecturaux historiques de la Villa Médicis.

CHAISE OPALE DE PEDRALI
Silhouette fluide et équilibrée, cette assise imaginée par Patrick Jouin a été pensée selon la définition même du design, l'usage. Son dossier arrondi enveloppe le dos, ses accoudoirs sont à la bonne hauteur, même si « tous les corps sont différents et qu'il faut trouver un juste milieu », remarque Patrick Jouin, chez qui le souci du détail est obsessionnel. Ainsi, la poignée fonctionnelle à l'arrière du dossier permet de déplacer facilement la chaise alors que ses pieds en frêne massif, ou en noyer, s'affinent progressivement vers le bas pour apporter encore plus de légèreté.



Elle l'avoue : « La harpe fait partie de ces instruments que l'on voit souvent avant de les entendre dans l'orchestre. Si bien qu'elle a longtemps souffert d'une image décorative. Les gens la reconnaissent facilement, mais se sont longtemps demandé si ça changeait vraiment quelque chose qu'elle soit là ou pas. Heureusement, les choses évoluent. De plus en plus de spectateurs ont pris conscience que lorsqu'elle n'était pas là, il manquait quelque chose. Un peu comme avec cette épice sans laquelle le plat n'a plus du tout la même saveur ! »

Cette évolution, la harpe la doit en grande partie à l'émergence, ces dernières années, de solistes de premier plan, tels qu'Anneleen Lenaerts. À 37 ans, cette harpiste belge, formée à l'école française, sera cette semaine l'une des invitées d'honneur du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence. Pour la première fois depuis sa création en 2013, la manifestation, codirigée par le patron des Théâtres d'Aix et de Marseille, Dominique Bluzet, et le violoniste Renaud Capuçon, a décidé de mettre l'instrument en valeur. Lui confiant, le 19 avril prochain, l'un de ses rendez-vous phares et incontournables : le concert Génération@Aix, qui voit chaque année un mentor encadrer de jeunes solistes le temps d'un récital de musique de chambre. Un rendez-vous qu'Anneleen Lenaerts a choisi d'honorer en compagnie du violoniste Thomas Briant (élève de Renaud Capuçon), ainsi que de deux académiciens des Berliner Philharmoniker, autour d'un programme exclusivement composé de musique française : Saint-Saëns, Debussy, Ravel, Fauré... « Quoique l'on fasse, la harpe restera toujours un instrument très français dans son esprit. Que ce soit à cause des apports des luthiers français dans son histoire, comme Cousineau ou Erard. Ou des compositeurs qui l'ont peut-être le mieux mise en valeur dans l'orchestre, comme Ravel ou Debussy », poursuit la musicienne.

Pour elle, il y a clairement une « école française de la harpe, avec un son bien particulier, et qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. J'oserai même dire franco-belge, si l'on pense à Alphonse Hasselmans, qui est d'origine belge et fut l'un des profes-

Anneleen Lenaerts, c'est la harpe qu'elle préfère

Thierry Hillériteau

La soliste belge est l'une des invitées d'honneur du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence. Preuve que l'instrument gagne peu à peu ses lettres de noblesse dans le monde du classique.



« La harpe a beaucoup plus à offrir qu'un rêve pour petite fille en robe à smocks... », insiste Anneleen Lenaerts.

seurs de harpe les plus influents du Conservatoire de Paris. C'est une technique qui permet d'aller chercher le son en profondeur, avec beaucoup de clarté dans l'articulation et en même temps une souplesse qui donne de la rondeur, là où la plupart des autres écoles construisent un son plutôt raide et sec. » Une école qui rayonne aujourd'hui dans les plus grands orchestres du monde. Comme aux Wiener Philharmoniker, où Anneleen a suc-

cédé en 2011 à l'un des plus éminents harpistes français : Xavier de Maistre. « Au départ, je ne me destinai pas du tout à l'orchestre, raconte pourtant l'intéressée. Comme j'avais eu la chance de remporter beaucoup de concours dès l'âge de dix ans, j'avais pu commencer assez vite une carrière solo et ne me voyais pas faire partie d'une phalange. Jusqu'à ce que Xavier viennois me trouver pour me dire qu'il allait quitter son poste à Vienne, et qu'il

avait pensé à moi pour le remplacer. J'ai failli rater l'audition, car j'avais laissé passer les délais, mais il m'a rattrapé par le col... Et j'ai été prise. »

Une activité orchestrale intense : le Philharmonique de Vienne est aussi l'orchestre de l'Opéra de Vienne, qui l'a conduite à devoir apprendre la partie de harpe de pas moins de 47 opéras dès sa première saison ! Mais qui ne l'empêche pas de poursuivre sa carrière de récita-

liste et de participer en dehors à de nombreux concerts de musique de chambre. Une vie de soliste qu'elle juge « indispensable pour continuer de promouvoir l'image de l'instrument en dehors de l'orchestre. Je suis moi-même venue à la harpe presque par hasard, après avoir commencé par le piano, et parce que mon professeur de solfège avait besoin de plus de cordes pour monter un orchestre. Si bien que je ne l'ai jamais vu comme un instrument limité. Pour moi, tout ce que je pouvais jouer au piano devait aussi pouvoir être joué à la harpe, qui, pour peu que l'on s'y intéresse et que l'on n'ait pas peur de la pousser dans ses retranchements par la transcription ou la commande d'œuvres nouvelles, a beaucoup plus à offrir qu'un rêve pour petite fille en robe à smocks, fan de Casse-Noisette... Surtout avec la facture instrumentale qui nous permet d'avoir un jeu toujours plus sonore et plus agile. »

Transcriptions personnelles

Un vaste champ des possibles qu'ils sont de plus en plus nombreux à explorer, au disque comme à la scène. Témoins les derniers projets de Xavier de Maistre consacrés aux transcriptions du Concerto d'Aranjuez de Joaquín Rodrigo pour guitare ou de concertos de Vivaldi pour tous types d'instruments, aux musiques sud-américaines avec le ténor Roland Villazon, ou au répertoire espagnol, avec la reine des castagnettes Lucero Tena.

Mais aussi la création récente, par Emmanuel Ceysson (autre étoile de la harpe française, aujourd'hui en poste au Los Angeles Philharmonic), d'un concerto pour harpe de Joe Hisaishi, le compositeur fétiche du réalisateur Hayao Miyazaki et des studios Ghibli. Un champ des possibles qu'explore aussi Anneleen Lenaerts avec à ses propres transcriptions - la dernière en date, consacrée à la Pavane pour une infante défunte de Ravel, vient de sortir chez Warner Classics. Comme avec l'enregistrement de concertos contemporains, signés Nino Rota, Kalevi Haro ou encore de son propre frère, Wouter Lenaerts, lui-même compositeur. ■

Concert Génération@Aix le 19 avril au Théâtre du Jeu de Paume, masterclass gratuite le 18 avril au Conservatoire Darius Milhaud. Dans le cadre du Festival de Pâques d'Aix-en-Provence.

AGAT FILMS PRESENTE

LÉA DRUCKER BENJAMIN LAVERNHE de la Comédie Française JUDITH CHEMLA JULIA PIATON VINCENT ELBAZ MELHA BEDIA

LE MÉLANGE DES GENRES

UNE COMÉDIE DE MICHEL LECLERC

AU CINÉMA LE 16 AVRIL

CINE+ OCS PREMIERE madame FIGARO NouvelObs Le Parisien france.tv

Le Pacte

Un « Moche » irrésistible au Studio-Théâtre de la Comédie-Française

Nathalie Simon

Thierry Hancisse incarne formidablement le héros de cette comédie grinçante, aux côtés de Thierry Godard.

Dans le « temps présent », Lette (Thierry Hancisse), un ingénieur doué qui invente des connecteurs de courant, est perplexé. Il ne comprend pas pourquoi Scheffler, son patron (Jordan Rezgui) envoie Karlmann (parfait Thierry Godard), son assistant moins compétent que lui, pour présenter à sa place son dernier produit à un congrès. Le chef lui explique que quelque chose « ne va pas » dans son visage. Lette palpe ses joues et ses lèvres, il est sous le choc. Fanny, sa femme (Sylvia Bergé), lui confirme sans ambages qu'il est « prodigieusement laid ». Il tombe des nues. Il décide de se remettre entre les mains d'un chirurgien esthétique « artiste » (le même et épatant Jordan Rezgui). Et devient d'une beauté irrésistible.

Passé par l'Académie de la Comédie-Française, Aurélien Hamard-Padis orchestre avec pertinence la tragicomédie acide de Marius von Mayenburg *Le Moche*, dans la traduction de Laurent Muhleisen. Développe de « soi-disant tares de chaque individu, un espoir de poésie et de différence » imaginé par l'auteur allemand, qui ne se fait par ailleurs pas trop d'illusions. Dans un décor impersonnel de panneaux recouverts de miroirs, d'armoires de bureau et de cubes blancs et lisses (signé Salma Bordes), les personnages se révèlent dans leurs aspirations.

Devenu « beau » selon les critères conventionnels, Lette plaît aux femmes et aux hommes, obtient du pouvoir, mais s'égare. La cruauté de Fanny est telle qu'elle provoque des rires. Karlmann profite de l'aubaine avant de

comprendre qu'il n'est que le jouet de Scheffler. Sans scrupules, celui-ci est prêt à vendre leurs inventions à n'importe quel prix. Il soutient son employé modèle, mais pas au point de le monter au public.

Les certitudes s'effondrent

Ingénieur de formation, Aurélien Hamard-Padis sait utiliser les talents des comédiens. Thierry Hancisse compose formidablement un être qui, du jour au lendemain, voit ses certitudes s'effondrer jusqu'à sombrer dans la folie. Lette se questionne sur son physique, qui ne lui a jamais posé de problème. Mais ce qu'il voit après l'opération n'est plus ce qu'il croyait voir. Fanny, convaincante Sylvia Bergé, ne le regardait pas dans sa « totalité ». Elle l'aimait, pourtant, assure-t-elle. Cette fine interprète campe également une riche septuagénnaire cynique, la mère de Karlmann, et est crédible dans les deux rôles.

Né en 1972, Marius von Mayenburg pointe du doigt la notion d'identité, la dictature de l'apparence et l'adaptation à l'uniformisation qui rend la société inhumaine. Ici, l'existence précède de l'essence. Dans le programme sur le site de la Comédie-Française, on lit un avertissement destiné aux « personnes sensibles » : « Des effets stroboscopiques d'une vingtaine de secondes sont utilisés à deux moments précis dans le spectacle. » En sortant, on est plutôt éfaré d'observer les injonctions que l'on subit au quotidien. ■

Le Moche, au Studio-Théâtre de la Comédie-Française (Paris 1^{er}), jusqu'au 4 mai.

Saisissant parallèle entre les destins de Napoléon Bonaparte, personnage le plus célèbre du monde, et de Pierre-Jean Chalençon, collectionneur réputé pour avoir pisté toute sa vie les souvenirs de son idole. Au temps de sa gloire, l'homme à la tignasse de Polnareff et aux lunettes mouches de starlette se faisait appeler « l'Empereur ». Une paternité revendiquée avec fierté, bague du sacre au doigt et cachet de Jérôme, le plus jeune frère de Napoléon, autour du cou. Des abeilles et des couronnes à foison brodées sur ses vestes en velours sur mesure, jusqu'à ses chaussons assortis.

À l'image de Napoléon, devenu un nom en or aux enchères, Pierre-Jean Chalençon régna en empereur sur le marché par le mythe autour de ses objets achetés souvent au-delà du raisonnable. Vint ensuite la chute inexorable, comme son Empereur vaincu à Waterloo, un lieu de pèlerinage où il a été maintes fois, sauf pour les commémorations du bicentenaire, en 2015. Comme s'il pressentait que les coups de canon ravivant la défaite pourraient aussi lui être fatals un jour.

Ce jour tant redouté est arrivé. Ce sera le 25 juin, chez Sotheby's à Paris, avec la dispersion du noyau dur de sa collection de 1000 numéros, et non pas 2000 ou 3000 comme il le clame. Il a déjà commencé à la céder en partie, discrètement, pour éponger ses impayés. « Le catalogue est en cours, mobilisant 25 personnes », note Louis-Xavier Joseph, du département mobilier et objets d'art de Sotheby's. Il n'y a pas mieux placé que Chalençon pour donner la provenance, le lieu et le prix d'achat de ses objets. Mais Sotheby's veut rester maître de l'estimation globale, le collectionneur ayant la réputation d'être très gourmand. On imagine qu'elle atteindra plusieurs millions d'euros, au vu de la rareté et de la qualité des lots.

Au total près de 150 pièces, dont au moins une cinquantaine de pépites qui, une fois vendues, vont amoindrir la valeur du reste de la collection. Parmi celles-ci, plusieurs reliques, comme la chevalière au chiffre de Napoléon I^{er}, par Nitot, fournisseur de la couronne impériale, seul exemplaire connu. Le cachet personnel en or et ébène de l'Empereur, qui aurait été pris dans sa berline au soir de la bataille de Waterloo, négocié en privé. Le madras en coton rouge et blanc qu'il portait à Sainte-Hélène, en pensant à Joséphine. La manche de manteau de l'habit de Premier consul en velours de soie rouge, acquise aussi incognito. Ou le fragment du cercueil de l'Empereur, provenant des collections du maréchal Bertrand, qui le suivit en exil.

À ces souvenirs historiques s'ajoutent des objets d'art à pedigree : le bassin et son aiguière de Joachim Murat, roi de Naples (une « private sale » chez Christie's) ou l'assiette de Sèvres du service égyptien de l'impératrice Joséphine (environ 160 000 euros, en 2019, chez Osenat, à Fontainebleau). Mais aussi des tableaux : le portrait en pied du général Bonaparte, une huile sur toile d'Edouard Detaille de 1908 (autour de 100 000 euros, chez Aguttes, lors des ventes Aristophil), ou celui de Napoléon dans son cabinet de travail aux Tuileries, une aquarelle de Jean-Baptiste Isabey, tôt dans sa carrière. Que des trésors, achetés à l'époque où le marché de Napoléon n'était pas au sommet. Ils valent bien plus aujourd'hui.

Si la chute de Napoléon à Waterloo « reste dans notre mémoire collective comme une glorieuse défaite », explique l'historien Dimitri Casali, celle de Pierre-Jean Chalençon l'est aussi, tant sa collection fera date dans l'histoire des enchères. C'est ainsi que le présente Sotheby's. « Ce n'est pas le pourquoi du comment qui nous intéresse, mais l'hommage que nous pouvons rendre à l'itinéraire de ce collectionneur hors norme. Ce natif de Rueil-Malmaison, fief de Joséphine, a commencé à acheter dès son enfance, avec un œil inné de connaisseur », met en avant Pierre Mothes, vice-président de Sotheby's France, qui veut inscrire cette collection dans la lignée de celle du maréchal Berthier, en 2014.

« Son rêve d'empire, nous voulons le partager avec nos clients et d'autres, par notre force marketing et la puissance de notre réseau », ajoute-t-il. C'est pour ses



Le collectionneur Pierre-Jean Chalençon dans son Palais Vivienne, près de la Bourse (Paris 2^e). La chevalière en or et diamants au chiffre de Napoléon I^{er}, la seule connue des commandes de l'empereur à Marc-Étienne Nitot, vers 1810-1811.

Chez Sotheby's, le secret est bien gardé sur les motivations de Chalençon. « Ses procédures judiciaires ne nous regardent pas. Nous ne sommes concernés que par la vente, qui se fait dans la plus grande transparence. Rien de plus », rétorque Pierre Mothes. Sur une éventuelle avance sur vente, comme cela peut se faire pour les clients importants, on ne saura rien non plus. Chalençon affirme que non. On peine à le croire. Certains commissaires-priseurs lui ayant vendu des objets sans jamais avoir été payés et plusieurs créanciers sont aux aguets.

« Jamais Pierre-Jean n'aurait vendu s'il n'y avait pas été contraint. Sa collection était toute sa vie. Mais tout ce qu'a touché cet impulsif, il l'a gâché par ses brouilles avec le milieu napoléonien, ses fréquentations sulfureuses dans le showbiz, ses injures vulgaires et parfois racistes, commente un ancien de sa garde rapprochée. Avec sa collection, il a fait des expositions partout dans le monde, la louant au prix fort. Depuis quelques années, il ne se passe plus rien. En 2021, pour le Bicentenaire de la mort de Napoléon, il annonçait 2000 objets à l'Europa Expo à Liège, mais c'est l'homme d'affaires et collectionneur Bruno Ledoux, son grand rival, qui fut appelé à la rescousse. Il parlait aussi d'une grande manifestation à Monaco, qui a capoté, à cause de ses exigences. Il martelait qu'il offrirait sa collection à l'État français. C'est un tout autre destin qui se dessine », conclut ce dernier.

Grandeur et décadence pour ce collectionneur vedette qui aurait pu contrecarrer le destin de son Empereur ? Après des expositions à Melbourne (1999), Washington (2005), Montréal (2013), Nankin ou Liaoning (2014), il fut le nouvel empereur de Chine, à l'Himalayas Museum, à Shanghai, en 2018, dans un show digne de Hollywood sur 2000 m². Il fut aussi le héros napoléonien adulé du public, lors des reconstitutions, de Fontainebleau à Rueil-Malmaison, ville du jubilé impérial. Aussi à l'aise avec les historiens David Chanteranne (auteur du livre sur sa collection en 2019) ou feu Bernard Chevalier, de la Malmaison, qu'avec les soldats en uniforme dans la paille.

« Quel énorme gâchis pour ce brillant collectionneur qui ne s'est pas arrêté à temps », ajoute une de ses connaissances. Un peu comme Bill Pallot, l'expert au sommet de sa gloire avant la chute qui a dupé Versailles avec ses faux sièges XVIII^e. « C'est la même assurance déconcertante pour Chalençon, qui en plus utilise les réseaux sociaux pour afficher ses opinions politiques. Quand il pose avec Eric Zemmour, autre fervent napoléonien, et écrit : "Deux amis, deux frères, devant le portrait de l'empereur par David à la Washington Gallery", il pousse la roue trop loin », lance un de ses détracteurs.

Son dernier post ? Une photo de lui, casquette rouge avec le slogan « Make America Great Again », le jour de l'investiture de Donald de Trump : « L'Amérique est à nouveau grande !!! Trump le prochain Napoléon I^{er} des États-Unis d'Amérique. Trump va nettoyer ce monde de cette folie gauchiste... À droite, toute !!! Je suis fier d'être un homme libre et de dire merde à qui je veux. » Aussi libre que ça ? Attendons le 25 juin. Même s'il est capable encore de nous surprendre.

Dont acte ! « Napoléon, c'est comme Capri, c'est fini !, même si je l'aime encore éperdument ! », répond Pierre-Jean Chalençon, joint par *Le Figaro*, jeudi, sur l'île de Koh Samui, en Thaïlande, avant de partir au Cameroun. « J'aurai 55 ans le 23 juin, comme Joséphine. J'ai pris la décision de vendre il y a deux ans. Je n'ai pas de famille, pas d'enfants, pas d'amant. Ce n'est pas quand je serai dans un cercueil que j'en profiterai. Ma collection, c'est du passé. Trop lourd à gérer, trop de pression. J'ai envie de vivre », déclare-t-il.

Ce personnage aussi touchant que terrible s'estime toujours « le meilleur œil de guépard de l'Empire ». Ne vient-il pas d'acheter chez Osenat une petite tabatière ayant appartenu au roi de Rome, qui l'a portée aux nues avant de l'ignorer ? « Une affaire, dit-il, pour presque rien. Je n'ai pas besoin d'argent, je ne suis pas ruiné, répète-t-il. Je ne dirai jamais dans du Formica ou du métal argenté, mais toujours dans des assiettes impériales de Sèvres avec des couverts de Napoléon en argent. J'ai fait mon job de collectionneur pour sauver le patrimoine. Que l'État français, qui m'a toujours déçu, fasse le sien. » À bon entendeur, salut ! ■

Pierre-Jean Chalençon : la fin d'un rêve d'empire

Béatrice de Rochebouët

Sotheby's annonce la dispersion de la collection de ce napoléonien féru de frasques. Quelque 150 lots, dont des pépites, seront vendus le 25 juin. Retour sur ce personnage fantasque qui se fait appeler « l'Empereur ».

arguments de communication que Pierre-Jean Chalençon a choisi cette maison d'envergure internationale. Il aurait préféré une vente privée en bloc, pour que sa collection ne soit pas démantelée et aille dans une institution ou une fondation. « Nos milliardaires français ont les moyens de l'acheter. Et pourquoi pas le Qatar ou les Émirats arabes unis. Je n'ai rien contre », dit-il. Il est trop tôt pour savoir ce qui sera vendu de gré à gré ou aux enchères. Un chapeau de Napoléon reste le graal, même contesté. Chalençon affirme qu'il vend celui donné par l'Empereur au général Mouton à la bataille d'Essling, en 1809. Sotheby's semble à peine au courant. Elle avance à tâtons avec ce collectionneur et ses volte-face légendaires.

Fidèle ? Pas en affaires. Chalençon a vite oublié ses liens avec Jean-Pierre Osenat à Fontainebleau, l'étude spécialiste de l'Empire, où Napoléon fit ses adieux à la garde impériale, en avril 1814. C'est elle qui a établi les plus gros records : 1,9 million d'euros, en 2013 pour un bicorne de l'Empereur, dépassant de peu celui de 2014, à 1,8 million d'euros, pour un autre provenant des collections de la principauté de Monaco. Il fut acquis par un Sud-Coréen qui désirait l'exposer dans les bureaux de sa firme alimentaire et a disparu depuis.

Plus d'une fois, dès 2016, le commissaire-priseur de Fontainebleau, avec son associé, Jean-Christophe Chataignier, sauva du naufrage Pierre-Jean Chalençon. « Je suis triste et déçu, j'espérais qu'il me confierait l'acte final », regrette ce dernier, qui lui a vendu habilement ses objets, pas toujours sous son nom, pour ne pas éveiller la méfiance de ses ennemis. Le milieu napoléonien ne regroupa

« Ma collection, c'est du passé. Trop lourd à gérer, trop de pression. J'ai envie de vivre »

Pierre-Jean Chalençon
Collectionneur

que quelques grands amateurs en compétition avec les musées. Les préemptions furent légion à Fontainebleau et la cote de Napoléon n'a jamais faibli.

Osenat vint aussi à la rescousse de Chalençon en rachetant in extremis la créance du Crédit municipal de Bordeaux, où il avait mis en gage une trentaine de lots estimés jusqu'à 1,8 million d'euros. Une vente avait suivi en 2021, à Fontainebleau, dont celle de l'aiguière et son bassin en Sèvres bleu de Joachim Murat, roi de Naples, vendu dernièrement à la Tefaf Maas-

tricht par Camille Leprince au Detroit Institute of Arts (380 000 euros). « Effectivement, j'ai vendu mes objets. Pas par gaieté de cœur, mais pour payer les frais financiers de mon Palais Vivienne, pour lequel je me suis endetté à l'achat, entre 30 000 et 40 000 euros par mois », avait alors confié l'intéressé au *Figaro*.

L'ancien acheteur viré de l'émission *Affaire conclue* (France 2) a échappé une nouvelle fois à la vente aux enchères de son Palais Vivienne pour vice de procédure. Il doit toujours, selon *Le Figaro*, plus de 9,4 millions d'euros à la banque Swiss Life, qui lui a accordé un prêt de 10 millions d'euros pour le crédit de son écrin de boiseries d'or, 506 m² achetés 4,5 millions d'euros, en 2015, et mis à prix 8 millions d'euros. L'ami de feu Jean-Marie Le Pen et de Dieudonné a quitté ce lieu qui a fait beaucoup jaser, avec ses dîners clandestins pendant le Covid, lui valant d'être perquisitionné pour avoir affirmé la présence de ministres, avant de se rétracter. « Un énorme poisson d'avril », avait-il déclaré, en roi de la provoc et de la dérision dans sa chanson *Dansons le Chalençon*, en 2021. « J'ai un bailleur, je rembourse, mais, à terme, je vais vendre mon palais », confirme-t-il au *Figaro*, en attendant la prochaine audience au Tribunal de Paris, le 19 juin.



De gauche à droite : le bicorne de l'Empereur Napoléon I^{er} en feutre taupé noir, par Poupard, vers 1805-1809. Ensemble de couverts en argent aux armes de Napoléon I^{er}, par Martin-Guillaume Biennais et Pierre-Benoît Lorillon (1809-1819). La manche de manteau de l'habit de Premier consul en velours de soie rouge.



Le génie insolent de George Sand

Céline Fontana

France 2 consacre une série, « La Rebelle », aux jeunes années de l'écrivain, formidablement incarnée par Nine d'Urso, qui pose les jalons de son combat et de son œuvre.

Un génie insolent, qui bouscule les codes et les conventions de son époque... Après *Les Aventures du jeune Voltaire* (2021), le producteur Georges-Marc Benamou et France Télévisions ont choisi de consacrer le nouveau volet de cette collection à l'auteur de *La Mare au diable*. Et, si *La Rebelle. Les Aventures de la jeune George Sand* correspond parfaitement à la mission du service public de proposer des histoires fortes, d'émancipation, et de féminisme, la modernité du propos est loin d'être plaquée tant la romancière était en avance sur son temps!

Imaginez. À 27 ans, Amandine Aurore Lucile Dupin de Francueil (née en 1804 et morte en 1876) quitte son mari et le château familial pour mener à Paris une vie de bohème. Elle commence à écrire pour *Le Figaro*. Publie son premier roman, *Indiana*, en prenant un pseudonyme masculin. Obtient très officiellement de la préfecture de police l'autorisation de porter le pantalon sous prétexte d'accompagner son époux à la chasse. Multiplie les partenaires, mas-

culins comme féminins. Se rapproche des membres du Cénacle, une école romantique constituée autour de Victor Hugo. Et réussit à obtenir le divorce et la garde de ses enfants après un procès retentissant, à une époque où la séparation était interdite - sauf si le mari était condamné à une peine infamante ou s'il installait sa maîtresse au domicile conjugal. Tout cela en à peine cinq ans.

Élégance aristocratique

Cet élan, d'ailleurs loin de s'interrompre par la suite, Georges-Marc Benamou, également scénariste, a remarquablement réussi à le circonscrire. « *Un biopic académique, global, c'est ennuyeux*, confie-t-il. *Il faut un regard sur un moment dramaturgique qui dit l'essentiel, trouver la vague biographique et la prendre comme un surfeur.* » Pour « *dépoussiérer* » cette fiction historique, il a fait appel à Rodolphe Tissot. Le réalisateur d'*Ainsi soient-ils*, *Clèves* ou des *Espions de la terreur*, a relevé le défi avec subtilité. « *On peut vite être écrasés par les costumes, les décors, faire quelque chose de trop cadré, respectueux*, estime-t-il. *J'ai notamment*



Avec son enthousiasme juvénile et sa grâce, Nine d'Urso campe parfaitement George Sand dans sa quête littéraire émancipatrice. JEAN-PHILIPPE BALTEL / FRANCE TÉLÉVISIONS/SIÈCLE PRODUCTIONS

songé à Bright Star ou à Portrait de femme, de Jane Campion. Pour la musique, la partition joue le jeu du romantisme de l'époque, mais avec un certain décalage. J'ai cherché à retrouver l'énergie de cette femme. »

Nine d'Urso (lire son portrait page 34) prête son élégance aristocratique, sa grâce, son enthousiasme juvénile, son militantisme aussi à l'héroïne. Elle est Sand. Autour d'elle, l'effervescence

du milieu littéraire de l'époque est formidablement rendue, des salons aux alcôves, avec tous ces talents en devenir : Musset, Dumas, Balzac, Mérimée... Sans oublier Marie Dorval, grand nom du théâtre, interprétée par la chanteuse Barbara Pravi, fort convaincante dans son premier vrai rôle de composition. Lorsque Sand la rencontre dans le cadre des répétitions d'Anthony, c'est un coup de foudre partagé...

Passé la brutalité du premier épisode, avec des scènes de violences conjugales très frontales qui posent les bases du combat de la future romancière, les trois suivants ont la tonalité d'une success-story assez jubilatoire. Une ascension difficile mais pleine

d'allégresse vers la liberté et la lumière. Le récit, romanesque, parfois digne des films d'aventures historiques, nous plonge dans un tourbillon permanent porté avec fougue par les comédiens et une mise en scène vive, fluide. Les costumes comme les décors sont somptueux sans être pesants, les dialogues pleins d'esprit, l'image superbe. On rêve d'une suite, tant l'œuvre comme les amours de George Sand furent prolifiques. ■

« La Rebelle. Les aventures de la jeune George Sand »
À 21h10, sur France 2
Notre avis : ●●●○

Norodom Sihanouk, le destin d'un roi

Blaise de Chaballier

Cinquante ans après l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh, Le Figaro TV diffuse un portrait du dirigeant cambodgien, suivi d'un débat.

Sa vie est un roman. Norodom Sihanouk (1922-2012), figure emblématique du Cambodge, a survécu à tout. Même aux Khmers rouges, au risque de se compromettre, dans une certaine mesure, avec leur dictature sanguinaire. Voilà ce que montre bien le documentaire de Gilles Cayatte *Les 9 vies de Norodom Sihanouk*. Un film diffusé dans le cadre de l'émission « Parlez-moi d'Histoire », suivi d'un débat qui revient sur l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh, il y a cinquante ans, le 17 juillet 1975. L'occasion de s'interroger sur l'aveuglement de la gauche française, et même au-delà, face à cet événement. En plateau, Guillaume Perrault reçoit l'historien Jean-Louis Margolin, coauteur du *Livre*

noir du communisme (Robert Laffont), et l'essayiste Thierry Wolton, qui a publié *Une histoire du communisme* en trois volumes (Grasset).

Sous la domination coloniale française, le jeune prince Norodom Sihanouk succède à son grand-père, décédé en 1941, et devient roi du Cambodge. Celui qui avait d'abord été davantage intéressé par la vie de playboy que par les enjeux de pouvoir se révèle comme un homme politique talentueux. Après l'occupation de son pays par le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, il réussit à obtenir de la France, en 1953, l'indépendance du Cambodge. Dans la foulée, il abdique en 1955 au profit de son père, afin de pouvoir gouverner et participer directement à la vie politi-

que. Puis il redevient roi après la mort de son géniteur. Admirateur du général de Gaulle, Sihanouk adopte une position neutre au sein des pays non-alignés. Mais en réalité il penche du côté du bloc communiste.

Aveuglement de la gauche

Après le coup d'État de 1970 qui porte au pouvoir le premier ministre Lon Nol soutenu par les États-Unis, et entraîne l'abolition de la monarchie, le roi se réfugie en Chine. De là, il appelle les Cambodgiens à rejoindre les Khmers rouges. De retour au Cambodge après la victoire de ces derniers, il est assigné à résidence jusqu'à la chute du régime en 1979. À ceux qui lui reprochent de n'avoir rien dit des horreurs commises par le régime

de Pol Pot, il jure qu'il n'en avait, à l'époque des faits, pas eu connaissance.

« *Il faut quand même rappeler, et le documentaire le montre bien, que Sihanouk avait une très bonne image en France. Il était le correspondant au Cambodge du Canard enchaîné*, précise Jean-Louis Margolin. *Une des principales choses que je lui reproche, et je trouve que le film ne le critique pas assez à ce sujet, c'est d'avoir cautionné de son autorité la révolution des Khmers rouges et finalement leur prise de pouvoir.* » Thierry Wolton ajoute un bémol : « *Sauf qu'il a été instrumentalisé par les Khmers.* »

Comment expliquer l'aveuglement de la gauche française, mais aussi, dans une moindre mesure, de la droite face à l'invasion de Phnom Penh ? « *Il y avait l'idée*

que les Américains étaient vraiment responsables de ce qui se passait de mal dans cette partie du monde, et que, finalement, ces régimes étaient davantage motivés par le nationalisme que par le communiste », avance Jean-Louis Margolin. Reste que certains virent clair. À l'image du prêtre François Ponchaud, témoin de l'entrée des révolutionnaires dans la capitale et de l'exode forcée de la population. Dans son livre *Cambodge année zéro*, publié en 1977, il fit découvrir au monde les atrocités vécues par le pays. ■

« Parlez-moi d'Histoire » : un documentaire suivi d'un débat
À 20h30, sur Le Figaro TV
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

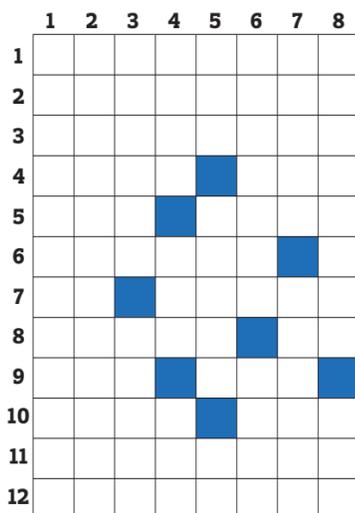
PROBLÈME N° 6891

HORIZONTALEMENT

1. Il a la prétention de parler. - 2. Pique du nez ou du pied. - 3. Tas d'ordures. - 4. Au tiers. Son émission provoque un flux dans les artères. - 5. Appel discret. Il se met dans une mauvaise passe. - 6. Soumet aux formalités d'adoption. - 7. Joint à joint. Porte un anneau. - 8. Suite impériale. A toujours le dos collé au mur. - 9. Ça nous est bien égal. Ondule avec les carpes. - 10. Bote en dedans. Travail d'orfèvre. - 11. Activité au milieu du terrain. - 12. Puissants hauts parleurs.

VERTICALEMENT

1. Le Nôtre était attentif aux siennes. - 2. Agent de liaison. - 3. Sursois à l'exécution. Voie à grande circulation. - 4. Rongée par la peste chez Camus. Cours et massif. Simple brin de vie. - 5. Les dents du tisserand. Comme ci, comme ça. Revient dans la jetsset. - 6. Lubrifiés pour la filature. Salle de projections. - 7. Ensemble harmonieux. Occasionner une érection. - 8. Mise de côté ou ne se met jamais en avant. Pris au piège.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6890

HORIZONTALEMENT

1. Tignasse. - 2. Allaites. - 3. Blessant. - 4. Aune. RER. - 5. CSA. Bise. - 6. Utiles. - 7. LR. Ôtéés. - 8. Tacle. - 9. Ute. Lésa. - 10. Ride. RIP. - 11. Événée. - 12. Serdeaux.

VERTICALEMENT

1. Tabacultures. - 2. Illustrative. - 3. Glénai. Céder. - 4. Nase. LOL. End. - 5. Ais. Bétel. Té. - 6. Starise. Erra. - 7. Sénés. Essieu. - 8. Estrées. Apex.

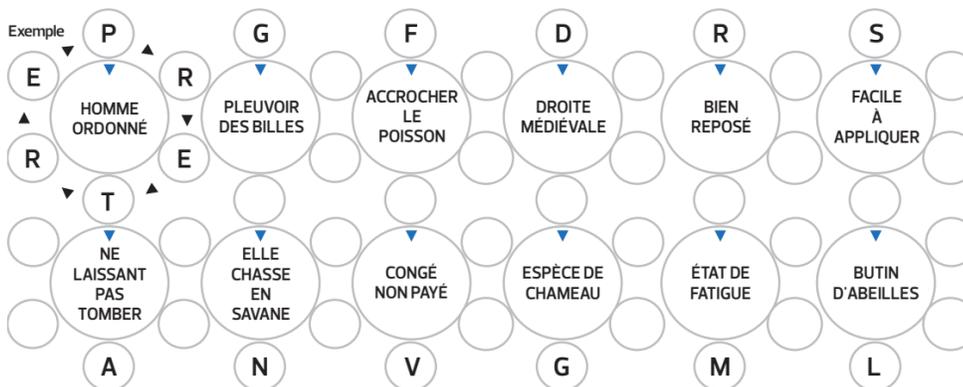
LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

RONDE DES MOTS®

RCI JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

8	6	3	4	5	2	7	9	1
9	4	2	7	6	1	3	5	8
1	5	7	9	3	8	4	2	6
3	8	1	2	7	6	5	4	9
4	2	6	1	9	5	8	7	3
7	9	5	3	8	4	6	1	2
2	7	4	8	1	3	9	6	5
5	3	9	6	2	7	1	8	4
6	1	8	5	4	9	2	3	7

2	1	7	3	5	8	4	9	6
6	3	5	1	4	9	7	2	8
8	4	9	2	7	6	1	5	3
7	9	6	8	2	3	5	1	4
5	8	1	7	6	4	2	3	9
3	2	4	9	1	5	6	8	7
1	7	3	4	8	2	9	6	5
9	6	2	5	3	7	8	4	1
4	5	8	6	9	1	3	7	2

7	5	6	3	2	4	8	9	1
9	1	2	5	8	6	3	4	7
8	4	3	7	1	9	5	6	2
6	2	7	8	9	5	4	1	3
3	9	5	1	4	2	6	7	8
4	8	1	6	7	3	2	5	9
5	6	9	2	3	7	1	8	4
1	3	4	9	5	8	7	2	6
2	7	8	4	6	1	9	3	5

LETTRES EN PLUS
BAROUD - TASSER - PINÈDE - MISSEL.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
VOYOU (trouer, capter, bruant, couple, percer).
PANEL (Étale, ronde, boîte, viner, mater).

PAR
Céline Fontana

Le talent de la comédienne éclate dans la série « La Rebelle ». Les aventures de la jeune George Sand, un personnage qui lui ressemble à bien des égards. À découvrir sur France 2 ce soir.

« Nous avons un casting de 28 comédiennes confirmées pour trouver notre héroïne, des essais de 15-20 minutes, se souvient Georges-Marc Benamou, auteur et producteur de la série *La Rebelle*. Les aventures de la jeune *George Sand*. Le coup de foudre pour Nine d'Urso a été immédiat. Elle était à cent coudées au-dessus de tout le monde. Elle était le personnage. Elle a fait un mouvement, balançant sa canne en l'air, avec une insolence, une aisance, une élégance... »

Rodolphe Tissot, réalisateur de la fiction pour France 2, renchérit : « *Nine* cohabitait toutes les cases : énergie, fantaisie, intelligence de jeu. Pour moi, le critère numéro un de ce casting était de pouvoir croire que cette femme a écrit de grands romans. *Nine* est très intelligente, cultivée. Cela se ressent. »

La comédienne sourit face à ce déluge de compliments. « *Je cochais, je cochais, mais après j'étais crevée !* Intelligence de jeu, c'est le plus beau compliment que l'on puisse me faire. J'ai d'abord admiré *George Sand* comme auteur, pour son travail, elle était acharnée. Elle a écrit 70 romans, 18 000 lettres, sans compter



SEBASTIAN GOLLNOW/DPA VIA REUTERS CONNECT

Nine d'Urso, la fougueuse lettrée

les pièces, les nouvelles... J'ai voulu lire le maximum de son œuvre, mais je n'ai eu que trois mois pour me préparer et j'ai aussi dû apprendre à monter à cheval, jouer du piano, utiliser une plume... Je suis allée à Nohant, chez elle, j'ai pris des notes, c'était presque un voyage scolaire. J'adore fouiner, chercher ! »

Pour la jeune femme, cette dimension est partie intégrante du rôle et - du plaisir - de l'acteur. Une démarche dans la continuité de son cursus : un double master en études théâtrales et en philosophie à l'École normale supérieure.

L'intitulé de son mémoire ? « Les trois Électre d'Antoine Vitez et Évelyne Istria : la nécessité de la répétition. » « C'est une actrice exceptionnelle qui a joué trois fois *Électre* à 20, 30 et 45 ans », s'enthousiasme *Nine*. Si elle a bien terminé son mémoire, elle n'a pas achevé ses années à l'ENS. « J'ai démissionné et j'ai remboursé ma dette à la société. Ce n'était pas là où il fallait que je continue mon chemin », explique-t-elle.

L'appel des planches, déjà. Après une nouvelle formation à l'École nationale de théâtre de Lille, *Nine* fait ses classes

dans *Don Juan*, *Henri VI*, *Ariane* et *Barbe-Bleue*, avant de jouer dans la série *Balenciaga* pour Disney+ ou le film *Hors du temps* d'Olivier Assayas. Ce goût pour la scène est pourtant lié à des souvenirs douloureux. La perte de son père Luigi d'Urso, homme d'affaires et marchand d'art italien, quand elle a 12 ans. Un ami de la famille tente alors de l'aider à fuir cette « réalité défaillante », en l'emmenant deux fois par semaine au théâtre. « Je ne suis pas sûre qu'il sache à quel point je lui en suis reconnaissante, lâche-t-elle à cette évocation. Il vit désormais dans le sud de la France, je le vois moins. Je devrais lui écrire pour le lui dire. »

Elle est ainsi *Nine*. Spontanée. Simple. Chaleureuse. Curieuse. Attentive aux autres. Louangeuse et bienveillante sans que l'on doute un seul instant de sa sincérité. On aborde la question de la pédagogie, la transmission - elle qui a voulu être prof et se dit « joyeuse » à la simple idée que la série sur *George Sand* puisse donner envie de lire à un adolescent -, elle enchaîne aussitôt : « Mon père était extrêmement lettré et ma mère est brillante, je ne sais pas si on le dit assez. Elle est cultivée, j'aime sa manière de réfléchir. » Sa maman, c'est Inès de la Fressange, l'ancienne égérie de Chanel, désormais styliste et femme d'affaires. *Nine* en a la grâce aristocratique. « La noblesse, ce n'est pas un sujet dans ma famille, on s'en fiche un peu », évacue-t-elle. Inès refuse toute ingérence dans la carrière de sa fille, dont elle préfère rester « une spectatrice émerveillée ». Quant à *Nine*, « elle n'est pas "fille de" et ne tient pas à l'être, note Georges-Marc Benamou. Elle possède une sensibilité personnelle. Et elle était tellement gentille sur le tournage, elle portait les caisses avec les techniciens, un vrai boy-scout, il fallait l'arrêter ! »

Nine d'Urso au photocall du film *Hors du temps*, lors du 74^e Festival international du film de Berlin, en février 2024.

« Je suis la première fan de ma petite sœur, clame encore volontiers *Nine*, ne manquant pas une occasion de saluer le roman de *Violette*, *Même le bruit de la nuit a changé*. Nous avons 5 ans et demi de différence, c'est beaucoup, petit. Mais j'ai l'impression que l'on se rencontre de plus en plus avec le temps qui passe. » Cette sœur qui, très vite, s'est « emparée » des vestes, des chemises, des cravates du père disparu. « Elle se les est appropriés. La mémoire c'est aussi un dialogue. Moi, j'ai une tendance à fanatiser les objets, j'ai envie de tout mettre sous vitrine. Mais désormais je porte également les vêtements de mon papa. »

De son enfance, elle garde le souvenir d'une période heureuse, où elle était très entourée. Les deux premières filles de son père, Clotilde et India ; une sœur de lait, terme qu'elle reconnaît volontiers suranné, *Amira*, avec laquelle elle a été élevée ; et sa meilleure amie *Capucine*. « C'est mon fil rouge dans la vie, depuis mes premiers souvenirs à l'âge de 4 ans. Cette fidélité m'émeut. Je l'ai encore vue hier. » Existe-t-il un lien entre cette belle sororité et le féminisme militant de *Nine* ? Une transition journalistique bienvenue en tout cas !

« **Nine a élevé le personnage de *George Sand* comme une figure féministe avant l'heure avec une grande finesse** »

Rodolphe Tissot

Réalisateur de « *La Rebelle* »

« *Nine a élevé le personnage de *George Sand* comme une figure féministe avant l'heure avec une grande finesse*, souligne Rodolphe Tissot. Elle avait beaucoup de propositions pertinentes, réfléchies, sur ce qu'elle voulait montrer du rapport de l'auteur aux hommes, à la société. » Sur ce sujet, la comédienne s'enflamme, chiffres à l'appui. « Regardez, il y a 65 % de filles dans les écoles d'art, et seulement 45 % de femmes dans les métiers de la culture. On ne compte que 27 % de réalisatrices. Et même dans ces milieux parmi les plus progressistes, il existe 16 % de différence de salaire. Ça me met en colère quand je songe que la voix de *Sand* est encore aujourd'hui aussi audible. J'ai manifesté le 8 mars comme chaque année à l'occasion de la Journée de la femme. »

Comme *George Sand*, aussi, ses amours sont non binaires. Mais à la différence de l'écrivain, aux tendances sapiophiles, *Nine* ne ressent pas forcément le besoin d'admirer la création de ces partenaires, plutôt d'être en phase avec leur point de vue sur le monde. « Je n'ai pas vécu qu'avec des artistes, je n'ai pas besoin d'être fan, confie-t-elle. J'aime les gens qui regardent la vie d'une bonne manière, qui ont la recette du bonheur. » Le sien passe actuellement par une autre approche de l'art, une installation participative, « *La Carte du tendre* », inspirée de l'esprit du livre *Espaces d'espaces* de Georges Perec. En tournée en France, on devrait la retrouver cet été à Lille. ■

➤ Lire aussi
PAGE 32

LES
CROISIÈRES
LE FIGARO

AU FIL DU DANUBE
> DU 30 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2025

À BORD DE
L'AMADEUS SILVER II
8 JOURS / 7 NUITS
à partir de
2 915 €*

RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS
01 57 08 70 02
lesvoyages.fr

Avec **R** RIVAGES DU MONDE

Taux par personne sur la base d'une occupation double en cabine confort, entrée au pont Principal à bord de l'Amadeus Silver II 5. 6 excursions incluses. Croisière organisée par Rivages du Monde. Crédit photo: Marinadatsenko - Adobe Stock



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Général (jé-né-ra-l) adj. Particulier qui doit être professionnel.

Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, quitte ses fonctions. Le mot vient du latin *genus*, qui signifie « qui appartient à un genre », en l'occurrence celui des forts en thème.

Qu'est-ce qu'un secrétaire général ? Un général, assisté d'une armée de secrétaires - notamment particuliers - qui doit parer aux problèmes divers qui échouent sur son bureau.

À tout moment, il doit veiller à garantir un intérêt qui ne soit pas le sien, mais, de manière générale, celui de tous. Il lui faut par exemple éconduire les gêneurs. Il y a du généraliste dans le secrétaire général.

Ce poste lourd et exposé demande perspicacité et générosité.

À l'Élysée, Kohler, comme ses prédécesseurs, occupait une place centrale.

Qu'il s'absente, et la paralysie pouvait être aussi générale que le secrétaire absent. Au bout de huit ans, on peut comprendre qu'il ait eu envie d'arrêter, de lancer le générique de fin.

Observons toutefois que le secrétaire général n'est pas complètement lassé - sa fatigue est visiblement moins générale que lui.

En effet, il quitte son poste auprès du président de la République pour entrer dans une banque. Dans une société qui a justement pour caractéristique d'être générale. ■